



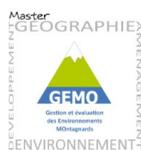
CONFLITS D'AMÉNAGEMENT

EVOLUTION DES ASSOCIATIONS ET COLLECTIFS DE LUTTE

MISE EN PERSPECTIVE DES TRAJECTOIRES
INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES DES
OPPOSANT.E.S

Juliette Tomasini,
Master 1 GEMO
2022-2023

Maitre de stage : Léa Sébastien
Réfèrent pédagogique : Anne Peltier



Université Toulouse Jean Jaurès
UFR SES
Master 1 Gestion et Evaluation des Environnements
Montagnards
UE 801 : Stage professionnel ou recherche

Résumé

Ce mémoire est le fruit d'un stage de recherche sur la thématique des conflits d'aménagement. Les conflits d'aménagement, bien que peu abordés au sein de la recherche universitaire, sont régulièrement au cœur de l'actualité à l'échelle nationale. Inscrits au cœur de multiples problématiques sociales et environnementales, il semble intéressant de s'y intéresser sous le prisme d'un travail de recherche en sciences sociales.

Le stage réalisé s'articule tout particulièrement autour des collectifs et associations qui s'opposent à des projets d'aménagement sur le territoire. Il s'agit de comprendre les dynamiques actives au cœur de ces organismes locaux à une échelle collective mais également individuelle. Nous avons centré notre travail sur quatre thématiques principales qui abordent à la fois des questions sociales et environnementales afin d'inscrire le stage au cœur de problématiques sociétales actuelles.

Par ailleurs, la thématique des conflits d'aménagement est traitée sous le prisme de notions centrales en Géographie tel que celle du "territoire" ou encore de celle du "vivant". Au-delà de la mobilisation de ces notions, il s'agit également de proposer une analyse à la fois spatiale et temporelle des dynamiques au sein des collectifs et associations contre des projets d'aménagement. De cette façon, la notion de mouvement est centrale dans notre stage de recherche puisque nous avons tenté d'analyser les dynamiques actives à la fois avant-lutte, pendant la lutte et également après-lutte.

Ainsi la problématique centrale de ce stage de recherche est la suivante : **“En quoi les dynamiques et évolutions sociales, cognitives et affectives des mouvements de résistance à des aménagements engendrent-elles un positionnement politique axé sur un nouveau rapport au territoire et au vivant ?”**

Etudiante en Géographie des Environnements Montagnards, il s'agit, outre la problématique principale, de proposer également une analyse des spécificités ou non des conflits d'aménagement dans les zones de montagne.

La méthodologie adoptée au cours de ce stage est une analyse qualitative fondée sur des recherches bibliographiques, l'analyse de sites internet d'opposant.e.s à des projets et également les résultats de quinze entretiens semi-directifs réalisés au cours du stage.

Mots clés : Conflits d'aménagement, Territoire, Opposition Nature / Culture, Dynamiques, Prise de conscience

Abstract

This report is the result of a research placement on the subject of planning conflicts. Although little discussed in university research, planning conflicts are regularly at the heart of the news at national level. They are at the heart of a wide range of social and environmental issues, and it would be interesting to examine them through the prism of social science research.

The internship focuses in particular on the groups and associations that oppose local development projects. The aim is to understand the active dynamics at the heart of these local organisations, both collectively and individually. We have focused our work on four main themes that address both social and environmental issues, in order to place the course at the heart of current societal problems.

In addition, the theme of planning conflicts is addressed through the prism of central concepts in Geography, such as 'territory' and 'living things'. As well as using these concepts, the aim is also to offer a spatial and temporal analysis of the dynamics within groups and associations opposed to development projects. In this way, the notion of movement is central to our research, since we have attempted to analyse the active dynamics before, during and after the struggle.

So the central issue of this research placement is as follows: **How do the social, cognitive and affective dynamics and evolutions of movements resisting development projects generate a political positioning based on a new relationship with the territory and with living things ?**

As a student in Geography of Mountain Environments, in addition to the main problem, the aim is also to propose an analysis of the specific nature or otherwise of planning conflicts in mountain areas.

The methodology adopted during the course is a qualitative analysis based on bibliographical research, analysis of project opponents' websites and the results of fifteen semi-structured interviews conducted during the internship

Key words : Planning conflicts, Territory, Nature / Culture opposition, Dynamics, Awareness-raising

Remerciements

Je tiens à adresser mes sincères remerciements à Léa Sébastien pour avoir encadré ce stage de recherche. Son expertise et ses conseils avisés m'ont permis d'approfondir mes connaissances et d'enrichir mon travail de manière significative.

Je tiens également à remercier chaleureusement Anne Peltier pour m'avoir conseillée tout au long de ce stage et pour m'avoir aidée à bâtir la structure et le contenu de ce mémoire.

J'aimerais exprimer ma reconnaissance envers les opposant.e.s qui ont accepté de réaliser des entretiens car sans elles.eux ce travail n'aurait pu être mené à bien. J'ai eu grand plaisir à les écouter me parler de leur engagement et de leur parcours.

Un grand merci à ma famille qui m'a soutenue tout au long de mon parcours académique.

Merci à Jade Senatore et Noémie Balsière pour m'avoir accompagnée au quotidien dans ce travail pendant de longues heures à la bibliothèque.

Enfin, merci à Valentin Lefèvre, Tristan Young, Samuel Wolf et Marie Destarac pour leur soutien inconditionnel. Leur présence et leurs encouragements m'ont aidé à persévérer dans la rédaction de ce mémoire.

Sommaire

Résumé.....	1
Abstract.....	2
Remerciements.....	3
Sommaire.....	4
Introduction.....	5
I. Contexte du stage.....	7
1.1 Le laboratoire GEODE, structure encadrante du stage.....	7
1.2 Les missions du stage.....	7
1.3 Contextualisation du stage.....	8
II. Cadre théorique.....	9
2.1. Espace et Territoire : l'importance de la sémantique utilisée dans le sujet d'étude.....	9
2.3. Mise en perspective du sujet de mémoire face aux recherches bibliographiques effectuées...	18
III. Cadre méthodologique.....	20
3.1 La recherche documentaire et le cadrage du sujet : une première étape majeure pour le bon déroulé du stage.....	20
3.2 La préparation des entretiens : une étape minutieuse en vue d'acquérir une base de données fiables.....	21
3.3 La réalisation des entretiens et la proposition d'une analyse, troisième et quatrième étapes clés dans la réalisation d'un stage de recherche.....	27
IV. Résultats et analyse.....	31
4.1 Présentation des résultats.....	31
V. Discussion.....	60
5.1 Discussion autour de l'analyse proposée.....	60
5.2 Limites et perspectives du stage réalisé.....	61
Conclusion.....	62
Bibliographie / Sitographie.....	63
Annexes.....	68
Liste des annexes.....	81
Table des matières.....	82
Document de communication.....	83

Introduction

“Je suis très fière de me dire que je pourrai expliquer à mes enfants qu'on n'a pas rien fait. On a fait de notre mieux !”

Militante contre un projet d'aménagement.

Le stage de recherche réalisé dans le cadre du M1 GEMO s'articule autour de la thématique des conflits d'aménagement à l'échelle nationale. On définit ici un conflit d'aménagement comme un “conflit lié à la réalisation d'un projet d'aménagement, de quelque nature que ce soit, qui suscite une réaction d'opposition de la part des populations concernées par ses impacts potentiels.”¹

Cette thématique est ancrée dans les problématiques sociétales et environnementales actuelles. En effet, des conflits d'aménagement notamment en lien avec des revendications écologiques ont vu progressivement le jour à l'échelle nationale et ont été de plus en plus médiatisés. Nous nous sommes donc intéressée à la question environnementale à travers les politiques d'aménagement et les conflits locaux qui en découlent nous conduisant ainsi à une réflexion sur la question des infrastructures souhaitées et mises en place au temps de l'Anthropocène. Nous avons également travaillé plus particulièrement sur les dynamiques territoriales autour de ces conflits dans les environnements montagnards afin d'analyser, si elles existent, les spécificités des conflits en zones de montagnes en prenant en compte la diversité des composantes de ces milieux, qu'elles soient sociales ou physiques. Il est important de s'intéresser aux variations possibles au sein de ces dynamiques territoriales en fonction des milieux étudiés dans la perspective du master proposé.

Le stage fut réalisé au centre de recherche GEODE, fondé en 1971 au sein de l'université Jean Jaurès à Toulouse. Ce laboratoire réunit une grande variété de chercheurs.e.s interdisciplinaires en sciences sociales, principalement en géographie. Une branche du centre s'intéresse tout particulièrement aux dynamiques territoriales actives à l'échelle nationale. C'est dans cette perspective que nous avons effectué ce stage de recherche au sein du laboratoire.

Notre mission principale fut de réaliser un travail de recherche en ayant recours aux méthodes universitaires en sciences sociales. Il s'agissait notamment d'une phase de recherches bibliographiques et la réalisation d'entretiens semi-directifs.

Dans le cadre de la thématique choisie, nous avons centré notre propos sur l'évolution individuelle et collective des opposant.e.s au sein des associations et collectifs de lutte contre des projets d'aménagement à travers la problématique suivante :

En quoi les dynamiques et évolutions sociales, cognitives et affectives des mouvements de résistance à des aménagements engendrent-elles un positionnement politique axé sur un nouveau rapport au territoire et au vivant ?

Nous fixerons tout d'abord un cadre théorique répondant à la thématique abordée afin d'obtenir une vision globale et complète du traitement universitaire du sujet. Puis, nous poserons le cadre méthodologique qui a structuré le stage de recherche. Dans un troisième temps, nous présenterons les résultats obtenus à travers les entretiens et proposerons une

¹ Dzedzicki, J-M. 2004. Au delà du Nimby : le conflit d'aménagement, expression de multiples revendications, *Conflits et territoires, Perspectives villes et territoires.*, pp.35-64. [Conflits et territoires - Presses universitaires François-Rabelais \(openedition.org\)](https://www.openedition.org/38914)

analyse des résultats et données obtenus au cours du stage. Enfin, nous discuterons des limites et perspectives du stage réalisé.

I. Contexte du stage

1.1 Le laboratoire GEODE, structure encadrante du stage

Le laboratoire GEODE (Géographie de l'environnement) est un centre de recherche situé à Toulouse (France). Il est rattaché à l'université Toulouse Jean Jaurès et au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Fondé en 1971, le laboratoire GEODE se consacre principalement à l'étude des interactions entre les sociétés et leur environnement, en insistant sur les dimensions géographiques et environnementales. L'accent est principalement mis sur la dynamique interdisciplinaire au sein du laboratoire de recherche. Les principales thématiques de recherche abordées par le laboratoire GEODE comprennent la géographie physique, la géographie humaine, l'aménagement du territoire, les études urbaines et les études rurales. Les chercheur.se.s du laboratoire s'intéressent aux interactions complexes entre l'Homme et son environnement, en mettant en avant les enjeux environnementaux, sociaux et économiques. Il est divisé en trois axes de recherche majeurs:

- "GEOPASSE, Géohistoires, géoarchéologies et paléoenvironnements : l'apport du passé à la compréhension des changements socio-environnementaux"²
- "DESTER, Dynamiques et enjeux socio-environnementaux des territoires"³
- "ED2-ECMS, Environnement et Développement Durable : « Educations à... », Construction et Médiation des Savoirs"⁴

Le laboratoire GEODE dispose d'une équipe pluridisciplinaire de chercheur.se.s, de doctorant.e.s et de collaborateur.ice.s, qui mènent des recherches approfondies à la fois sur le plan national et international. Les méthodes utilisées sont variées : l'analyse géospatiale, la cartographie, l'observation sur le terrain, l'analyse des données et les modèles spatiaux. En plus de ses activités de recherche, le laboratoire GEODE est également impliqué dans l'enseignement supérieur et la formation des étudiant.e.s en géographie et disciplines connexes. Il collabore régulièrement avec d'autres institutions de recherche nationales et internationales, ainsi qu'avec des acteurs publics et privés, dans le cadre de projets de recherche et de partenariats.

GEODE travaille également en étroite coopération avec d'autres institutions de recherche et universités en France et à l'étranger. Les chercheur.se.s du laboratoire participent à des projets de recherche, publient des articles scientifiques et contribuent à la formation de nouvelles générations de géographes et de chercheur.se.s.

1.2 Les missions du stage

La principale mission de ce stage s'articule autour de la réalisation d'un travail de recherche qualitatif sur la thématique des conflits d'aménagement, plus précisément l'évolution des trajectoires individuelles des opposant.e.s et des associations / collectifs de lutte contre des projets d'aménagement. Il s'agit de comprendre dans quelle mesure et sous quelles formes l'engagement contre un projet d'aménagement peut avoir un impact fort sur l'évolution collective et individuelle des opposant.e.s.

² Laboratoire GEODE. (2023). Présentation de l'Unité. *Université Toulouse Jean Jaurès*. [Présentation de l'unité - Geode : Géographie de l'environnement \(univ-tlse2.fr\)](https://univ-tlse2.fr)

³ Ibid

⁴ Ibid

Bien qu'autonome dans le déroulement de ce stage de recherche, j'ai dû respecter un cadre méthodologique de recherche universitaire strict. En effet, j'ai effectué des activités propres à la recherche universitaire française en sciences sociales telle que la recherche documentaire, la réalisation d'une grille d'entretien ou la réalisation d'entretiens. Par ailleurs, le stage avait notamment pour but de me permettre de développer ma capacité à réaliser une analyse de discours.

La pratique de ces exercices m'a permis de consolider et d'approfondir mes connaissances tout en renforçant ma rigueur méthodologique.

1.3 Contextualisation du stage

La réalisation de ce stage s'inscrit dans un contexte politique et social particulier à l'échelle nationale. En effet, la démarche de recherche sur cette thématique est ancrée dans l'actualité sociale, politique et environnementale.

La thématique abordée s'inscrit dans des problématiques sociétales contemporaines sous divers aspects. Tout d'abord, on constate la progressive médiatisation des conflits d'aménagement. On pense notamment à la question des méga-bassines à Sainte Soline ou au projet de l'autoroute A69 Toulouse-Castres. Il semble indispensable d'obtenir une meilleure compréhension de ces luttes au-delà de l'image médiatique diffusée.

Par ailleurs, ces conflits d'aménagement traduisent les préoccupations environnementales croissantes d'une partie de la population française. Face au dérèglement climatique, il semble intéressant, notamment en tant qu'étudiante en master de géographie, de comprendre les raisons pour lesquelles des citoyen.ne.s décident de s'engager et la forme que prend cet engagement.

Enfin, au-delà de la question environnementale, on remarque également, un intérêt croissant de la population quant à l'exercice de la démocratie. Les conflits d'aménagement, intimement liés à la sphère politique, sont au cœur de cette problématique et illustrent cette préoccupation.

Pour conclure, ce stage de recherche vise à obtenir une meilleure compréhension des enjeux autour des conflits d'aménagement aujourd'hui tout en contribuant, à mon échelle, à l'intégration de la sphère universitaire dans cette réflexion. De ce fait, il semblait plus logique et pertinent de travailler sur le sujet choisi à l'échelle nationale.

II. Cadre théorique

Ce mémoire s'articulera autour de la thématique des conflits d'aménagement. Notre travail est centré principalement sur l'évolution des collectifs et associations de lutte contre des projets d'aménagement. Une première étape de recherches bibliographiques nous a permis de dresser un état de l'art sur la thématique traitée. La réalisation de l'état de l'art nous a permis d'accéder à des fondements sémantiques sur les notions engagées dans le sujet de recherche. D'autre part, nous avons pu analyser l'avancée des recherches sur la thématique et en mesurer les limites.

2.1. Espace et Territoire : l'importance de la sémantique utilisée dans le sujet d'étude

Une grande diversité d'articles et d'ouvrages universitaires s'articulent autour des notions d'"espace" et de "territoire". Il s'agit de présenter ici, les définitions les plus récurrentes dans les travaux étudiés.

Les chercheur.se.s en géographie, Serge Bourgeat, Pascal Baud, et Catherine Bras, dans *Le dictionnaire de la Géographie*⁵, attribuent trois sens différents à la notion de territoire : "un découpage administratif", "un espace étatique" et "tout espace socialisé, approprié par ses habitants, quelle que soit sa taille"⁶. C'est le sens de la troisième proposition de définition qui semble le plus adapté à la notion de territoire dans la thématique des conflits d'aménagement.

Le géographe Noël Bonnemaison définit le territoire comme une "parcelle d'espace qui enracine dans une même identité et réunit ceux qui partagent le même sentiment. Dans ce sens, c'est bien un lien avant d'être une frontière"⁷.

Les chercheur.se.s contemporain.e.s qui travaillent sur la thématique des conflits d'aménagement proposent également différentes définitions proches de celles de leurs pairs dans les années 90.

Le géographe Patrice Melé définit en 2007 le "territoire" comme "un espace délimité chargé de valeurs"⁸.

Les géographes Stéphanie Dechezelles et Maurice Olive, quant à elles.eux, définissent l'espace comme une clé de "l'articulation entre l'individu et le groupe"⁹. L'espace approprié progressivement de façon individuelle mais aussi collectivement, devient ainsi un territoire.

2.2. Une grande diversité dans les axes de recherche sur la thématique en question.

Les axes de recherche sur les conflits d'aménagement sont divers et on note un large panel d'articles à ce sujet. Au cours de nos recherches bibliographiques, quatre approches du sujet nous ont paru majeures pour comprendre la relation entre le territoire et les collectifs d'opposition à un projet d'aménagement.

⁵ Bougeat, S., Baud,P., Bras,C. 202). Dictionnaire de géographie. *Hatier*.

⁶ Ibid

⁷ Bonnemaison, J. 2001. La géographie culturelle. *Editions du C.T.H.S*

⁸ Melé, P. 2009. Identifier un régime de territorialité réflexive, *Presses universitaires de Rennes, Espaces et Territoires*, pp. 45-55.

<https://shs.hal.science/halshs-00189874v2/document>

⁹ Dechezelles, S., et Olive, M. 2016. Lieux familiers, lieux disputés - dynamiques des mobilisations localisées, *Noroi*, 238-239, pp.7 - 21. [Introduction \(openedition.org\)](https://www.openedition.org)

2.2.1 Le territoire comme “objet d’attachement”, vecteur d’une mobilisation collective

La notion d’ “attachement au lieu” telle qu’évoquée par Léa Sébastien est centrale dans les “études anglo-saxonnes depuis une quarantaine d’années”¹⁰. La majorité des chercheur.se.s contemporain.e.s appuient notamment leur fondement théorique sur la définition de la notion donnée par Altman et Low en 1992¹¹. L’attachement au lieu se définit “au sens large comme le lien affectatif qui s’instaure entre un individu et un lieu”¹². La notion d’attachement au lieu permet aux chercheur.se.s de donner un nouveau rôle au territoire dans les luttes à des projets d’aménagement.

La chercheuse en géographie, Léa Sébastien, dans l’article publié en 2016 *L’attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ?*¹³, affirme le rôle majeur de “l’attachement au lieu”¹⁴ dans les luttes contre des projets d’aménagement. Elle part du postulat que “la dimension spatiale de l’attachement au lieu”¹⁵ n’est pas assez traitée dans les sciences sociales. De ce fait, sans pourtant nier l’importance de l’aspect de cet attachement, la chercheuse émet l’hypothèse que “l’attachement à des objets territoriaux peut jouer un rôle dans l’émergence de mobilisations collectives”.¹⁶ Afin de travailler sur cette thématique, elle propose un “modèle de l’acteur en quatre dimensions”¹⁷. A travers cet article, Léa Sébastien souhaite tout d’abord insister sur la grande diversité des formes d’attachement à un lieu. Elle souligne également que ces différentes formes d’attachement peuvent être liées à une grande diversité d’objectifs selon les individus. Par ailleurs, cette grande diversité d’attachement engendre des oppositions fortes sur un même territoire. Léa Sébastien témoigne du fait que dans les cas étudiés, “ce sont les entités naturelles qui génèrent de l’attachement et les entités modernes de l’éloignement”¹⁸. En outre, l’article souligne un attachement individuel au lieu fort, attachement qui est rarement partagé collectivement. Cet attachement peut ainsi être aussi vecteur de conflit selon la chercheuse si les “entités aimées”¹⁹ sont critiquées ou menacées. Ces différentes analyses conduisent Léa Sébastien à affirmer “qu’un attachement caractérisé par des liens identitaires et différentiels forts peut constituer la base d’une mobilisation collective d’abord, potentiellement suivie d’un engagement politique”²⁰. Si des individus se rassemblent pour défendre ou mettre en valeur “ces entités aimées, alors une politisation peut émerger de cette mobilisation collective”²¹.

La sociologue Mathilde Caro publie en 2019 un article intitulé *Eprouver l’attachement au lieu : l’épreuve d’un conflit de proximité*²². Afin de donner un cadre à son sujet, elle s’appuie sur le travail de ses pairs en mobilisant non seulement la définition de l’attachement au lieu proposée par Altman et Low mais également les théories de Dechezelles et Olive ou de Léa Sébastien : “les conflits cristallisent l’attachement et l’attachement produit du conflit”²³. La problématique soulevée par l’article est la suivante: “comment ce lien au lieu, par définition

¹⁰ LS vecteur mobilisation coll

¹¹ Low, S. et Altman, I. 1992. Place attachment : A conceptual inquiry, *Human Behavior & Environment : Advances in Theory & Research*, 12, pp. 1-12

¹² Caro, M. 2019. Epreuve l’attachement au lieu : l’épreuve d’un conflit de proximité, *L’espace politique*, vol.38, n°2 [Epreuve l’attachement au lieu : l’épreuve d’un conflit de proximité \(openedition.org\)](#)

¹³ Sébastien, L. 2016. L’attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ?, *Noroi*, 238-239, pp 23-41. [L’attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ? \(openedition.org\)](#)

¹⁴ Ibid

¹⁵ Ibid

¹⁶ Ibid

¹⁷ Ibid

¹⁸ Ibid

¹⁹ Ibid

²⁰ Ibid

²¹ Ibid

²² Caro, M. 2019. Epreuve l’attachement au lieu : l’épreuve d’un conflit de proximité, *L’espace politique*, vol.38, n°2 [Epreuve l’attachement au lieu : l’épreuve d’un conflit de proximité \(openedition.org\)](#)

²³ Ibid

pluriel car il relève de l'individuel et de l'affectif, peut-il conduire à une mobilisation collective ?²⁴. Mathilde Caro s'interroge, à l'instar de plusieurs de ses pairs comme Léa Sébastien, sur le lien entre politisation et territoire. L'attachement au lieu est un des facteurs principaux de cette mobilisation collective selon elle. Son hypothèse de travail est qu'il existe une pluralité d'attachements au lieu pouvant conduire à une coopération qui s'étend au-delà d'une échelle locale²⁵. La sociologue cherche à prouver ainsi que l'attachement "recouvre une pluralité de rapports au lieu"²⁶ qu'elle va tenter de décrypter à travers cet article. Elle centre son analyse sur le projet d'installation d'un McDonald's dans le quartier Montorgueil à Paris. Elle note une différence notoire entre la notion "d'attachement" et celle "d'appartenance" qui semble beaucoup plus statique d'après elle.

Elle centre son analyse sur trois types d'attachements : l'attachement "symbolique", "électif" et "civique"²⁷. L'attachement symbolique renvoie au lien affectif au lieu et à des représentations et un imaginaire fort au sujet du quartier. Deux points centraux ressortent de ce type d'attachement dans l'étude de cas. L'implantation d'un McDonald's est ainsi vue par les habitant.e.s comme une menace pour leur environnement ou la représentation qu'ils.elles en ont. Par ailleurs, la sociologue évoque également un "attachement électif"²⁸. Selon elle, il s'agit d'un lien affectif "de l'ordre des fréquentations caractérisées par l'agrégation affinitaire"²⁹. Enfin, un dernier attachement est mis en évidence par Mathilde Caro: "l'attachement civique"³⁰. Cet attachement est notamment remarqué chez les opposant.e.s et habitant.e.s d'autres quartiers de Paris. La sociologue parle alors de "solidarité élargie"³¹ qui conduit les opposant.e.s à "développer un lien affectif avec le lieu"³². Ainsi, l'analyse de Mathilde Caro montre-t-elle que c'est la pluralité des types d'attachements au lieu qui crée en partie une mobilisation collective.

Par ailleurs, La notion de "l'habiter" est une notion majeure dans plusieurs sciences sociales notamment en géographie et en philosophie. Cette notion a été re-mobilisée à plusieurs reprises à partir des années 2000 notamment dans le cadre de la thématique des conflits d'aménagement. Elle apparaît dans nos recherches bibliographiques comme un des outils principaux pour permettre une compréhension fine du rôle qu'entretient le territoire avec les opposant.e.s à ces projets.

Un des principaux auteurs à mobiliser cette notion est Frédéric Barbe dans *La "zone à défendre" de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique*³³. La notion de "l'habiter" est définie dans ce cadre- là comme "la relation sociale au lieu"³⁴. Le chercheur émet l'hypothèse selon laquelle la lutte dans le cadre d'une ZAD s'apparente à "l'habiter en conscience d'habiter".³⁵ Tout en re-mobilisant la notion de base, il la fait évoluer pour s'inscrire dans un cadre d'analyse de lutte bien précis. Il fonde son analyse sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Il donne une définition globale de la notion puis détaille les différentes caractéristiques de celle-ci : "Habiter en conscience d'habiter, c'est faire de la

²⁴ Ibid

²⁵ Ibid

²⁶ Ibid

²⁷ Ibid

²⁸ Ibid

²⁹ Ibid

³⁰ Ibid

³¹ Ibid

³² Ibid

³³ Barbe, F. 2016. La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique, *Noroi*, 238-239, pp. 109-130.

https://catalogue-archipel.univ-toulouse.fr/permalink/f/hhill/TN_cdi_crossref_primary_10_4000_noroi_5898

³⁴ Ibid

³⁵ Ibid

politique avec son corps, avec sa vie”³⁶. Tout d’abord, c’est la diversité des types d’acteur.ice.s, du fort réseau social et des types d’action qui est mise en avant. La mise en commun, la vie en collectif sont également parties prenantes de l’habiter en conscience d’habiter”³⁷. Ce regroupement de personnes rassemble plusieurs types d’acteur.ice.s qui pourraient, sans le mouvement de lutte, être fortement opposé.es. De plus, Le géographe note également une forte solidarité avec les autres luttes contre des projets d’aménagements. Les opposant.e.s se regroupent autour de revendications globales qui s’apparentent à une critique “de la modernité occidentale”³⁸. On parle alors de “résistance collective”³⁹. Ce regroupement de types d’acteur.ice.s variés, de modalités d’actions diverses mais également l’existence d’une solidarité globale dans les luttes contre les projets d’aménagement sont des caractéristiques de “l’habiter en conscience d’habiter”⁴⁰. Cette notion est donc fondamentale dans l’explication notamment de la politisation des collectifs et associations contre des projets d’aménagement.

A travers la mobilisation de différentes notions et théories énoncées auparavant, les auteur.ice.s proposent une vision du territoire comme un “objet d’attachement”. Le territoire n’est pas simplement vu comme un contexte mais bien comme ayant un rôle majeur dans “l’émergence de l’action collective”⁴¹ : “L’attachement au territoire permet donc une identification collective, source d’engagement et de politisation au niveau local”⁴²

2.2.2 La théorie de la “Résistance Éclairée”, essentielle dans l’analyse du développement et de l’organisation des collectifs de lutte.

Une grande partie des articles et ouvrages universitaires autour de la thématique des conflits d’aménagement s’intéresse au développement et à l’organisation sociale des collectifs de lutte. Plusieurs chercheur.se.s s’intéressent au rôle que joue le territoire au sein même de ces collectifs. La notion de “résistance éclairée”⁴³ développée par Léa Sébastien à partir de 2013 semble centrale dans cette thématique. La géographe définit ce phénomène comme “l’émergence d’un capital social, patrimonial, savant et politique à travers la lutte contre un projet d’aménagement”⁴⁴. Elle fait référence aux théories du sociologue Pierre Bourdieu en y ajoutant le capital patrimonial. Cependant il faut noter que les perspectives d’analyse ne sont aucunement les mêmes que celles du sociologue. Il s’agit d’inscrire le mouvement et son évolution dans le temps long puisque des transformations sont progressivement visibles notamment en termes d’acquisition de capitaux.

Elle détaille sa théorie à travers plusieurs articles notamment *Résister aux projets d’aménagement, politiser les territoires*⁴⁵ coécrit avec Julien Milanese et Jérôme Pelenc. L’hypothèse émise par les trois géographes est que “les résistances aux projets d’aménagement peuvent être l’occasion d’une repolitisation des territoires”⁴⁶. Le capital social est défini comme “un ensemble de ressources, réelles ou virtuelles, qui reviennent à

³⁶ Barbe, F. 2016. La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l’habiter comme politique, *Noroi*, 238-239, pp. 109-130. https://catalogue-archipel.univ-toulouse.fr/permalink/f/hhill/TN_cdi_crossref_primary_10_4000_noroi_5898

³⁷ Ibid

³⁸ Ibid

³⁹ Ibid

⁴⁰ Ibid

⁴¹ Collectif des plumes dans le goudron, 2018. *Résister aux grands projets inutiles et imposés*, Editions Textuel.

⁴² Ibid

⁴³ Sébastien, L., Milanese, J., Pelenc, J. 2019. *Résister aux projets d’aménagement, politiser les territoires*, VertigO., Vol.19, n°1.

https://catalogue-archipel.univ-toulouse.fr/permalink/f/hhill/TN_cdi_hal_shs_oai_HAL_hal_02512922v1

⁴⁴ Ibid

⁴⁵ Ibid

⁴⁶ Ibid

un individu ou à un groupe en vertu d'un réseau durable de relations sociales plus ou moins institutionnalisées et de reconnaissances mutuelles"⁴⁷. Il faut noter la construction d'un réseau social progressif. Le capital savant quant à lui, se définit comme "L'ensemble des connaissances acquises (scientifiques, techniques, juridiques, procédurales, vernaculaires ou institutionnelles) au cours du processus de résistance"⁴⁸. Deux phénomènes sont à noter dans le cadre du capital savant : l'acquisition de connaissances et la "complémentarité des savoirs"⁴⁹. En effet, la connaissance émane de différentes façons et de sources distinctes. Un échange de ces connaissances s'organise alors au sein du collectif. Par ailleurs, le capital patrimonial est défini par Léa Sébastien comme "L'ensemble des attachements au territoire dans l'espace (la nature) et dans le temps (la tradition)"⁵⁰. Comme pour le capital savant, il est pour la plupart des gens plus faible avant l'entrée dans le collectif de lutte. On note progressivement l'apparition d'un emblème autour duquel on se rassemble : une "entité fédératrice de la lutte"⁵¹. L'implication spatiale d'un mouvement renforce ce capital avec une reconnexion au territoire et à son caractère "naturel". Enfin, les chercheur.se.s évoquent un capital politique qui serait le résultat de l'acquisition et du renforcement des trois autres capitaux décrits auparavant. L'acquisition de ces trois capitaux permet de rendre visible politiquement un certain positionnement qui acquiert de ce fait une légitimité. Ainsi peut-on dire que les auteur.ice.s abordent les luttes contre des projets d'aménagement comme des vecteurs de transformation "des identités et des territoires"⁵². A travers leur engagement, les habitant.e.s acquièrent un certain nombre de connaissances notamment au sujet du territoire défendu et sur la thématique écologique également. On note une organisation sociale forte autour du territoire et de sa défense. C'est une évolution de la vision et de la connaissance qu'ont les habitant.e.s d'un territoire qui se joue au sein même d'un collectif de lutte.

On retrouve cette notion d'évolution des capitaux chez d'autres auteur.ice.s. On pense notamment au chercheur en géographie, Pierre Pistre, qui, en 2010 publie *Mobilisation dans les campagnes toulousaines : conflit d'aménagement et tensions locales*⁵³. Dans cet article, le géographe propose une analyse des profils des résistant.e.s et des sociabilités provoquées par cette résistance. Il s'intéresse notamment à l'organisation interne du collectif et au développement progressif d'un capital social et savant. Le géographe note, à travers la création d'un collectif de lutte, "une montée en généralité de l'argumentaire des opposants"⁵⁴.

Le chercheur en Philosophie Aurélien Berlan dans l'article *Entre contestation et cogestion, les luttes territoriales face à l'Etat : le cas de la lutte contre le barrage du Testet à Sivens*⁵⁵ publié en 2016 atteste également de ce développement progressif à travers l'étude de cas du conflit d'aménagement contre le barrage du Testet à Sivens. A partir de 2011, on note une opposition grandissante à ce projet. Elle regroupe non seulement les paysan.ne.s du territoire mais également des riverain.e.s, des opposant.e.s écologistes etc. On voit naître le début d'un collectif avec le soutien de plusieurs associations comme les Amis de la Terre.

⁴⁷ Ibid

⁴⁸ Ibid

⁴⁹ Ibid

⁵⁰ Sébastien, L., Milanesi, J., Pelenc, J. 2019. *Résister aux projets d'aménagement, politiser les territoires*, VertigO., Vol.19, n°1.

https://catalogue-archipel.univ-toulouse.fr/permalink/f/hhill/TN_cdi_hal_shs_oai_HAL_hal_02512922v1

⁵¹ Ibid

⁵² Collectif des plumes dans le goudron. *Résister aux grands projets inutiles et imposés*, Editions Textuel, 2018.

⁵³ Pistre, P. 2010. Mobilisation dans les campagnes toulousaines : conflit d'aménagement et tensions locales, *Espaces et sociétés*, vol. 153, pp 151-169.

[Mobilisation dans les campagnes toulousaines : conflit d'aménagement et tensions locales | Cairn.info](https://www.cairn.info/Mobilisation-dans-les-campagnes-toulousaines-conflict-d-aménagement-et-tensions-locales-I-Cairn.info)

⁵⁴ Ibid

⁵⁵ Berlan, A. 2016. Entre contestation et cogestion, les luttes territoriales face à l'Etat : le cas de la lutte contre le barrage du Testet à Sivens, *Ecologie et Politique*, vol. 53. <https://www.cairn-info/gorgone.univ-toulouse.fr/revue-ecologie-et-politique-2016-2-page-105.htm>

de l'action contestataire ?"⁷¹. Il est affirmé tout au long de l'article que l'environnement est en partie "construit en acteur de l'action contestataire"⁷² à travers "le partage d'expériences sensibles de l'environnement familial"⁷³. Afin de construire son argumentation, l'auteur s'appuie sur la notion de "régime de territorialité"⁷⁴. Il indique que ces régimes de territorialité sont éminemment présents dans les pratiques de collectifs de lutte : "celles-ci consistent entre autres à occuper, cultiver, jouer, fabriquer, défendre des lieux afin d'en empêcher la captation matérielle et fonctionnelle par des aménageurs"⁷⁵. Il affirme notamment qu'il existe des "relations d'interdépendances matérielles et affectives"⁷⁶ qu'entretiennent les occupant.e.s et les résistant.e.s avec l'environnement. Selon le sociologue, plusieurs façons d'y parvenir sont visibles à travers les discours et les actions des résistant.e.s. Tout d'abord, l'attachement à un territoire est mis en valeur à travers un "régime de familiarité"⁷⁷. Cet attachement peut prendre plusieurs formes dans les discours. On note notamment une personnification du territoire qui ajoute une tonalité affective ou bien une "montée en particularité"⁷⁸ du territoire par les acteur.ice.s locaux.ales : "la zone humide, la forêt, la terre agricole"⁷⁹. Cela permet de détourner cet environnement des fonctions que lui ont attribué les services étatiques. De plus, le sociologue remarque la mise en place d'une légitimation de la lutte et de l'action à travers le récit d'une histoire locale du territoire. Grâce à cela, les opposant.e.s tentent de montrer que la contestation n'est pas "hors sol"⁸⁰. Cela "permet de resituer et de qualifier la résistance au sein d'un territoire"⁸¹. Enfin, Pablo Corroyer affirme que des "relations d'interdépendances matérielles et affectives"⁸² sont omniprésentes entre les occupant.e.s, les résistant.e.s et le territoire notamment dans la construction des habitats légers avec des matériaux locaux. Dans les trois cas, c'est bien un partage d'expériences sensibles de l'environnement"⁸³ qui permet de considérer le territoire comme un acteur à part entière de lutte contestataire. Il devient ainsi, de par les actions des opposant..es, un "instrument des luttes"⁸⁴.

2.2.4 Les collectifs de lutte comme "espaces d'expérimentation"⁸⁵ qui repensent les rapports sociaux occidentaux marqués par la logique capitaliste.

L'organisation interne des collectifs de lutte contre des projets d'aménagement est le dernier axe de travail que nous avons analysé. Cette approche est omniprésente notamment en sociologie et en anthropologie.

La sociologue Margot Verdier affirme que "le mouvement de l'occupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a mis en œuvre une version anarchique d'organisation collective"⁸⁶. Ainsi tente-t-elle de démontrer que cette ZAD s'apparente à "une possibilité concrète d'une

⁷¹ Ibid

⁷² Ibid

⁷³ Ibid

⁷⁴ Ibid

⁷⁵ Ibid

⁷⁶ Ibid

⁷⁷ Ibid

⁷⁸ Ibid

⁷⁹ Ibid

⁸⁰ Ibid

⁸¹ Ibid

⁸² Ibid

⁸³ Ibid

⁸⁴ Ibid

⁸⁵ Verdier, M. 2021. Le commun de l'autonomie : une sociologie anarchiste de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, *Editions du croquant*.

⁸⁶ Ibid

organisation sociale sans hiérarchie, sans gouvernement et sans police”⁸⁷. L’occupation illégale mise en place permet de laisser place à “un espace d’expérimentation”⁸⁸.

Tout d’abord, au sein de la ZAD, le partage est la forme fondamentale d’échange des ressources. Cependant, le partage ne peut se faire sans une autonomie des individus. Chaque occupant.e doit pouvoir se sentir indépendant.e tout en pouvant compter sur l’aide d’un collectif pour son autonomie. C’est “l’investissement dans la production de ses propres moyens d’autonomie qui est valorisée par le collectif”⁸⁹. Cela permet d’éviter l’exploitation d’une partie des occupant.e.s afin d’éviter les rapports de dépendance au sein de la ZAD. Les occupant.e.s, souhaitant s’opposer au modèle capitaliste, la propriété privée est bannie puisqu’elle est considérée comme une “propriété restrictive”⁹⁰. C’est la propriété d’usage qui, par contre, est très présente au sein de la zone à défendre. Les terrains agricoles des différents collectifs / comités sont souvent de propriété d’usage. Ce droit ne peut être abrogé si le terrain est utile et utilisé par les occupant.e.s tant que ce droit n’empiète pas sur “la logique du partage”⁹¹. La sociologue parle d’une “logique dynamique”⁹².

En outre, la sociologue présente la ZAD comme un “laboratoire d’expérimentation sociale” (notion réutilisée, provient d’une tribune anonyme de la ZAD). Les occupant.e.s critiquent fortement les formes de représentations politiques actuelles et parlent d’une “illusion démocratique”⁹³ de laquelle ils.elles souhaitent s’éloigner. Tout d’abord, les zadistes affirment ne surtout pas chercher “la légitimité dans l’unification du corps social”⁹⁴. Ils.elles cherchent une vraie vie sociale ancrée dans une réelle démarche de discussions et de rencontres. Le vote à majorité selon elles.eux ne permet pas de représenter correctement la “voix des minorités”⁹⁵. Ils.elles ne souhaitent pas non plus mettre en place une démocratie représentative avec des délégations puisqu’une forte critique du régime représentatif est présente au sein du mouvement. Même si tous les occupant.e.s ne sont pas anarchistes, le fonctionnement de la ZAD l’est : “Il n’y a pas de moments de gouvernance sur la ZAD. L’organisation y est multi-échelles et prend différentes formes”⁹⁶. Bien qu’il n’existe pas d’instances délibératives, des réunions ont lieu au moins deux fois par semaine avec tout.e.s les habitant.e.s afin de communiquer les informations et de débattre sur des sujets inhérents à la ZAD. Cependant, les zadistes ne souhaitent pas mettre en place “une structure politique stratifiée”⁹⁷. Ils.elles se méfient tout particulièrement des assemblées avec des règles et des votes spécifiques qui sont selon elles.eux un moyen de mettre en place une oligarchie. Quant à l’organisation interne, on apprend que différentes assemblées sont instaurées pour traiter de diverses thématiques. L’exemple de sème ta ZAD est donné afin de travailler sur l’autonomie alimentaire de la ZAD. Ces différentes assemblées permettent un échange de savoir-faire et de connaissances important. Elles permettent aux occupant.e.s de pouvoir “se mobiliser sur différents projets”⁹⁸. Au sein de ces projets, les tâches de chacun.e sont définies horizontalement.

Enfin, une place importante est donnée à l’environnement dans les collectifs de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. A ce sujet, une notion nous a paru tout particulièrement

⁸⁷ Ibid

⁸⁸ Ibid

⁸⁹ Ibid

⁹⁰ Ibid

⁹¹ Ibid

⁹² Ibid

⁹³ Ibid

⁹⁴ Ibid

⁹⁵ Ibid

⁹⁶ Ibid

⁹⁷ Ibid

⁹⁸ Ibid

intéressante. : le “squat des squats”⁹⁹. Cette notion désigne au sein même de la ZAD, une “diversité des modes de vie et d’organisation des groupes”¹⁰⁰. Par exemple, les primitivistes souhaitent vivre au plus près du vivant en le modifiant le moins possible tandis que d’autres souhaitent développer une production agricole conséquente. C’est “la diversité des environnements” qui rend possible cette pluralité. Elle “favorise la dispersion spatiale”¹⁰¹ des occupant.e.s : il existe “une souplesse de l’espace qui évolue en fonction des désirs et des besoins”¹⁰².

On retrouve la question du rôle du territoire et de l’environnement dans l’organisation sociale chez plusieurs auteur.ice.s de sciences sociales tels que Pablo Corroyer dont nous avons déjà parlé auparavant mais également Léa Sébastien ou encore Philippe Descola.

Les chercheurs Philippe Descola et Alessandro Pignocchi, dans l’ouvrage *Ethnographies des mondes à venir*¹⁰³, affirment que la ZAD de Notre-Dame-des-Landes est un lieu dans lequel “on détricote méticuleusement, de façon réflexive ou non, la distinction entre Nature et Culture”¹⁰⁴. Selon Philippe Descola, il est indispensable de déconstruire cette dichotomie afin “d’inviter les plantes, les animaux et les milieux de vie à partager la sociabilité des humains”¹⁰⁵. Les sociétés occidentales attestent d’un mode de vie en lien avec “une relation utilitariste aux non-humains”.

Le chercheur affirme que quatre façons d’envisager les liens entre humain.e.s et non humain.e.s existent à l’échelle globale : animisme, naturalisme, totémisme et analogisme. Il parle alors de “système des quatre ontologies”.¹⁰⁶ C’est une conception naturaliste qui définit les relations entre humain.e.s et non-humain.e.s au cœur des sociétés occidentales. Selon Philippe Descola, le naturalisme s’articule autour de la dichotomie entre Nature et Culture omniprésente au sein de nos sociétés. Le naturalisme oppose ainsi les humain.e.s aux non-humain.e.s à travers le concept de Nature. On retrouve également dans le naturalisme, une dimension de supériorité des Humain.e.s sur la “nature”, considérée comme différente et inférieure aux humain.e.s. L’espèce humaine établit une relation utilitaire d’exploitation avec la “nature”, considérée comme une grande diversité de ressources nécessaires à la survie des humain.e.s. On retrouve également cette idée de supériorité et domination dans une grande diversité de discours actuels traitant de l’écologie. En effet, l’utilisation des termes de “protection” et de “défense” de l’environnement / de la nature ramènent au concept de naturalisme. Sans l’aide de l’espèce humaine, la “nature” ne peut vivre de façon pérenne.

A Notre-Dame-des-Landes, le terme Nature n’est peu ou plus utilisé. Il semble peu pertinent puisque les humain.e.s et les non-humain.e.s sont estimé.e.s comme des “membres à part entière du collectif avec lesquels il convient de s’entendre pour partager un territoire”¹⁰⁷. Cependant, il est important de noter selon Philippe Descola que cette socialisation n’est envisageable que si les humain.e.s acceptent et admettent l’autonomie et la “radicale indépendance”¹⁰⁸ des non-humains en “les créditant de représentation politique”¹⁰⁹. Cette socialisation est concomitante à de nouvelles formes d’interdépendances au sein du bocage de la ZAD : “le bocage accepte d’héberger les zadistes dans une relation de bonne entente.

⁹⁹ Ibid

¹⁰⁰ Ibid

¹⁰¹ Ibid

¹⁰² Ibid

¹⁰³ Descola, P., Pignocchi, A. 2022. *Ethnographies des mondes à venir, Anthropocène Seuil.*

¹⁰⁴ Ibid

¹⁰⁵ Ibid

¹⁰⁶ Ibid

¹⁰⁷ Ibid

¹⁰⁸ Ibid

¹⁰⁹ Ibid

Ils et elles se trouvent dans une forme de dépendance ontologique vis-à-vis de lui, à travers les multiples liens, toujours mouvants, qui se tissent grâce à lui entre humains et avec les non-humains¹¹⁰. Enfin, la mobilisation des acteurs non-humains est prônée au nom d'une solidarité générale. Les humains et les non-humains sont des alliés face au système capitaliste qui les exploite. Philippe Descola affirme et prône le besoin d'une écologie politique, "par essence capitaliste"¹¹¹, qui laisse place à une interdépendance entre différent.e.s acteur.ice.s et qui met fin à l'objectivation des non-humains en les replaçant au centre de l'échiquier politique et décisionnel.

On retrouve également ces idées en philosophie avec Baptiste Morizot notamment dans son ouvrage *Raviver les braises du vivant*¹¹² et également chez la géographe Léa Sébastien dans son article *Quand les acteurs faibles et absents s'immiscent dans la négociation environnementale*¹¹³. Elle affirme qu'il existe de nombreux enjeux autour de la prise en compte des acteurs faibles et absents dans les prises de décision environnementales. La géographe définit les acteur.ice.s faibles comme "les humains sous-représentés"¹¹⁴, ceux en "marge du jeu d'acteurs"¹¹⁵. Les acteur.ice.s absent.e.s, sont quant à elles.eux définis comme "le vivant biologique et les générations futures"¹¹⁶. Son hypothèse de travail est "qu'un consensus uniquement entre acteurs forts peut mener à une dégradation environnementale"¹¹⁷. Léa Sébastien propose un nouveau modèle de concertation environnementale nommé "l'acteur en quatre dimensions"¹¹⁸ (A4D) qui se veut être "une base de travail pour l'organisation d'une démarche de gestion intégrée et participative des ressources naturelles"¹¹⁹. L'A4D permet ainsi de mobiliser un grand nombre de profils et d'acteur.ice.s tout en mettant en avant les acteurs faibles et absents. Elle affirme que la mise en place de ce modèle pourrait s'apparenter à un "cadre de soutien pour une nouvelle négociation environnementale"¹²⁰.

2.3. Mise en perspective du sujet de mémoire face aux recherches bibliographiques effectuées

Les recherches universitaires actuelles attestent de la place prépondérante du territoire dans les mobilisations collectives contre des projets d'aménagement : "Les mobilisations politiques s'inscrivent dans un lieu, dont il est à la fois le support, le mobile et le principal enjeu"¹²¹. Cette analyse proposée sous différentes formes et axes de recherches par une grande variété de chercheur.se.s en sciences sociales s'articule principalement autour d'une réflexion à la fois collective et individuelle des phénomènes en jeu. Il nous semble intéressant d'inclure cette perspective dans notre problématique. Par ailleurs, on note la mise en valeur et l'importance de la notion de mouvement, de développement au

¹¹⁰ Ibid

¹¹¹ Ibid

¹¹² Morizot, B. 2020. *Raviver les braises du vivant*, *Actes Sud*.

¹¹³ Sébastien, L. 2017. Quand les acteurs faibles et absents s'immiscent dans la négociation environnementale, *Revue de Géographie et d'Aménagement, Territoire en mouvement n°11*, pp 61-81. [Quand les acteurs faibles et absents s'immiscent dans la négociation environnementale - Université Toulouse - Jean Jaurès \(archives-ouvertes.fr\)](#)

¹¹⁴ Ibid

¹¹⁵ Ibid

¹¹⁶ Ibid

¹¹⁷ Ibid

¹¹⁸ Ibid

¹¹⁹ Ibid

¹²⁰ Ibid

¹²¹ Dechézelles, S., et Olive, M. 2016. Lieux familiers, lieux disputés - dynamiques des mobilisations localisées, *Noroi*, 238-239, pp.7 - 21. [Introduction \(openedition.org\)](#)

cours d'une lutte contre un projet d'aménagement. Cependant, dans cette perspective de mouvement, on note un manque de recherches sur l'évolution des collectifs de lutte et des trajectoires individuelles après lutte. La notion de territoire est également très peu étudiée dans le cadre de l'après-lutte. Afin d'inscrire le sujet dans un axe de recherche novateur tout en re-mobilisant les analyses et les axes de recherche contemporaine, nous proposons de réfléchir à la problématique suivante : En quoi les dynamiques et évolutions sociales, cognitives et affectives des mouvements de résistance à des aménagements engendrent-elles un positionnement politique axé sur un nouveau rapport au territoire et au vivant ?

III. Cadre méthodologique

Dans le cadre de ce stage de recherche, nous avons eu pour mission de réaliser une étude de recherche universitaire sur l'évolution des collectifs de lutte et des trajectoires individuelles des opposant.e.s contre des projets d'aménagement. Afin de réaliser cette étude, il nous a fallu respecter le cadre méthodologique précis de la recherche universitaire française. Plusieurs étapes ont donc marqué les activités du stage et les compétences à acquérir. On pense notamment à la réalisation d'entretiens semi-directifs ou encore à la production de grilles d'analyse. Ainsi, la méthodologie choisie s'articule t-elle autour de cinq étapes majeures sur une durée de douze semaines.

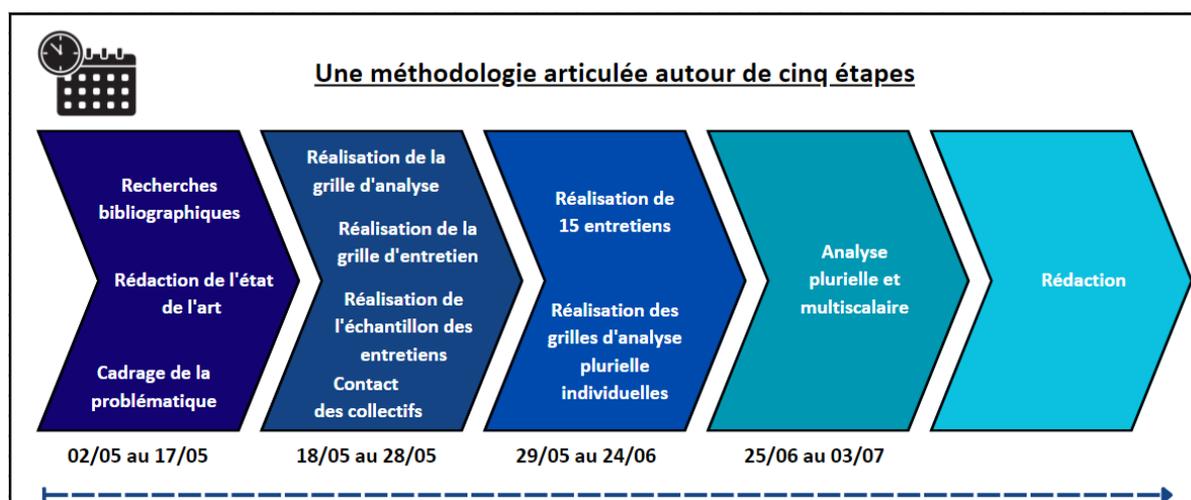


Figure n°1 : Une méthodologie articulée autour de cinq étapes / source : Juliette Tomasini

3.1 La recherche documentaire et le cadrage du sujet : une première étape majeure pour le bon déroulé du stage

Il nous a semblé nécessaire pour le bon déroulement du stage de commencer par une première étape d'approfondissement de la thématique et de cadrage du sujet .

3.1.1 La recherche documentaire

Il s'est agi, dans un premier temps, d'approfondir et de consolider les connaissances autour de la thématique de recherche abordée. Pendant deux semaines, nous nous sommes consacrée à une recherche documentaire de sources diverses.

Les articles et ouvrages universitaires apparaissent comme la source principale dans mes recherches. Cette bibliographie universitaire s'articule principalement autour de disciplines de sciences sociales variées, principalement la géographie, la sociologie, la philosophie et l'histoire. Il nous a semblé très formateur d'avoir des sources pluridisciplinaires afin de nous familiariser avec différents points de vue et mises en perspective sur la question des conflits d'aménagement et de visualiser ainsi dans sa globalité la plus large le traitement de ce sujet par les chercheur.se.s.

Il est important de noter que l'accès fourni par Léa Sébastien à des documents et des dossiers déjà produits par elle-même ou par d'autres étudiant.e.s nous ont permis de finaliser les recherches documentaires sur cette thématique.

Enfin, d'autres sources secondaires nous ont menée à une meilleure compréhension notamment une grande diversité de documentaires, de reportages ou encore d'articles journalistiques sur la question. Ainsi, au-delà de la sphère universitaire, la production médiatique nous a-t-elle permis également de trouver des informations.

Par ailleurs, au-delà des sources provenant des sphères universitaires et médiatiques, ce sont les données produites par les opposant.e.s eux.elles-mêmes qui nous ont permis de mieux cerner le sujet. Ces données sont à la fois écrites et orales.

Il est essentiel de ne pas sous-estimer l'importance des sites et des pages publiques sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter) créés par les collectifs eux-mêmes. Ils ont été en effet majeurs dans un second temps de recherche afin d'approfondir nos connaissances sur des conflits locaux précis. Bien qu'essentiellement textuelles, certaines données marquantes sont également visuelles à travers la publication d'affiches, de slogans, de vidéos qui nous ont permis une meilleure compréhension des revendications et demandes locales des opposant.e.s. Nous y reviendrons dans un second temps.

Enfin, on pense aux productions écrites par des collectifs militants engagés dans la rédaction et la narration de leur propre combat. Ces productions collaboratives sont majeures pour la compréhension notamment du conflit aéroportuaire à Notre-Dame-des-Landes.

3.1.2 Cadrage du sujet étudié

Après l'acquisition et l'approfondissement de connaissances variées sur le sujet, une deuxième phase nous a permis de finaliser la première étape du travail.

La recherche documentaire s'est achevée sur la rédaction d'un l'état de l'art sur la thématique des conflits d'aménagement. Nous avons décidé de centrer cet écrit sur les aspects récurrents au cours de nos lectures et qu'il nous semblait également intéressant de réutiliser afin de cadrer notre sujet. Ainsi avons-nous tenté d'ancrer notre sujet dans le cadre universitaire en inscrivant la problématique dans une niche de recherche comme nous l'avons expliqué auparavant.

3.2 La préparation des entretiens : une étape minutieuse en vue d'acquérir une base de données fiables

Cette seconde étape d'une dizaine de jours s'est articulée autour de deux phases de travail complémentaires qui nous ont permis d'acquérir une base de travail fiable pour les entretiens que nous avons eu à réaliser par la suite.

3.2.1 La réalisation d'un échantillon de collectifs et d'associations qui luttent contre des projets d'aménagement

Afin de produire un large échantillon de collectifs et d'associations contre des projets d'aménagement, nous avons utilisé deux types de données : la carte en ligne Reporterre et les données journalistiques et militantes disponibles sur Internet notamment sur les réseaux sociaux.

Le site Reporterre est un média militant en ligne qui se définit comme "le média de l'écologie"¹²². On y retrouve ainsi une grande variété d'articles de vulgarisation scientifique mais également des articles qui mettent en avant des combats et luttes locales et nationales

¹²² Reporterre. (s. d.). Reporterre, Le média de l'écologie. *Reporterre, le média de l'écologie.* <https://reporterre.net/>

liés à l'écologie. Une rubrique spécifique disponible sur le site internet m'a fortement aidé dans la réalisation de cet échantillon. En effet, le média propose une "carte des luttes contre les grands projets inutiles"¹²³ qui répertorie une grande majorité des conflits d'aménagement locaux à l'échelle nationale française. Elle se présente sous la forme d'une carte interactive sur laquelle les conflits sont répertoriés selon différents types définis par le média. Il en existe sept : Bétonnage, Transport, Commerce, Agriculture, Déchets, Industrie et Energie. Les conflits sont parfois apparentés à plusieurs types de conflits en même temps. Cette carte indique également les sites internet et réseaux sociaux des collectifs et associations répertoriés. Ainsi, cet autre type de source de données a-t-il été décisif dans la réalisation de cet échantillon puisqu'il m'a permis d'affiner les critères de sélection pour une bonne représentativité.



Figure n°2 : Les différentes catégories de conflits
Source : Carte des luttes, Reporterre

Figure n° 3: Carte des luttes locales
Source: Carte des luttes, Reporterre

L'échantillon final s'articule autour de 61 collectifs ou associations qui ont lutté ou qui luttent encore contre des projets d'aménagements. Plusieurs critères ont été pris en compte afin d'obtenir un échantillon représentatif de la grande variété des conflits présents à l'échelle nationale. La corrélation de ces différents critères n'a pas permis de réaliser une représentativité parfaite dans chaque critère mais bien une représentativité relative certes plus vaste et diverse. De ce fait, il m'est apparu plus intéressant de travailler ainsi. J'ai décidé en premier lieu de baser cet échantillon sur les différents types de catégories proposés par le média Reporterre. Ainsi note-t-on une représentativité de chaque type de conflits au sein de l'échantillon. Les conflits de bétonnage étant plus nombreux sur la carte, le choix a été fait de les représenter en plus grand nombre.

¹²³ Cholez, L. (2023, 26 mai). La carte des luttes contre les grands projets inutiles. *Reporterre, le média de l'écologie*. <https://reporterre.net/la-carte-des-luttes-contre-les-grands-projets-inutiles>

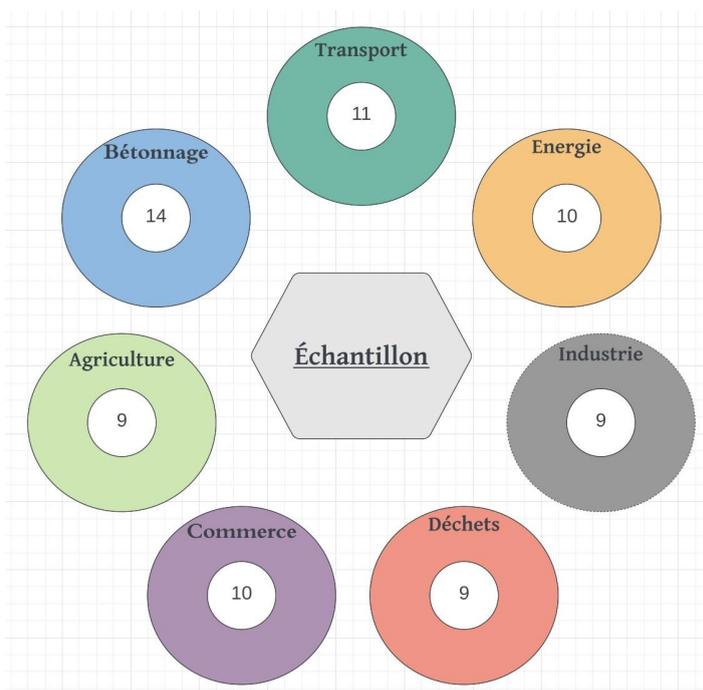


Figure n°4 : Les différents types de conflits dans l'échantillon des entretiens
Source : Juliette Tomasini

Par ailleurs, c'est la variété des milieux dans lesquels ont lieu les conflits qui a été un autre critère de sélection majeur. Ce critère a été divisé en deux. Tout d'abord, l'échantillon devait contenir à part égale relative des conflits en milieu rural mais également en milieu urbain et péri-urbain. Ainsi les conflits en milieu rural représentent-ils 53% de l'échantillon tandis que ceux en milieu périurbain et urbain représentent 47%.

Au-delà de ces catégories, la prise en compte des milieux littoraux et montagnards dans l'échantillon nous a semblé être indispensable pour une représentativité large et variée des conflits à l'échelle nationale. Les espaces montagnards représentent 14% du territoire métropolitain français et les espaces littoraux 4%. Ainsi les conflits en milieu montagnard apparaissent-ils à hauteur de 12% au sein de l'échantillon et ceux en milieu littoral à hauteur de 14%. On note donc une forte surreprésentation des conflits en milieu littoral parce qu'il a été compliqué de contacter les collectifs et il a fallu à plusieurs reprises prendre contact avec de nouveaux collectifs ou associations pour obtenir un entretien.

¹²⁴ Le schéma exprime le nombre de conflits référencés dans l'échantillon selon le type de conflits. Il est important de noter qu'un conflit peut être parfois identifié dans plusieurs catégories sur la carte et que dans ce cas précis toutes les catégories de chaque conflit ont été prises en compte dans ce tableau.

Représentativité des différents milieux dans l'échantillon

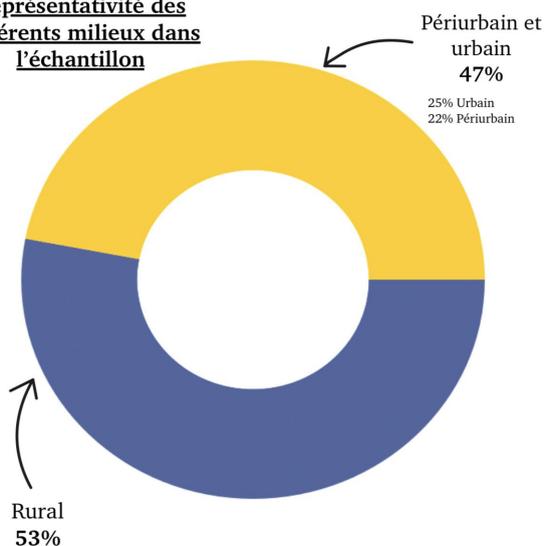


Figure n° 5: Représentativité des différents milieux dans l'échantillon
Source : Juliette Tomasini

Représentativité des milieux montagnards et littoraux dans l'échantillon

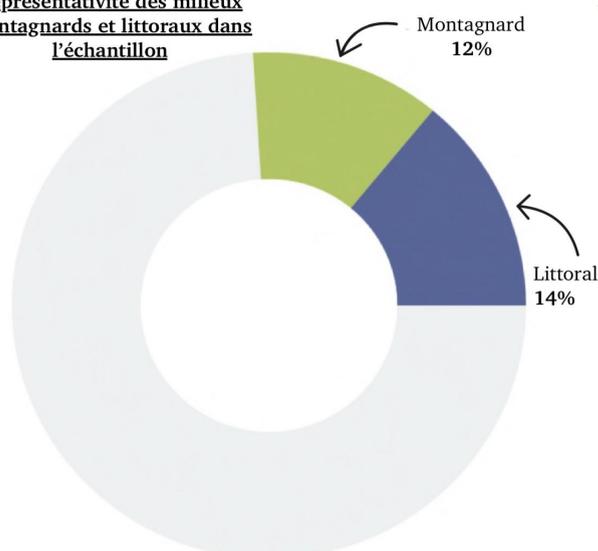


Figure n°6 : Représentativité des milieux littoraux et montagnards dans l'échantillon
Source : Juliette Tomasini

Enfin, un dernier critère a été pris en compte dans un second temps pour réaliser cet échantillon. Au début du stage, il avait été décidé de travailler uniquement sur des conflits terminés. Cependant, au fur et à mesure de l'avancée du travail, nous avons réalisé avec l'aide de Léa Sébastien que l'ouverture des entretiens à des collectifs ou des associations toujours en lutte contre des projets d'aménagement pourrait nous permettre une meilleure compréhension et analyse de la dimension temporelle inhérente au sujet.

L'échantillon dans son ensemble semble ainsi représenter une grande diversité de conflits et de militances à l'échelle nationale du fait de la prise en compte d'une pluralité de critères au cours de son élaboration. Les collectifs et associations contactés sont également répartis sur l'ensemble du territoire bien qu'un peu plus de conflits référencés dans l'échantillon se situent en Occitanie pour des raisons de commodité, afin de pouvoir réaliser plusieurs entretiens en présentiel.

Collectifs et associations contre des projets d'aménagement contactés à l'échelle nationale

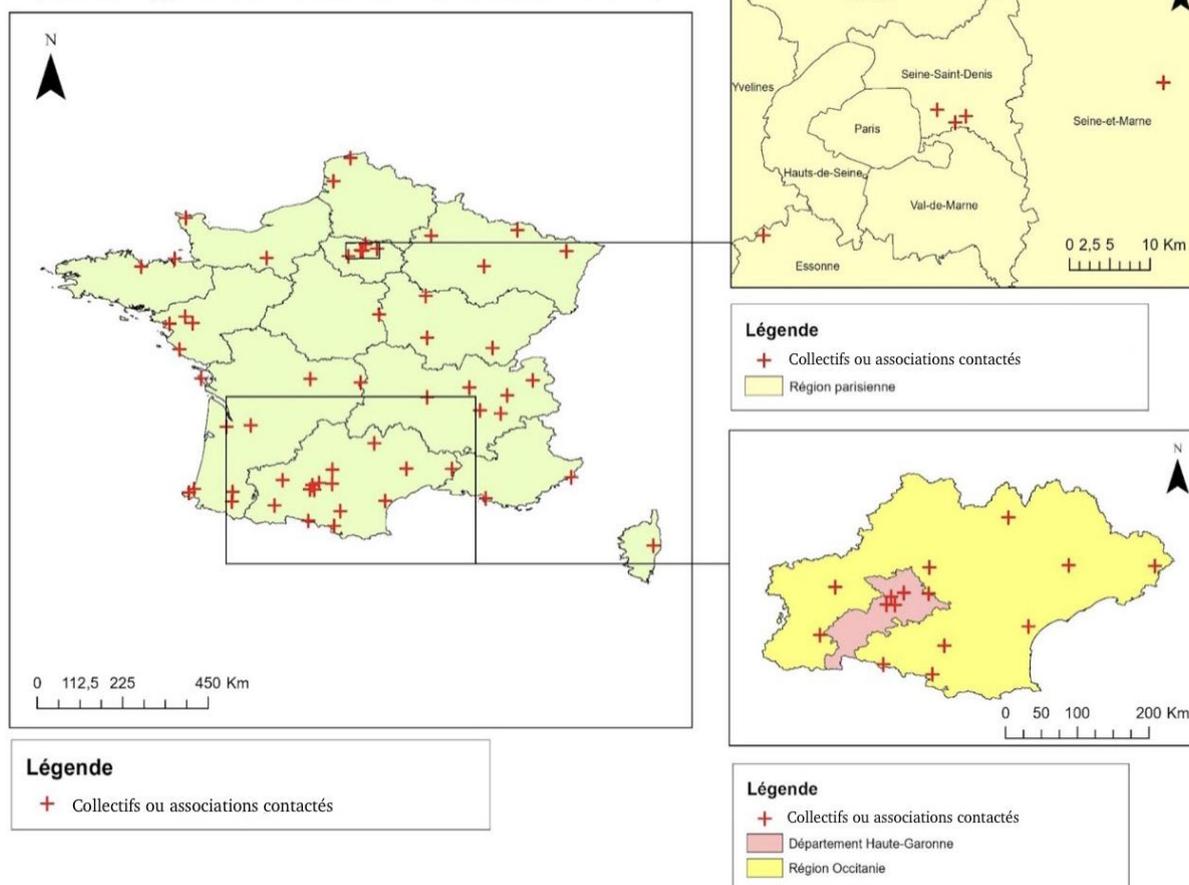


Figure n°7 : Collectifs et associatifs contre des projets d'aménagement contactés à l'échelle nationale
Source : Juliette Tomasini

La prise de contact avec les collectifs et les associations s'est déroulée tout au long de la seconde phase de travail, à travers l'envoi de mails, de messages sur les pages publiques des collectifs / associations sur les réseaux sociaux mais également des appels téléphoniques. Le premier échantillon comporte une trentaine de collectifs ou d'associations. Cependant, au vu du peu de réponses reçues, il a fallu au cours de ces dix jours élargir l'échantillon pour arriver à 61 collectifs / associations.

3.2.2 La réalisation d'une grille d'entretien et d'une grille d'analyse

Une deuxième phase de travail dans cette seconde étape a consisté en l'élaboration d'une grille d'entretien et une grille d'analyse. Nous avons d'abord réalisé la grille d'entretien. Les entretiens sont semi-directifs car ils permettent d'orienter le discours sur des aspects précis de la militance ce qui semble indispensable au vu de la diversité de la thématique. En outre, la réalisation de ces entretiens semi-directifs nous ont permis d'acquérir une nouvelle base de données qualitative à analyser.

Il s'est agi tout d'abord de récapituler les grands axes dégagés au cours de la recherche documentaire. Ainsi la grille est-elle divisée en quatre catégories précises qui représentent

chacune une thématique en lien avec les lectures réalisées : l'évolution des capitaux, la gouvernance interne des collectifs, les propositions en matière d'aménagement et l'après-lutte. De ces catégories émanent quatre hypothèses de travail :

Evolution des capitaux : À travers l'engagement dans une lutte contre un projet d'aménagement, les individus acquièrent progressivement, individuellement et collectivement, un capital social, patrimonial et savant ce qui leur permet de s'affirmer pleinement en tant qu'acteur.ice politique du territoire (capital politique). L'acquisition de ces capitaux est liée à un phénomène dans lequel le territoire devient progressivement un "objet d'attachement".

Les visions de l'aménagement : Les évolutions des capitaux (sociaux, savants et patrimoniaux) permettent aux habitant.e.s de développer une vision pour l'aménagement du territoire. Celle-ci se décline différemment selon les collectifs et associations et varie entre contre-propositions au projet, propositions pour l'aménagement du territoire ou encore engagement politique.

Gouvernance et organisation interne : L'organisation interne s'articule en partie autour de la notion de territoire. Les collectifs de lutte sont des organismes dans lesquels on repense l'organisation sociale et le rapport utilitariste aux non humains qu'entretiennent les Hommes. Il s'agit, au sein du collectif, de "détricotier méticuleusement, de façon réflexive ou non, la distinction entre Nature et Culture" (P. Descola). Une nouvelle façon d'habiter le territoire est prônée et mise en place.

Après-lutte : La notion de territoire est un élément central dans les trajectoires individuelles des opposant.e.s après-lutte. Les individus ont été fortement marqués et influencés par la mobilisation collective à laquelle ils ont participé, ce qui a renforcé leur engagement écologique et leur attachement au territoire.

Lors de l'élaboration de la grille, il a fallu prendre en compte la différence des questions posées aux collectifs et associations engagés dans des conflits terminés ou toujours en cours. Ainsi les questions divergent-elles notamment sur la gouvernance interne des collectifs et sur l'après lutte.

Après avoir réalisé la grille d'entretien, la grille d'analyse a été élaborée. Nous avons sous-divisé chaque thématique abordée en fonction des différentes théories et discours évoqués. Puis, il a été décidé de comparer ces différentes parties à quatre grandes dimensions d'analyse déjà présentes dans la problématique : la trajectoire individuelle, le collectif, le territoire et l'évolution. Cela permet ainsi d'inscrire les analyses de chaque entretien au centre même de la problématique de recherche.

Figure n°8 : Grille d'analyse
Source : Juliette Tomasini

X	Trajectoire individuelle	Collectif	Territoire	Evolution
Capital social				
Capital affectif				
Capital Savant				
Politiques d'aménagements				
Politisation				
Gouvernance interne : aspect social				
Rapport au vivant				

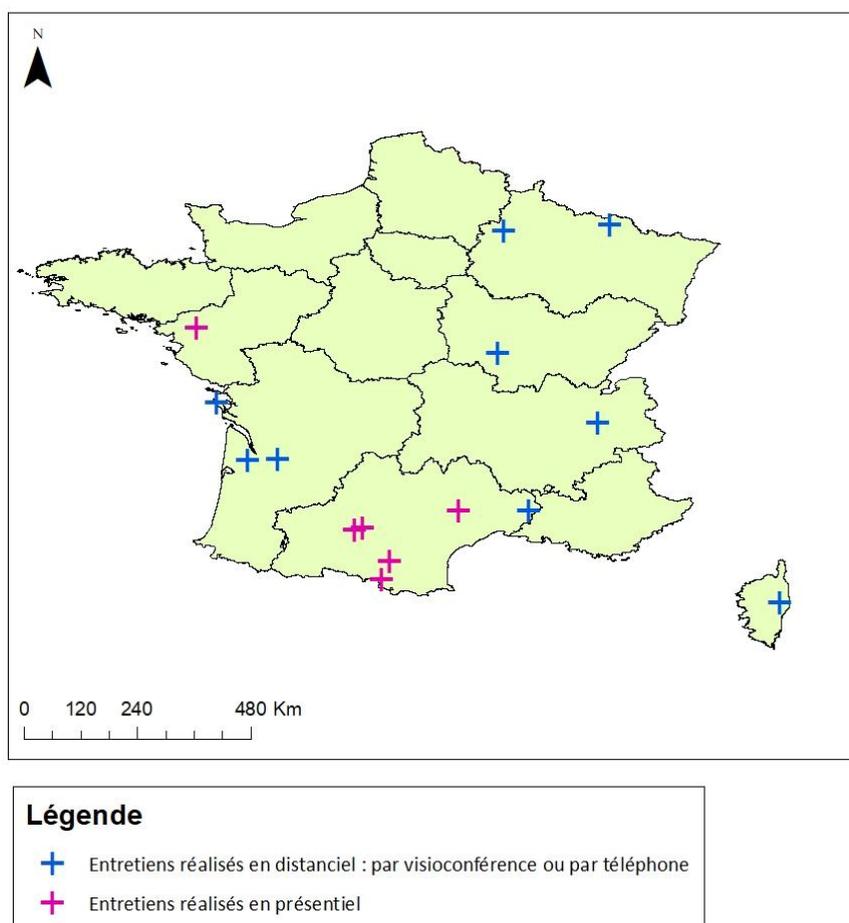
3.3 La réalisation des entretiens et la proposition d'une analyse, troisième et quatrième étapes clés dans la réalisation d'un stage de recherche

3.3.1 La réalisation des entretiens, une troisième étape décisive qui met en lumière la parole militante.

Au cours de cette période, quinze entretiens ont été réalisés, d'une durée en moyenne de trente-cinq à quarante-cinq minutes. Six d'entre eux ont été réalisés en présentiel soit à Toulouse soit dans le territoire où vit l'opposant.e interviewé.e. Les neuf autres entretiens ont été réalisés en visioconférence ou par téléphone.

Figure n°9 : Carte des entretiens réalisés avec des collectifs ou associations contre des projets d'aménagement
Source : Juliette Tomasini

Carte des entretiens réalisés avec des associations ou des collectifs de lutte à des projets d'aménagement



Il est important de noter qu'il a été difficile d'obtenir ces quinze entretiens et que, bien que tout ait été mis en œuvre pour respecter la représentativité souhaitée, il a fallu s'adapter aux propositions d'entretiens qui nous ont été faites. On retrouve tout de même des pourcentages qui semblent correspondre à l'échantillon. Ainsi, 76% des entretiens ont-ils été réalisés dans le cadre de conflits terminés et 27% dans le cadre de conflits toujours en cours. Les catégories de conflits provenant de la carte Reporterre sont

réparties équitablement bien qu'il n'y ait qu'un seul conflit au sujet de l'agriculture, au sein des entretiens. Les conflits se situent à part égale en milieu rural ou en milieu urbain ou périurbain. Par ailleurs, la part des conflits en milieux montagnards (13.5%) et littoraux (7%) semble correspondre davantage aux chiffres nationaux donnés auparavant.

Représentativité des conflits terminés et en cours au sein des entretiens réalisés

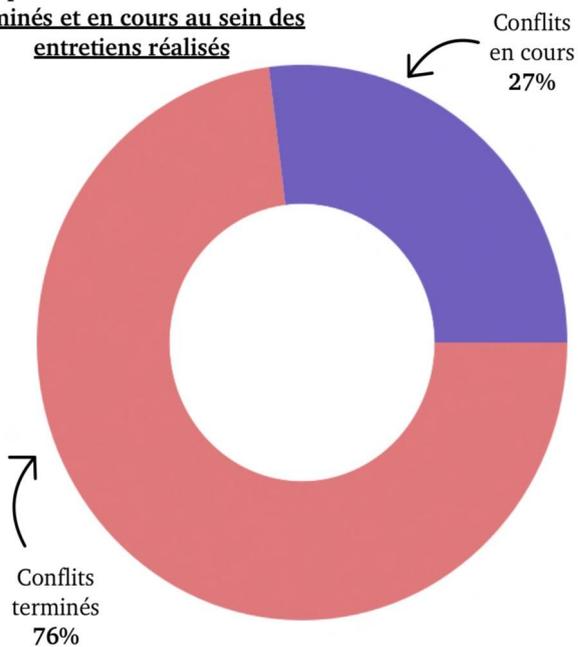
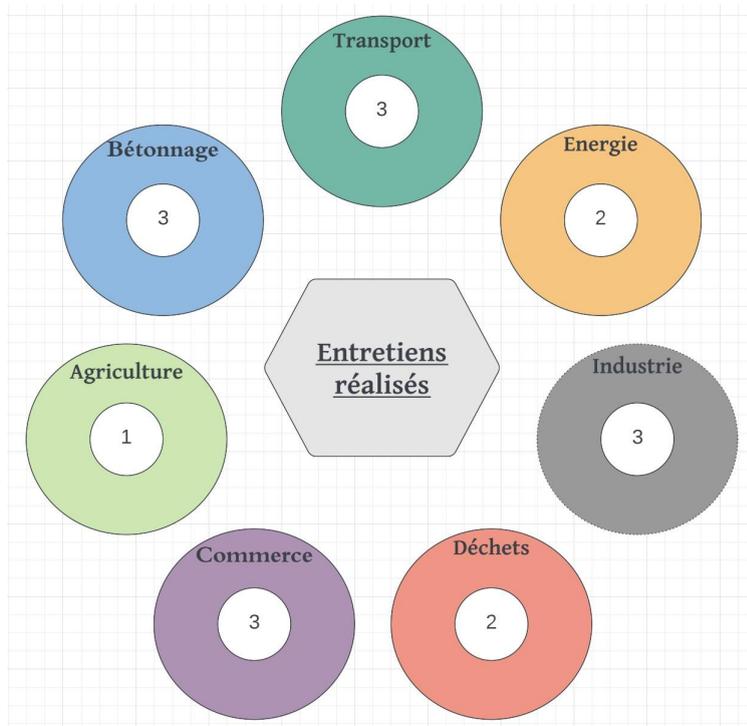


Figure n°10: Représentativité des conflits terminés et en cours au sein des entretiens réalisés
Source : Juliette Tomasini

Figure n°11 : Différents types de conflits au sein des entretiens réalisés
Source : Juliette Tomasini



Représentativité des milieux montagnards et littoraux au sein des entretiens réalisés

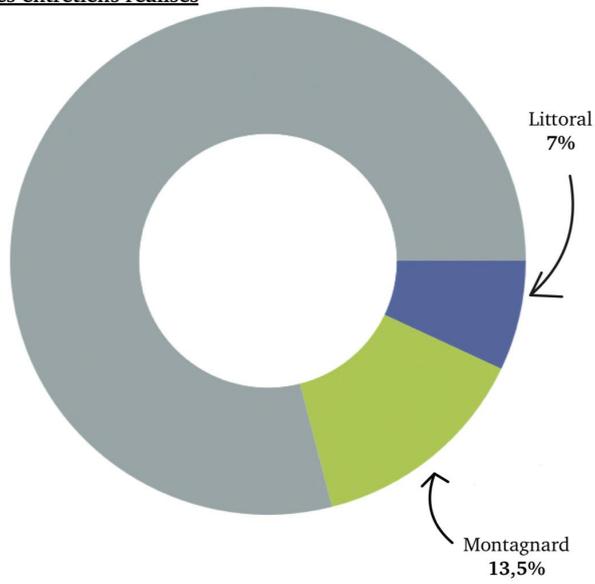


Figure n°12 : Représentativité des milieux montagnards et littoraux au sein des entretiens réalisés
Source : Juliette Tomasini

Représentativité des différents milieux au sein des entretiens réalisés

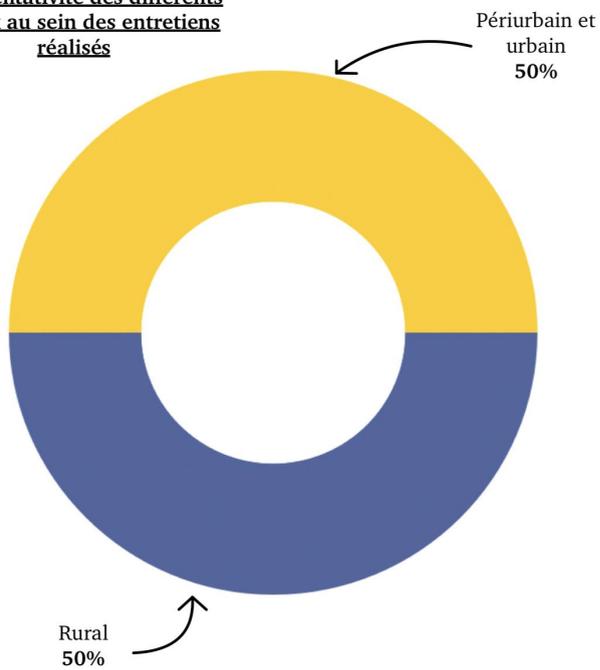


Figure n°13 : Représentativité des différents milieux au sein des entretiens réalisés
Source : Juliette Tomasini

3.3.2 L'analyse individuelle de chaque entretien.

Ce travail de recherche s'articule autour d'une démarche qualitative d'analyse des discours. En effet, il semble plus pertinent face au sujet choisi de travailler une analyse des discours, des témoignages et des paroles de différent.e.s opposant.e.s plutôt que d'aborder la thématique à travers une démarche quantitative. De ce fait, la méthode de l'entretien a été favorisée.

Ainsi, une phase d'analyse individuelle de chaque discours a-t-elle été nécessaire. Elle s'est articulée autour de deux temps forts.

Tout d'abord, en préalable à l'entretien, il s'agit d'analyser les discours écrits et visuels produits par les opposant.e.s de chaque collectif ou association afin de commencer à compléter les premières cases d'analyse. Cette étape a notamment été très utile pour analyser le discours collectif, souvent délaissé par une narration plus individuelle au cours des entretiens. Les sites internet et les pages publiques sur les réseaux sociaux ont donc été analysés et les éléments importants ont été ajoutés dans cette grille avant les entretiens.

Dans un second temps, après la retranscription de l'entretien grâce au logiciel Sonix, nous avons analysé le discours de la personne avec laquelle nous nous sommes entretenue. De ce fait, nous avons complété les autres cases de la grille d'analyse en indiquant pour chacune l'idée principale exposée et la citation qui l'accompagnait. Cette production de grilles d'analyse individuelles en deux temps nous a permis de construire une analyse plurielle, permettant une vision d'ensemble sur chaque conflit d'aménagement local. Nous avons ainsi pu prendre en compte les spécificités et les détails de chaque cas étudié.

3.3.3 L'analyse globale, une étape clé pour corréler et analyser l'ensemble des données reçues.

Après avoir réalisé l'ensemble des entretiens, nous avons abordé la quatrième étape du stage de recherche sur une période d'environ deux semaines. Il s'est agi tout d'abord de rassembler les grilles d'analyses individuelles produites et de comparer et relier les discours des opposant.e.s. Pour cela, nous avons mis en corrélation les résultats obtenus dans chaque case. Cela nous a permis ainsi de comprendre les résultats globaux obtenus pour chaque thématique traitée. Suite à cette étape, nous avons comparé les différents résultats globaux de chaque case entre-eux afin de progressivement établir une analyse sur l'évolution des collectifs de lutte et des trajectoires individuelles. Afin d'éclairer ces résultats, nous avons réalisé dans un même temps un schéma explicatif. De plus, nous avons également comparé les résultats à nos hypothèses de départ. De ce fait, nous avons pu confronter les résultats des entretiens à nos recherches documentaires antérieures. Cela nous a ainsi permis de fournir une analyse qualitative sur l'évolution des collectifs de lutte et des trajectoires individuelles des opposants.

Effectuant le stage dans le cadre d'un Master GEMO, nous avons réalisé une analyse parallèle à partir des deux entretiens portant plus particulièrement sur des conflits en montagne. Il s'agit de comprendre et de présenter les spécificités si elles existent des conflits en zone de montagne.

Suite à cette étape, nous avons pu proposer un plan logique pour expliquer le plus clairement possible l'analyse finale et nous avons abordé la dernière étape de rédaction du mémoire.

IV. Résultats et analyse

4.1 Présentation des résultats

Il s'agit dans un premier temps de présenter les résultats obtenus à partir des quinze entretiens réalisés. Afin d'obtenir une meilleure visibilité, les résultats sont traités en fonction des grands axes de travail établis dans le cadre des entretiens: les différents capitaux, la gouvernance interne, les propositions en termes d'aménagement et enfin la question de l'après-lutte.

4.1.1 Les différents capitaux au sein des collectifs et associations

Les premiers résultats obtenus permettent de mettre en lumière l'évolution des trois différents capitaux abordés au cours de ce stage de recherche : capital social, capital savant et capital patrimonial. L'hypothèse formulée, quant à l'évolution des capitaux au sein des collectifs et associations est la suivante : À travers l'engagement dans une lutte contre un projet d'aménagement, les individus acquièrent progressivement, individuellement et collectivement, un capital social, patrimonial et savant, ce qui leur permet de s'affirmer pleinement en tant qu'acteur.ice politique du territoire (capital politique). L'acquisition de ces capitaux est liée à un phénomène dans lequel le territoire devient progressivement un "objet d'attachement".

Le capital social

Les questions de l'entretien sur ce sujet précis portaient sur l'acquisition individuelle et collective d'un réseau social en lien avec l'engagement contre un projet d'aménagement. Il s'agissait notamment de comprendre l'évolution du capital social dans le temps. On distingue alors l'acquisition d'un capital social individuel et collectif.

Quatorze des interrogé.e.s ont affirmé avoir tissé des liens sur le plan individuel au cours de leur engagement : , *"C'est sûr qu'on crée des liens aussi avec des gens qu'on a rencontrés grâce à cette lutte."* (entretien E7). Sur quinze entretiens, un.e seul.e opposant.e a affirmé ne pas avoir tissé de liens concrets.

La nature de ces rencontres évoquées dans la majorité des entretiens se définit de deux manières différentes : des rencontres fortes qui restent néanmoins dans la sphère militante : *"Alors, pas des liens amicaux personnels. J'ai peut-être plus l'âge de je ne sais pas me faire des super potes. Par contre, j'ai eu beaucoup d'amis dans le sens où on a travaillé ensemble, on a fait des choses ensemble"* (entretien E5) mais également des rencontres qui ont débouché sur des liens amicaux forts : *"Bon, par ailleurs, c'est vrai que sur le plan humain, moi j'ai vraiment apprécié le groupe de copains qu'on était, qui sont vraiment des amis, c'est à dire des gens avec qui on a distribué des tracts, on a vraiment fait les 400 coups."* (entretien E1)

De plus, la diversité des personnes rencontrées au sein du collectif est mise en avant dans huit entretiens : *"Alors la richesse du collectif, effectivement, ça a été de croiser énormément de gens, d'horizons et d'idées très différentes. Vraiment des gens de tout bord."* (entretien E2). Il a été affirmé à plusieurs reprises que cet engagement collectif a permis à des habitant.e.s très différents socialement de se rencontrer : *"Bien sûr, on a tissé des liens, mais*

très étonnamment, entre des individus qui sont d'origines très diverses, qui ne se seraient jamais rencontrés autrement." (entretien E8)

Par ailleurs, le capital social individuel avant cet engagement diffère selon les personnes interrogées. En effet, on distingue deux catégories de personnes à part égale dans le cadre des entretiens : les opposant.e.s déjà engagé.e.s sur leur territoire ayant une connaissance de la sphère militante locale et des personnes pour qui la lutte contre un projet d'engagement marque un premier engagement important à l'échelle locale. De par ces critères, les réponses sont divisées : *"En fait, c'est une association qui n'est pas une association d'affinité de base au départ."* (entretien E8), *"Et puis un mois plus tard, on s'est retrouvés à 20, on se connaissait pas, quelques-uns on se connaissait, d'autres pas du tout"* (entretien E11), *"Moi, je les connaissais déjà parce que j'étais déjà dans les assos. Alors on voit des gens qui sont déjà dans les cercles militants. Les cercles militants, les cercles environnementaux."* (entretien E4).

Néanmoins, dans le cas des opposant.e.s ayant déjà un capital social militant important, on remarque que tous évoquent tout de même de nouvelles rencontres au cours de la lutte abordée dans l'entretien : *"Alors on a rencontré quelques nouvelles personnes, mais on était quand même pour beaucoup des copains."* (entretien E1)

Enfin, il convient d'insister sur le fait que pour neuf opposant.e.s sur quinze, ce tissage de liens dépasse également le cadre militant et leur permet de rencontrer de nouveaux.elles acteur.ice.s du territoire. En effet, plusieurs personnes ont affirmé avoir fait de nouvelles rencontres dans les sphères politiques et journalistiques locales. Bien que temporaires, ces contacts semblent avoir marqué un grand nombre d'opposant.e.s : *"Alors du coup, j'ai rencontré tout le Landerneau. Peut-être pas tout, mais une grande partie du monde du landerneau politique, journalistique, de la radio, de l'agglomération"* (entretien E5).

Quant au capital social collectif, il s'agit de comprendre si un réseau social militant s'est créé. Il est clair, au regard des entretiens réalisés, que dans douze des quinze entretiens, un réseau d'entraide entre associations et collectifs locaux a été tissé : *"On a un circuit d'informations et de compétences important"* (entretien E5). Ainsi, ce réseau d'entraide apparaît-il sous la forme d'un réseau d'entraide technique mais également un réseau de soutien moral et médiatique entre groupes opposant.e.s. Ces réseaux sont décrits à la fois à l'échelle locale mais également à l'échelle nationale.

Les entretiens réalisés attestent donc de l'acquisition progressive d'un capital social à la fois individuel et collectif au cours d'un engagement contre un projet d'aménagement. Celui-ci s'inscrit au sein même des associations et des collectifs mais également au sein du territoire de manière plus large avec des rencontres dans les sphères de pouvoir et d'influence.

→ Dans les zones de montagne, les discours semblent s'aligner sur les données récoltées lors des autres entretiens. Cependant, il convient de noter qu'au cours de deux entretiens, les opposant.e.s ont souligné le fait qu'il était difficile de mobiliser et de rassembler les habitant.e.s : *"C'est difficile localement de faire bouger les gens là bas. C'est très difficile"* (entretien E4), *"Je sens les gens repliés sur eux-mêmes, il n'y a pas d'échanges"* (entretien E4)

Le capital savant

Au cours des entretiens, il a semblé nécessaire de travailler également sur l'acquisition d'un capital savant à la fois individuel et collectif par les opposant.e.s. Les opposant.e.s ont-ils acquis des connaissances au cours de la lutte en question ? Y'a-t-il eu un partage de connaissances entre les opposant.e.s ?

Il est important de noter que les différent.e.s opposant.e.s n'ont pas tous acquis le même capital savant sur cette thématique-là au début de leur engagement. Cela dépend notamment de leur engagement antérieur mais également des études qu'ils.elles ont réalisées. On note ainsi deux types de discours dans les entretiens : celui des opposant.e.s ayant des connaissances plurielles acquises auparavant (neuf opposant.e.s) : *"Je suis depuis très longtemps écologue et je m'intéresse beaucoup à l'écologie."* (entretien E8), *"Moi j'avais quand même déjà une bonne connaissance des collectivités"*(entretien E6) et le discours des opposant.e.s présentant un capital savant faible sur ce sujet-là au début de leur engagement (six opposant.e.s).

"En fait, au début on arrive, on est totalement novice. On va se dire oui bah effectivement ça pollue. C'est quoi comme pollution? Pourquoi c'est néfaste ? Alors on se renseigne." (entretien E10)

Bien que deux types de réponses émergent des entretiens, il faut noter que les quinze personnes interrogées affirment avoir acquis des connaissances au cours de la lutte en question : *"Ça m'a amené à beaucoup plus réfléchir sur des aspects que je regardais d'un peu plus loin mais que je connaissais un peu puisque j'avais été chargé de mission à la mairie de Nantes."* (entretien E8) Les connaissances acquises sont très diverses et plusieurs catégories semblent se démarquer.

Tout d'abord, les connaissances juridiques et administratives acquises. Elles sont indispensables à acquérir pour treize des opposant.e.s dans le cadre de recours en justice contre des projets d'aménagement : *"Moi j'ai progressé sur les côtés juridiques c'est sur parce qu'on a bossé avec une avocate. Je ne connaissais pas, je ne savais pas à quoi ressemble un recours et tout ça maintenant je connais."* (entretien E6), *"On sait comment ça marche. On a fait les appels, on a fait tourner tout ça. Donc oui, on a appris pas mal de choses. C'était assez intéressant."* (entretien E9).

"Il faut faire tout le travail d'investigation, tout le travail de dossier. Moi, je ne connaissais rien à rien. Un arrêté préfectoral, je ne savais même pas en quoi ça consistait. Et quant aux dossiers, ce qu'on appelle les dossiers dérogatoires, les dossiers de demande de dérogation qui sont des dossiers de centaines de pages, c'est pareil." (entretien E12)

De plus, les connaissances en matière scientifique et technique sont essentielles dans l'acquisition d'un capital savant pour neuf opposant.e.s interrogé.e.s. Ces connaissances scientifiques s'inscrivent à la fois dans le cadre d' enjeux locaux : *"J'étais persuadée que la nature aux alentours était très pauvre. (Aparté) J'étais persuadée que ben voilà, il n'y avait*

pas grand chose et j'apprends qu'il y avait des tas d'espèces." (entretien E12), mais également d'enjeux plus généraux et globaux : *"Ça nous a permis d'étudier en détail le fonctionnement d'une forêt"* (entretien E1), *"Et puis cette opportunité ça m'a permis de me dire voilà, maintenant il y a une extinction de masse des espèces"* (entretien E12).

Par ailleurs, des connaissances politiques ont été acquises pour dix opposant.e.s. Elles tiennent au fonctionnement politique local à travers des rencontres multiples comme nous l'avons expliqué auparavant : *"Du coup, on a suivi tous les conseils municipaux, on sait comment ça fonctionne, enfin relativement bien"* (entretien E9), *"Forcément, on le [le territoire] voit d'un autre angle plus politique, administratif"*(entretien E5). Mais elles peuvent également être en lien avec le fonctionnement politique à plus haut niveau à l'échelle nationale :

"Il y a eu un arbitrage à l'Elysée sous Hollande. Enfin, on n'y est pas allé. Nous, on n'était pas invité (...) Les élus ou les services de l'État ne vous reçoivent que lorsque vous avez mis le pied dans la porte. Il y avait le président du Conseil général qui ne voulait pas céder 2 €. Et c'est pour ça que l'arbitrage a eu lieu à l'Elysée parce que le conseil général a joué la montre pendant longtemps et tout le monde a été convoqué. Il avait appelé à l'arbitrage de Manuel Valls à l'époque, qui était Premier ministre. Mais on n'y était pas. On vous invite rarement, ou on vous invite à discuter vraiment quand il n'y a plus le choix" (entretien E2)

De plus, deux autres types de connaissances sont également importants dans les résultats des entretiens bien que moins exprimés par les opposant.e.s. On retrouve tout d'abord, l'acquisition de connaissances informatiques et de communication chez cinq opposant.e.s : *"J'ai créé le site internet. Alors je ne connaissais rien à ça. Les sites internet, c'était pas mon fort."* (entretien E11).

En outre, on note chez un quart des opposants, l'apprentissage de diverses formes et moyens de militance :

"On a vu les jeunes là-bas. La première chose qui nous a surpris et intéressé, c'est de voir des jeunes qui étaient là bas. Il faisait froid dans les bois, c'était mouillé. Ils construisaient des cabanes, ils avaient des mains de travailleur, c'était pas le bassin d'Arcachon, c'était des militants travailleurs. Donc oui, j'ai appris avec eux qu'il fallait une certaine force. Et puis beaucoup de courage et de niaque pour rester là bas et pour le défendre." (entretien E14)

Enfin, c'est la notion de "prise de conscience" qui est récurrente lorsqu'on aborde la question de l'acquisition de connaissances : *"Et puis une fois qu'on rentre dans ces combats, on prend encore plus conscience de la fragilité et des énormités qui se font et des énormités qui peuvent se faire contre toute justice et contre toute logique"* (entretien E7), *"C'est à dire qu'il y a une accumulation de connaissances qui ont renforcé un certain nombre de prises de conscience"* (entretien E1).

En ce qui concerne l'acquisition d'un capital savant collectif à travers le partage de connaissances, deux types de réponses émergent. Tout d'abord, huit opposant.e.s utilisent le terme de "noyau dur" au sein du collectif ou de l'association. C'est au sein de ce noyau dur que s'effectue un partage de connaissances entre les habitant.e.s : *"Finalement chacun*

personnellement, à des compétences à les partager. Et voilà, on arrive à mutualiser et mettre en commun et on arrive à quelque chose de fort, un collectif qui arrive à tenir. Mais c'est un noyau dur qui arrive à faire vivre le collectif." (entretien E8)

Au-delà du partage de connaissances interne, on note une grande solidarité et entraide entre les collectifs et associations qui n'hésitent pas à partager des connaissances: *"Mais par notre combat, on s'est alliés à d'autres associations, on a fait des collectifs qui nous ont permis d'être efficaces d'ailleurs."* (entretien E1).

Douze opposant.e.s ont exprimé dans une grande majorité leur soutien aux autres collectifs de lutte à titre individuel mais également parfois au nom des associations : *"J'essaie de soutenir les autres, oui. Il y a eu la forêt à X, aussi.. Après on est solidaires avec le lac de X aussi."*(entretien E4), *"On a été invités dans le cadre de grands projets inutiles. On avait été invités par Reporterre sur un centre ville à une réunion à Jonville. Et là, on a rencontré pas mal de collectifs et on a eu l'occasion de les revoir aussi. Donc, c'est vrai qu'on a élargi le réseau."* (entretien E7)

Ce sont donc les diverses rencontres des opposant.e.s à la fois au sein de leurs propres organisations mais également entre associations ou collectifs qui semblent conditionner le partage de connaissances : *"Il y a des choses qu'on a découvertes au fur et à mesure des années et aussi des rencontres qu'on a faites."* (entretien E7).

→ Les conflits en zone de montagne témoignent également de l'acquisition de connaissances multiples ainsi que d'un réseau d'entraide et de soutien entre les associations et collectifs locaux. Il convient de noter que dans le cadre des deux entretiens réalisés, les opposant.e.s avaient déjà un capital savant élevé quant à la question environnementale : *"En 2018, j'ai passé un BTS gestion protection de la nature"* (entretien E7).

Le capital patrimonial

Un des grands axes de travail au cœur des entretiens s'articule autour du capital patrimonial. Il s'agit ainsi de comprendre ce qui lie les opposant.e.s au territoire défendu et si ce lien a évolué au cours de la lutte contre un projet d'aménagement.

Treize des quinze opposant.e.s interrogé.e.s sont des habitant.e.s permanents ou ont des résidences secondaires près du projet d'aménagement. Ainsi, pour la plupart des opposant.e.s s'agit-il d'un lieu du quotidien ou que l'on traverse depuis des années : *"On y passait énormément. C'est notre vie. Moi j'y passe deux fois par jour dans ce cas là"* (entretien E9), *"C'est celui [le lieu] où j'habite. C'est vraiment le village d'à côté."* (entretien E6). On note dans la majorité des cas, un attachement affectif à ce lieu de vie : *"C'est une ville que j'aime beaucoup"* (entretien E5). On retrouve en parallèle l'idée de préservation du territoire habité : *"Ca fait quand même plusieurs lignes d'attaque, pas d'attaques, mais de l'inquiétude pour qu'on préserve notre petit village, quoi."* (entretien E13).

"Savoir que ce centre commercial-là allait être à un kilomètre, à vol d'oiseau c'est insupportable dans la mesure où déjà j'ai du mal à supporter le peu de temps que je passe dans un centre commercial. Là, ça m'était insupportable d'imaginer un centre commercial comme ça, aussi près, avec tout ce que ça représentait." (entretien E2)

Les deux opposant.e.s ne vivant pas sur le territoire défendu n'ont pas témoigné d'un attachement particulier avant l'engagement contre ce projet : *"Non, même si on était proches, on a vécu assez longtemps en Maine et Loire, pas très loin de la Loire Atlantique. Donc ça nous semblait plus proche que d'autres régions. mais pas spécialement [d'attachements]"*(entretien E14), *"Je ne connaissais pas cet endroit"* (entretien E15).

Cependant, il est important de noter qu'une grande majorité d'opposant.e.s font preuve d'un attachement plus fort et sous différentes formes après s'être engagé.es sur le territoire en question. Pour les opposant.e.s ne vivant pas sur le territoire défendu, on note un attachement affectif progressif avec notamment un attachement à des lieux : *"On a gardé des liens avec des lieux"* (entretien E14), *"J'ai ressenti un attachement après bien sûr. On ne peut pas rester indifférent."*(entretien E15).

Quant aux habitant.e.s, la nature de l'attachement au territoire se manifeste de trois façons différentes . Neuf sur treize des habitant.e.s interrogé.e.s pensent que leur attachement s'est renforcé sous de nouvelles formes au gré des rencontres et de par les connaissances acquises : *"Alors maintenant, j'ai quand même des attaches avec ces gens-là, avec qui on fait un travail militant et tout ça."* (entretien E5), *"Il y a beaucoup de choses qui font que oui, oui, ça renforce notre lien."* (entretien E7), *"Jusqu'à présent, l'attachement il était, comme beaucoup de citoyens, un petit peu sentimental, mais rien de scientifique ni de précis"* (entretien E1).

Quatre opposant.e.s nous ont dit ne pas avoir ressenti de changement dans leur degré d'attachement au territoire ou ne pas être capables de le mesurer: *"Honnêtement, je ne sais pas"* (entretien E11).

Quant à l'acquisition d'un capital patrimonial individuel, un troisième type de réponses a été formulé six fois au cours des entretiens. L'engagement a généré chez certain.e.s opposant.e.s une désillusion et un certain rejet face à l'évolution et à l'actualité du territoire : *"Peut être un peu de dégoût en fait, de cet endroit. Avec dégoût des élus qui sont vraiment plus nuls que nuls."* (entretien E6) .

"Aujourd'hui je le [le territoire] perçois différemment, peut-être plus avec une forme de désolation. Je suis désolé de voir ce qu'on continue à laisser faire alors que l'on pourrait faire tout autre chose" (entretien E10)

Il a été difficile d'obtenir des données sur le capital savant collectif au cours des entretiens car les opposant.e.s ont eu plus de facilité à parler de leur engagement et de leur ressenti plutôt que de parler au nom du collectif. C'est donc la pré-analyse des sites et des réseaux sociaux militants ainsi que quelques entretiens qui nous ont permis d'obtenir quelques résultats sur cette question. On retrouve ainsi les mêmes formes d'attachement que celles décrites auparavant : *"On est attachés, mais comme tous les Corses, on est attachés à notre terre."* (entretien E7), *"Les habitants et amis de X peuvent-ils accepter de perdre ce patrimoine irremplaçable ?"* (entretien E3).

→ Dans les zones de montagne, les discours exprimés s'alignent sur les résultats globaux.

Au-delà, de l'acquisition de différents capitaux, nous avons tenté dans ces entretiens de mieux comprendre l'organisation sociale interne de ces collectifs et associations.

4.1.2 L'organisation sociale interne et le rapport au vivant

Il s'agit comme second axe de travail, de s'intéresser à la question de l'organisation sociale interne des associations et collectifs contre des projets d'aménagement. Il semblait également intéressant de réfléchir à la place et la forme que prend la dimension environnementale dans l'organisation et la gouvernance interne du mouvement. L'hypothèse de travail est la suivante : Les collectifs de lutte sont des organismes dans lesquels on repense l'organisation sociale et le rapport utilitariste aux non humains qu'entretiennent les Hommes. Il s'agit au sein du collectif de "détricoter méticuleusement, de façon réflexive ou non, la distinction entre Nature et Culture" (P. Descola). Une nouvelle façon d'habiter le territoire est prônée et mise en place.

Dans un premier temps, l'hypothèse renvoie à la gouvernance et à l'organisation sociale interne. Il est important de noter à ce sujet que dans les quinze entretiens, treize mouvements évoqués étaient des associations et deux des collectifs. Les réponses au sujet de la gouvernance s'organisent autour de points juridiques précis. En effet, les associations s'organisent en fonction du statut juridique et du cadre qui leur sont imposés : *"On a un conseil d'administration avec un bureau, on est obligé. Nous, on est une association qui a un statut. Nous sommes déclarés."* (entretien E10), *"Chaque année, il y a une assemblée générale donc, qui détermine l'équipe. Et puis il y a des conseils d'administration qui sont régulièrement réunis"* (entretien E5). Les opposant.e.s ont expliqué qu'au regard de la loi, il était nécessaire d'avoir un statut d'association pour pouvoir faire des recours en justice au sein d'un territoire précis : *"Ce qu'il faut comprendre c'est qu'une asso à capacité à porter un recours dans la mesure où le sujet, le dossier et le projet se trouvent dans son territoire."* (entretien E12).

De plus, sur les treize opposant.e.s qui ont pu nous parler de la gouvernance interne, onze affirment s'inscrire dans un schéma de prises de décision traditionnel : *"On fonctionne avec des prises de décision collectives normales"* (entretien E10).

Par ailleurs, des deux collectifs, minoritaires, ressortent deux réponses majeures. Ils expliquent d'une part que la gouvernance est régie par des moyens de prise de décision moins stricts : *"En fait on se réunissait tout simplement une fois de temps en temps ou on avait une salle et on décidait de la suite à donner quoi. En général on n'a jamais eu besoin de voter parce qu'on avait toujours un consensus"* (entretien E9). D'autre part, bien que minoritaires sur la totalité des entretiens réalisés, ces collectifs ont insisté sur l'importance d'une collégialité : *"Au début on voulait un truc collégial quoi. C'est ça qu'on voulait : rester un collectif. On a pas voulu faire d'association à nos débuts"* (entretien E11).

La deuxième partie de l'hypothèse fait référence à la dimension environnementale au sein du collectif ou de l'association. Il s'agit d'obtenir des données sur le rapport qu'entretiennent les opposant.e.s avec le vivant de manière individuelle et collective.

On retrouve à l'échelle individuelle et également collective, cinq types de réponses. Onze opposant.e.s abordent les notions de protection et de préservation : *"Moi mon rapport au vivant, c'est la protection, une protection du vivant et des habitats"* (entretien E4), *"Donc on lutte globalement pour la préservation de cet espace en tant qu'espace naturel"*

(entretien E3), *“ Il y a un côté plutôt préservation de la planète à l'échelle planétaire qui a découlé de notre combat initial au niveau de notre petit village.”* (entretien E13)

“Mon rapport avec la nature est quand même assez touristique. Je vois les choses en face. Je n'ai jamais vécu très longtemps à la campagne, mais je sens quand même qu'il faut protéger.” (entretien E5)

En outre, plus de trois opposant.e.s sur quatre évoquent à cette occasion la conscience qu'ils ont de la crise écologique actuelle: *“Il faut protéger, il faut s'arrêter.”*(entretien E5), *“Mais après le vivant, j'ai bien conscience, parce que j'ai pas mal voyagé dans ma jeunesse, que le monde est pas mal esquiné, c'est visible.”*(entretien E5).

Par ailleurs, il convient de relever un autre type de réponse bien que minoritaire dans les entretiens. En effet, quatre opposant.e.s ont évoqué un lien particulier entretenu avec “la nature” : *“J'ai un respect formidable pour la nature, parce que je pense fort bien la connaître et être très admiratif de ce formidable développement”*(entretien E8), *“Si on a choisi ce métier, c'est par attachement à cette vie et à la nature”* (entretien E7).

De plus, un tiers des opposant.e.s expriment leur inquiétude et la nécessité d'agir au nom des générations futures : *“Je suis très fière de me dire que je pourrai dire à mes enfants qu'on n'a pas rien fait. On a fait de notre mieux”* (entretien E6).

“L'environnement, c'est les gens et comment ils vivent et aussi qu'est ce qu'on laisse à nos enfants. C'est quel monde on laisse à nos enfants et quels enfants on laisse au monde?. Elles sont intimement liées ces deux questions. C'est ça l'environnement, c'est le futur de demain” (entretien E14)

Enfin, quatre opposant.e.s font part de réflexions plus vastes sur la définition même du vivant : *“Sentir qu'il y a quelque chose, qu'on n'est pas les maîtres du monde. On n'est pas les maîtres du jeu. On fait partie du jeu, mais on n'est pas mieux ou moins. On est tous ensemble, quoi. Un arbre, un humain, c'est la même chose en fait.”* (entretien E11), *“Nous ne sommes pas les seuls à être vivants. Il y a une multitude et je veux dire la terre, l'air, l'eau, les arbres, c'est uniquement du vivant.”* (entretien E10)

Au-delà des réponses généralistes sur le vivant, on note dans la majorité des entretiens, le terme “prise de conscience” et un de ses dérivés “*eveil des consciences*”(entretien E9). Ce sont des notions omniprésentes dans les discours tenus par les opposant.e.s. Cette prise de conscience environnementale est décrite de deux manières différentes à travers deux échelles : l'échelle locale et l'échelle globale : *“Après avoir pris des renseignements, on s'est rendu compte que, en finalité, c'était un non-sens total vu déjà les problèmes au niveau climatique et tout dans la région”* (entretien E10), *“Ca a provoqué une prise de conscience au niveau bétonnage, ces centres commerciaux, des trucs inutiles où les gens viennent dépenser leur argent”* (entretien E2).

“Moi je peux dire en tout cas que jusque là, jusqu'à cette lutte, le X il passait par chez nous mais c'était pas le fleuve qui me touchait, disons. Je ne me sentais pas vraiment concernée par lui. On

était plus attachés à des affluents du X dans la partie plus haute. (aparté). Et on a appris à mieux le connaître. On a marché davantage sur le bord, on l'a pris en considération. Enfin, personnellement, je suis davantage maintenant attachée au X que je ne l'étais avant et davantage consciente de sa présence ici et de sa globalité aussi. On le considère plus dans sa totalité." (entretien E7)

→ Dans les zones de montagne, les réponses autour de l'organisation interne s'alignent sur les résultats obtenus à l'échelle nationale. Quant à la dimension environnementale, les propos sont également semblables aux résultats globaux et s'articulent entre désir de protection et réflexions, questionnements sur le vivant.

Afin d'obtenir une vision globale des discours des opposant.e.s, il s'est agi de travailler par la suite sur les propositions d'aménagement.

4.1.3 Les visions de l'aménagement et les engagements politiques.

Un troisième axe dans le cadre des entretiens nous a permis de travailler sur les propositions en termes d'aménagement de la part des opposant.e.s. Cette thématique permet notamment de comprendre plus précisément les engagements politiques des opposant.e.s. L'hypothèse de travail formulée est la suivante : Les évolutions des capitaux (sociaux, savants et patrimoniaux) permettent aux habitant.e.s de développer une vision pour l'aménagement du territoire. Celle-ci se décline différemment selon les collectifs et associations et varie entre contre-propositions au projet, propositions pour l'aménagement du territoire ou encore engagement politique.

Les réponses en termes de propositions d'aménagement se divisent en deux thématiques précises : ce qui est souhaité et ce qui est dénoncé.

Les opposant.e.s dénoncent les politiques d'aménagement selon trois griefs essentiellement. Tout d'abord, émerge une grande variété de critiques liées à l'écologie chez quatorze opposant.e.s: *"Il n'y a aucun bien. On détruit le vivant, on impacte, on pollue"* (entretien E4).

De plus, onze des opposant.e.s ont émis une critique au sujet d'une frénésie du développement du bâti et de l'aménagement:

"Il faut absolument être très vigilant aujourd'hui, parce que moi, j'ai vu aussi, à travers les époques, les folies d'aménagement, les frénésies d'aménagement qui se sont développées un peu partout. On pousse à une vitesse accélérée parce que si vous regardez aujourd'hui les autorisations environnementales, elles sont simplifiées."

Par ailleurs, la majorité des opposant.e.s émettent des critiques diverses au sujet du fonctionnement politique et démocratique à une échelle globale : *"Maintenant, c'est la course au profit, et pas la course au bien être."* (entretien E10), *"On pense qu'en finalité il y a une incompétence totale au niveau du gouvernement."* (entretien E10), *"Moi je pense qu'ils sont à côté de la plaque. Alors le problème c'est que tout est lié avec le lobbying. Et en fait, il y a un intérêt économique, de gros sous."*(entretien E13)

Ces critiques sont également reprises à l'échelle locale : *“Je trouve que la population et le niveau local ne sont pas assez consultés et pas assez impliqués dans la prise de décision”* (entretien E3)

“On découvre souvent ces projets par hasard. Moi ça a été le cas. Et puis ils sont un petit peu décidés, votés un peu en toute discrétion, en catimini, souvent avec la complicité des services de l'Etat, des promoteurs et des élus locaux. Et les élus locaux estiment avoir la légitimité, qu'ils ont été élus et qu'ils n'ont pas forcément de comptes à rendre. Ils ne comprennent pas qu'il y ait des citoyens.” (entretien E2)

Il convient de souligner tout de même que certain.e.s opposant.e.s ont dit ne pas vouloir englober et critiquer l'ensemble des politicien.ne.s locaux et nationaux.

Les réponses quant aux attentes en termes d'aménagement sont diverses. Elles concernent tant l'échelle individuelle que collective.

Tout d'abord, on note qu'une grande partie des opposant.e.s souhaite que ces projets types soient arrêtés : *“C'est à dire que, à mon avis, il faut, c'est bien qu'il y ait les infrastructures, c'est bien, mais à un certain moment faut s'arrêter”* (entretien E5).

Il est important de noter par ailleurs que peu de propositions concrètes d'aménagement ont été formulées dans les entretiens. Trois opposant.e.s ont expliqué ne pas avoir de propositions notamment par manque de temps : *“On combat ce projet de centre commercial, on n'a pas le temps, on n'a pas l'énergie parce que tout ça, c'est du bénévolat.(...) On ne peut pas aller au-delà. On n'avait pas les compétences, le temps et les ressources pour aller plus loin dans des propositions”* (entretien E2).

On retrouve néanmoins des propositions globales dans trois sur quatre des sites web consultés avant entretien : *“Penser la ville autrement”*¹²⁵, *“Urbanisme intelligent”*¹²⁶, *“Nous souhaitons mettre en place une dynamique plus respectueuse du lac”*¹²⁷, *“Laisser place aux projets alternatifs et écologiques”*¹²⁸

Enfin, quatre collectifs et associations ont émis des propositions concrètes pour le territoire : *“La mise en place d'un programme de formation de trois jours pour chaque élu du territoire”*, *“Nous demandons la fermeture de l'aérodrome actuel et à sa place, le développement d'une zone d'activité dédiée à la transition pour des emplois d'avenir et de qualité”*, *“La mise en place d'une gouvernance à dispositif mixte”*¹²⁹.

¹²⁵ Collectif pour un urbanisme citoyen. (2018). *Pour un urbanisme intelligent*. Non au gratte-ciel de Toulouse. [Pour un urbanisme intelligent – Non à la Tour Occitanie ! Non au quartier d'affaires Matabiau ! \(wordpress.com\)](https://www.wordpress.com)

¹²⁶ Ibid

¹²⁷ Collectif à pas de loutres. (2021). *Manifeste*. A pas de loutres. [Collectif Apasedeloutre | Accueil | Lac de Montbel Ariège 09](https://www.collectifapasedeloutre.fr)

¹²⁸ Communauté du Pont du Gard. (2021). *Place aux projets alternatifs et écologiques*. Stop Amazon. stop-amazon.fr

¹²⁹ Les Braises. (2021). *Lutte contre l'aéroport de jets privés*. Les braises. [Les Braises \(les-braises.fr\)](https://les-braises.fr)



Figure n°14 : Affiche pour un rassemblement au sujet de la mise en place de projets alternatifs
Source : stop-amazon.fr

Les questions autour des propositions d'aménagement nous ont également permis d'interroger les opposant.e.s sur la dimension plus "politique" de leur engagement à l'échelle collective et individuelle.

Ce qui attire l'attention tout d'abord c'est la diversité des profils politiques des opposant.e.s avant de rejoindre un collectif de lutte. On recense des personnes déjà engagées dans des combats locaux et globaux : "Jusqu'à maintenant, j'étais engagée, mais très ponctuellement en fait, notamment via des actions de désobéissance civile" (entretien E6), "Nous nous sommes engagés dans ce projet parce que nous étions déjà engagés depuis très longtemps sur beaucoup de choses." (entretien E14) mais également des novices : "Je suis arrivé en tant que simple citoyen, pas du tout engagé dans le passé dans des luttes de ce genre, ni syndicales, ni sans engagement politique" (entretien E2).

La dimension politique est appréhendée de manières très diverses du point de vue individuel. Trois types de discours qui peuvent se corréliser ressortent de ces entretiens quant au système capitaliste.

Tout d'abord, douze opposant.e.s sont critiques vis-à-vis d'un système ou de comportements récurrents qui lui sont liés : "On attaque directement sur la critique de la société de surconsommation qui va toujours plus vite" (entretien E6).

De plus, huit opposant.e.s affirment, qu'à titre individuel, ils.elles. s'opposent au système capitaliste dans son ensemble : "C'est un engagement politique très fort puisqu' en fait cet engagement, il était anticapitaliste. On va appeler un chat un chat." (entretien E1), "On voit bien, ce qui détruit l'écologie, c'est ce système social, ce système politique, ce système capitaliste quoi." (entretien E11). Au sein de ces huit opposant.e.s, deux ont affirmé combattre une forme de capitalisme précis : "Je suis contre le capitalisme oligopolistique" (entretien E5), "Moi, très clairement, je suis contre le capitalisme barbare et déshumanisé,

mais je ne suis pas contre le capitalisme." (entretien E8). La signification du terme est très diverse selon les opposant.e.s

Enfin, on retrouve une troisième et dernière réponse (sept opposant.e.s) dans laquelle le discours et l'engagement de l'opposant.e ne sont pas centrés exclusivement ou pas du tout sur la critique du système capitaliste :

"J'en suis venu un peu à ne pas tout axer sur le fait que c'est le système qui est responsable. J'aimais bien ce que Bruno Latour avait commencé à développer : un système de réflexion où finalement le marxisme ne peut pas tout expliquer par rapport justement à l'écologie. " (entretien E15)

A l'échelle du collectif, il convient d'indiquer que les résultats sont différents. En effet, les opposant.e.s se définissant comme anticapitalistes, ont tous indiqué que cela n'avait jamais été affirmé de la part du collectif ou de l'association afin de réunir le plus grand nombre de personnes contre le projet en question, laissant entendre que la remise en cause du système capitaliste ne fait pas consensus au sein des collectifs et pourrait même compromettre l'engagement d'un certain nombre d'opposants.

"Moi personnellement, je suis effectivement plutôt dans cette démarche [anticapitaliste], mais je dois dire que je pense qu'au niveau du collectif, quand on a une lutte citoyenne, si vous voulez, je pense qu'il faut faire l'union la plus large possible" (entretien E7)

Au-delà du positionnement par rapport au système capitaliste, comment qualifier alors l'engagement de l'opposant.e ? On note que des notions diverses sont utilisées dans sa qualification: engagement politique, citoyen, apolitique....

A titre individuel, deux types de réponses majoritaires ont été formulés. Tout d'abord, cinq opposant.e.s qualifient leur engagement individuel comme étant un engagement citoyen : "Je ne dirais pas que c'est un combat politique, c'est plus un combat citoyen" (entretien E2), "Je parlerais de responsabilité citoyenne aujourd'hui" (entretien E3). Par ailleurs, neuf des interrogé.e.s affirment inscrire leur engagement dans une perspective politique : "Moi, en tant que citoyenne, aujourd'hui, je vais prendre des engagements politiques parce qu'on n'en peut plus de vivre des situations pareilles." (entretien E10)

"Un engagement citoyen, c'est un engagement politique. De toute façon c'est la politique. Après il y a la politique qui est politicienne, tu vois, ça c'est autre chose. Tout ce qu'on fait dans la vie, en fait, dans une société, ça devient politique en fait. Nos idées, comment on les met en place, est -ce qu'on les garde pour soi et est -ce qu'on les partage? Tout devient politique pour moi." (entretien E11)

Sur le plan collectif, bien que parfois soutenus par des partis politiques, les associations et collectifs interrogés n'ont jamais revendiqué une couleur politique précise au nom du mouvement bien que plusieurs opposant.e.s aient exprimé le fait que les membres des collectifs et associations étaient majoritairement de gauche : "Globalement c'était plus une

couleur politique de gauche” (entretien E2). Plusieurs mouvements affirment faire partie “d’un réseau militant” (entretien E5). On retrouve d’autres formes de qualification essentiellement “citoyenne” et “apolitique”.

“L’association est totalement apolitique. On s’est toujours dit que, au niveau du conseil d’administration, président, on ne voulait pas quelqu’un avec une étiquette, qui fasse ressortir son étiquette au sein de l’association. Donc nos discussions, nos échanges, notre combat, il est totalement apolitique (...) pour pouvoir faire en sorte que chaque citoyen qui voulait rejoindre notre combat se sente engagé dans un combat et non dans un parti politique.” (entretien E10)

Enfin, il convient de préciser que les résultats tant au plan collectif qu’individuel ne sont pas forcément identiques pour chaque opposant.e. En effet, il.elle peut considérer son engagement comme étant politique tout en faisant partie d’une association ou collectif dit apolitique ou citoyen.

→ Dans les zones de montagne les réponses correspondent aux données globales. Cependant, les opposant.e.s ont montré que des problématiques territoriales identitaires plus larges façonnaient les conflits locaux :

“Les éleveurs ont pris conscience que le changement climatique allait avoir un impact mais ils voient le côté : nous on garde l’eau. L’eau elle passe, elle s’en va à la mer autant la retenir. Mais c’est un cycle. Si tu l’enlèves, en bas ils n’auront plus rien à voir. Voilà. Le territoire, il est à eux : “l’eau elle tombe, elle est à nous, on la garde”. C’est compliqué. Et alors, cette génération là je pense qu’ils ne changeront pas. Et les jeunes ils partent” (entretien E4)

“On part de l’année 0 là bas. Là bas, c’est les chasseurs, c’est très repliés sur eux mêmes, les éleveurs, c’est lié à notre territoire. Il y a une question d’identité, ils croient que ça leur appartient. Moi, je suis Toulousain, je suis un étranger et pourtant ça fait 30 ans que j’y vis. Il y a une question d’identité forte et malsaine.” (entretien E4)

“Moi, je pense que je pense que là où on est, c’est chez nous quoi. En fait, à partir du moment où on arrive quelque part, c’est chez nous qu’on soit né ici ou pas.” (entretien E11)

De plus, des enjeux et dynamiques de nature politique et sociale apparaissent autour d’un nouvel acteur décisif dans l’économie locale : le tourisme : “Nous on pense qu’ils passent à côté de quelque chose, qu’ils passent à côté d’un autre tourisme que ça” (entretien E4), “Si vous essayez de mettre en place de l’éducation à l’environnement, elle ne touche pas les jeunes parce qu’ils sont déjà partis. C’est beaucoup de touristes en fait, des gens de passage, des gens des grandes villes” (entretien E11).

Au-delà de ces trois thématiques abordées, un dernier axe nous a semblé essentiel au cours de ce travail centré sur une perspective temporelle : l’après-lutte.

4.1.4 L'après-lutte

Un quatrième et dernier axe de travail dans le cadre des entretiens a porté sur la dimension de l'après-lutte : Que deviennent les opposant.e.s après la fin du conflit si le conflit est terminé ou bien comment appréhendent-ils.elles l'après lutte si le conflit est toujours en cours ? L'hypothèse proposée est la suivante : Les individus ont été fortement marqués et influencés par la mobilisation collective à laquelle ils ont participé, ce qui a renforcé leur engagement écologique et leur attachement au territoire.

Pour commencer, les trajectoires individuelles des opposant.e.s après lutte sont marquées par quatre différents types de discours qui peuvent se corréliser. Tout d'abord, on note un renforcement / une continuité de l'engagement ou son souhait après lutte chez sept opposant.e.s : "Cela a peut-être été un des points déclencheurs de mon adhésion à un parti politique puisqu'après j'ai milité pendant six sept ans à la Ligue Communiste"(entretien E15), ""Mon engagement, il est toujours aussi fort. Il n'a fait que s'accroître au fur et à mesure." (entretien E10).

De plus, on note que neuf opposant.e.s se disent désormais désabusé.e.s ou encore pessimiste.s face à la situation : "Bon, tu vois, je suis un peu désabusée mais un peu désabusée à ce qu'on nous donne, pas à ce qu'on pourrait leur prendre. Voilà, je pense qu'il faut continuer à vouloir leur prendre tout ce qu'on peut." (entretien E14), "Aujourd'hui je suis un peu pessimiste" (entretien E4).

Par ailleurs, un troisième type de discours diffère. Six opposant.e.s souhaitent ou décident de s'engager autrement sous d'autres formes qui sont notamment moins chronophages. On pense notamment à des engagements associatifs mais également à de l'aide apportée aux collectifs de lutte de façon ponctuelle et/ou éloignée du terrain:

"Je suis donc une sorte de militant un peu électron libre mais je ne suis pas souvent sur le terrain pour me battre. Ce n'est pas ma nature, je préfère me battre plutôt par des conférences ou par des mises en éveil et de vigilance dans un certain nombre de milieux." (entretien E8)

"Moi, j'ai décidé de faire des actions toutes simples comme le bénévolat, la banque alimentaire. Les discours sur il faut faire ci ou faire ça, je trouve que c'est bien, mais après il faut faire des choses aussi. Alors bon, c'est une goutte d'eau dans l'océan de tout ce qu'il y a à faire. Mais j'avais envie d'apporter ma petite contribution " (entretien E15)

"Alors maintenant moi je suis pas rentrée dans les rangs mais, voilà, je ne suis plus dans ce mode d'action puisque c'était autour d'un projet. Je soutiens moralement on va dire tout ce qui peut se faire et en même temps, de par mes fonctions d'administratrice, je continue à travailler pour la défense de l'environnement, mais pas sous forme militante au sens des actions coup de poing etc." (entretien E12)

Enfin, un opposant a affirmé avoir diminué leurs activités : “Moi j’ai quand même levé le pied, là, parce qu’on s’est pas mal bougés pendant trois ans” (entretien E9)

Dans un second temps, il faut noter que l’expérience de l’engagement est perçue de façon différente. Ces résultats peuvent se corroler entre eux. Quatorze opposant.e.s affirment que cette expérience a été très enrichissante et déterminante dans leur vie : “C’est très fort dans ma vie, vous l’avez compris, parce qu’on y a consacré deux ans, deux années pleines, et cetera. Je vous ai dit que c’était un accélérateur de vie.”(entretien E12). Sept retiennent également l’aspect chronophage et accaparant de cette expérience, à l’origine d’une grande fatigue :

“Ca m’a un peu calmé parce que passer trois ans comme ça, à se demander comment on va gravir cette montagne, c’est David contre Goliath. C’est quelque chose d’assez incroyable. Il faut mettre sa vie complètement au service de cette contestation.” (entretien E8)

Enfin, deux opposant.e.s à des projets d’aménagement ont également abordé de manière plus critique leur engagement allant jusqu’au regret d’avoir participé au détriment d’autres activités: “Moi je me dis que je préférerais mettre mon énergie dans autre chose que dans des trucs aussi débiles quoi” (entretien E6).

Par ailleurs, l’ensemble des opposant.e.s interrogé.e.s s’accorde sur le fait que cet engagement précis contre un projet d’aménagement a eu un impact fort dans leur vie. Cet impact se manifeste sous diverses formes, qui peuvent être liées. On pense notamment à une prise de conscience politique et/ou environnementale, l’acquisition de connaissances multiscalaires, un renforcement de l’engagement ou encore la création de liens sociaux. Mais Il convient d’ajouter que quelques opposant.e.s ont évoqué le développement ou l’accroissement d’un sentiment d’inquiétude : “Mon inquiétude, elle est à l’échelle planétaire aujourd’hui” (entretien E13), “Je suis inquiet parce qu’on arrive à faire des choses qui n’ont plus de sens” (entretien E15).

Enfin, il faut souligner que les liens sociaux créés au cours des luttes évoluent différemment après lutte. Dans les conflits terminés, deux opposant.e.s sur neuf restent en lien étroit avec leurs camarades de lutte : “On peut se retrouver, on va voir une pièce de théâtre, aller voir un concert, aller à une manif qui n’a rien à voir avec ça. C’est toujours le même noyau qui est là” (entretien E1). Cinq opposant.e.s, quant à elles.eux expliquent maintenir des liens plus distendus et ponctuels avec les autres opposant.e.s : “Il y a un jeune qui est devenu maraîcher. Je vais prendre ses légumes une fois par semaine. Je mets un point d’honneur à aller lui acheter ses légumes” (entretien E2), “On les croise au marché par ci et par là, on les suit un petit peu sur Facebook.”(entretien E9). Par ailleurs, deux opposant.e.s ont expliqué ne plus avoir de contact avec les autres opposant.e.s : “On s’est perdus de vue pour la plupart” (entretien E15). Enfin, il est important de noter que plusieurs opposant.e.s toujours engagé.e.s dans des conflits en cours souhaitent maintenir les liens avec leurs camarades après la fin du conflit.

→ Dans les zones de montagne, les discours s'accordent avec les données globales. Cependant, comme il a été précisé auparavant, il convient de noter que les liens sociaux semblent particulièrement difficiles à créer.

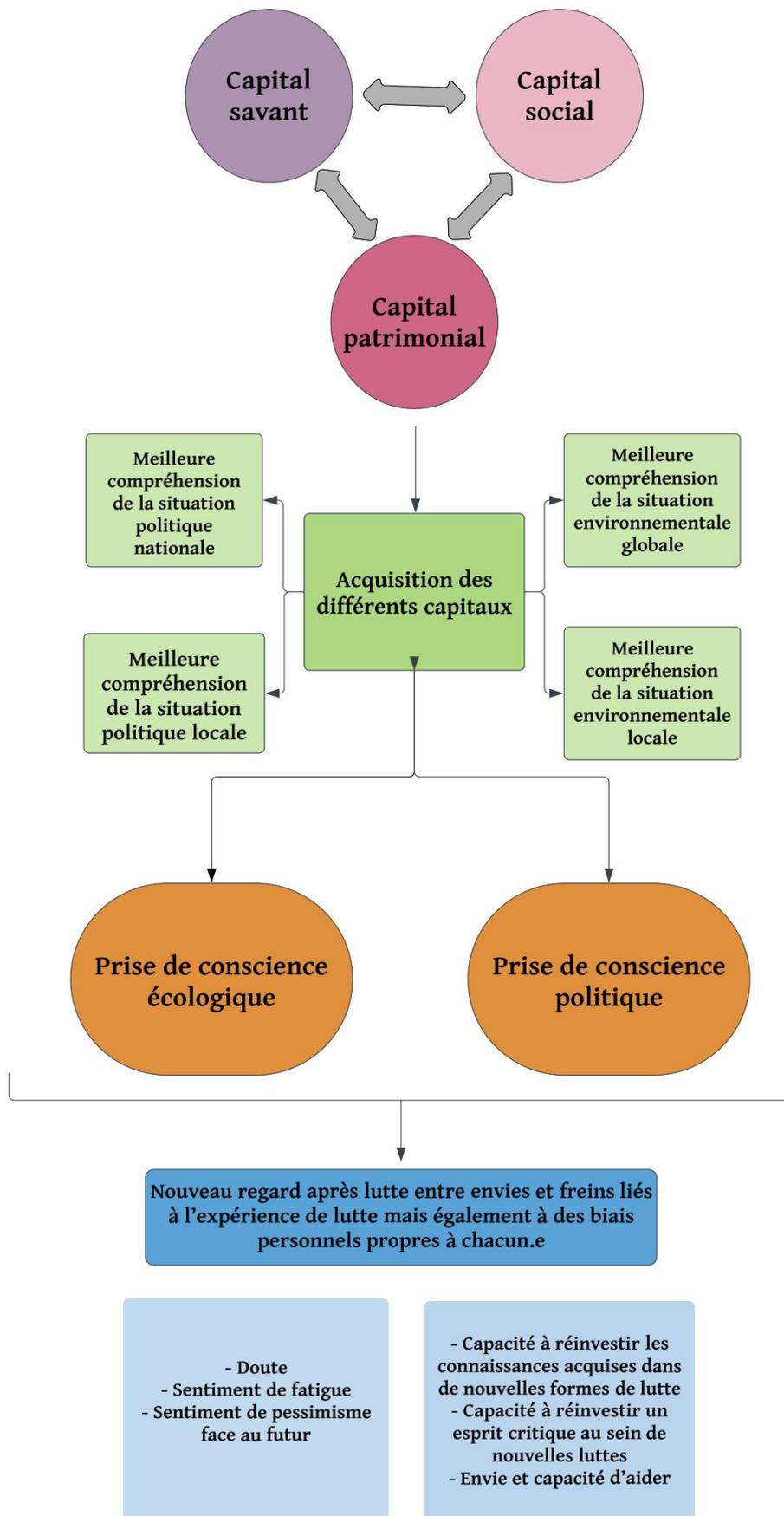
Dans un dernier temps, il s'agit de proposer une analyse des trajectoires individuelles et collectives des opposant.e.s à des projets d'aménagement à travers l'analyse et le croisement des informations polysources et résultats acquis au cours du stage de recherche.

4.2 Analyse

L'analyse proposée se fonde sur des sources multiples étudiées et parcourues tout au long de ce stage. On utilise ainsi les résultats des entretiens réalisés ainsi que les recherches bibliographiques et sitographiques effectuées au préalable.

L'analyse proposée concerne l'évolution collective et individuelle des opposant.e.s au sein des collectifs et associations de lutte contre des projets d'aménagement. Il s'agit ici de montrer qu'à travers l'engagement contre un projet d'aménagement, les opposant.e.s tendent progressivement vers un positionnement politique axé sur un nouveau rapport à l'environnement et au territoire. Celui-ci est intimement lié à l'acquisition de connaissances multiples au cours de la lutte qui mènent les opposant.e.s à contracter une meilleure vision sur la situation actuelle à différentes échelles et à développer leur esprit critique sur des thématiques et problématiques sociétales. Ce phénomène aboutit au développement après lutte d'un nouveau regard intimement lié à une expérience de lutte forte et marquante à l'échelle individuelle et collective. Il s'agit ici d'expliquer l'émergence de ce phénomène de façon détaillée.

Figure n°15: Schéma global de l'analyse proposée
 Source : Juliette Tomasini



4.2.1 L'évolution progressive des différents capitaux.

Les opposant.e.s engagé.e.s contre des projets d'aménagement acquièrent progressivement différents capitaux au cours de la lutte initiée. Les capitaux acquis sont de trois types différents si l'on se réfère aux travaux de Léa Sébastien¹³⁰ : le capital social, le capital patrimonial et le capital savant. La première hypothèse formulée se confirme ainsi dans un premier temps.

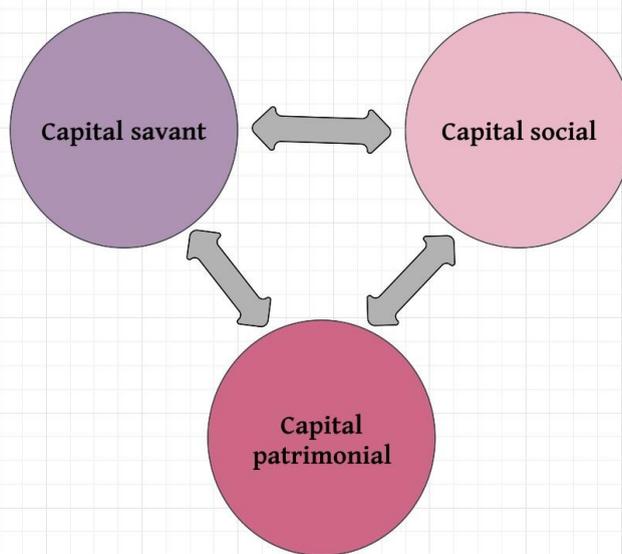
Au gré des rencontres, des expériences et savoirs, les opposant.e.s acquièrent de façon individuelle et collective, un capital savant, social et patrimonial élevé.

Le degré d'acquisition de ces capitaux avant-lutte varie selon le passé militant des opposant.e.s et les activités de chacun avant la lutte en question. En effet, c'est l'engagement, local ou non, auparavant contre ce type de projet qui semble être déterminant dans la possession avant-lutte de capitaux élevés. Les opposant.e.s ayant déjà connu une ou plusieurs expériences fortes dans le milieu militant local tendent à posséder des capitaux plus élevés dans le contexte de conflits d'aménagement locaux. En terme de capital social, ils.elles ont une meilleure connaissance des acteur.ice.s du milieu militant local en place. En ce qui concerne le capital savant, ils.elles ont souvent acquis un grand nombre de connaissances en s'étant informés préalablement sur des sujets semblables.

Le capital social s'articule autour de l'acquisition d'un réseau social durable¹³¹. Il s'agit d'un ensemble de ressources, réelles ou virtuelles, qui reviennent à un individu ou à un groupe en vertu d'un réseau durable de relations sociales plus ou moins institutionnalisées et de reconnaissances mutuelles¹³². En effet, à l'échelle individuelle et collective, les opposant.e.s se créent un réseau social au sein d'une mouvance militante locale. Ces relations peuvent s'inscrire à la fois dans le cadre militant et dans une sphère privée pour certain.e.s. Ces relations se tissent à travers la réalisation d'actions collectives opposant.e.s contre un projet d'aménagement. On pense alors à des manifestations, des réunions, des tractages...

Bien que moins durable dans le temps, il convient d'étendre ce capital social à l'extérieur du cadre militant. Les opposant.e.s rencontrent également des personnes très diverses issues de la sphère politique et médiatique au cours d'une lutte contre un projet d'aménagement afin d'exposer leurs arguments à une large partie de la population. Il s'agit ainsi dans la sphère politique de débattre du projet et de convaincre le landerneau politique local à

Figure n°16 : Schéma traitant de l'inter-relation des capitaux
Source : Juliette Tomasini



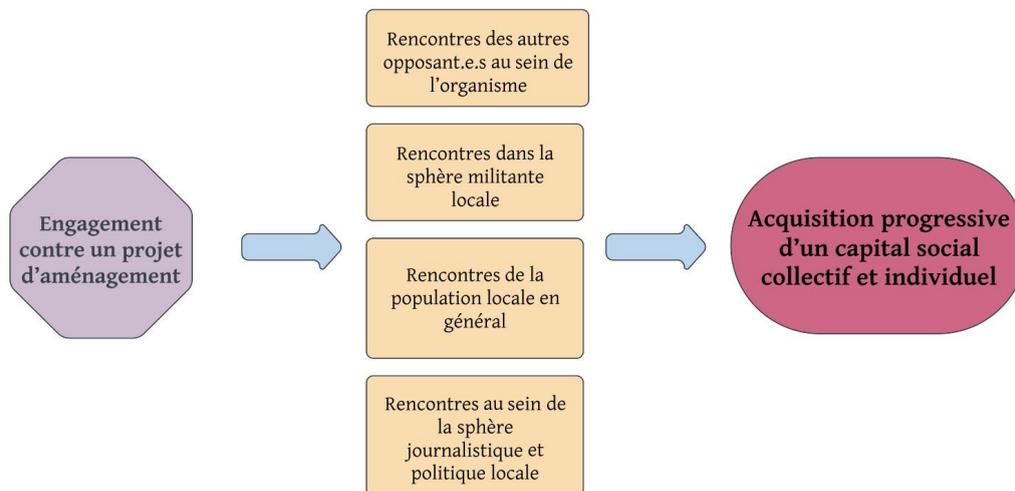
¹³⁰ Sébastien, L., Milanesi, J., Pelenc, J. 2019. Résister aux projets d'aménagement, politiser les territoires, *Vertigo*., Vol.19, n°1. https://catalogue-archipel.univ-toulouse.fr/permalink/f/hhill/TN_cdi_hal_shs_oai_HAL_hal_02512922v1

¹³¹ Ibid

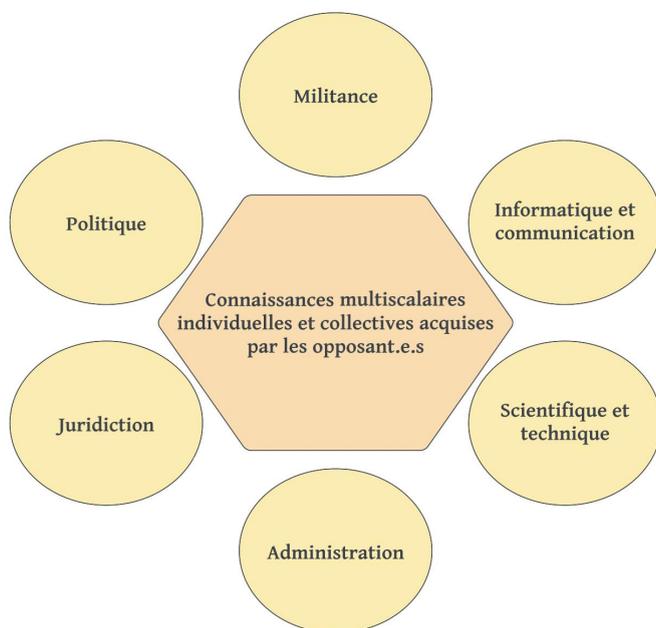
¹³² Ibid

s'opposer au projet. Quant à la sphère journalistique, il s'agit de médiatiser le projet et ses problématiques. Sans médiatisation un conflit d'aménagement ne peut être.¹³³

Figure n°17: Schéma de l'acquisition progressive d'un capital social
Source : Juliette Tomasini



Le capital savant, quant à lui, s'apparente à l'acquisition de connaissances multiples sur la thématique en question ou sur des sujets parallèles. Cette acquisition concerne tout d'abord l'échelle individuelle. Les opposant.e.s se renseignent sur des sujets variés qui leur



permettent dans un premier temps une meilleure compréhension des tenants et aboutissants du projet et qui les aident également à construire un argumentaire et une défense cadrée et dense face aux porteur.euse.s de projet. Ces connaissances sont vastes et six catégories faisant référence aux domaines suivants émergent: Politique, Juridiction, Administration, Scientifique et Technique, Militance et enfin Informatique et Communication. Ces connaissances variées s'affirment à deux échelles différentes : l'échelle globale et l'échelle locale. On parle ainsi d'acquisition de connaissances multiscalaires.

Figure n°18 : Schéma de l'acquisition progressive d'un capital savant
Source : Juliette Tomasini

¹³³ Pistre, P. 2010. Mobilisation dans les campagnes toulousaines : conflit d'aménagement et tensions locales, *Espaces et sociétés*, vol. 153, pp 151-169. [Mobilisation dans les campagnes toulousaines : conflit d'aménagement et tensions locales | Cairn.info](http:// Cairn.info)

Au-delà de l'acquisition individuelle de connaissances savantes multiples, un phénomène de partage de connaissances collectives s'applique au sein de ces collectifs et associations concernant essentiellement un noyau dur d'opposant.e.s.

C'est à la fois l'acquisition individuelle et le partage à l'échelle collective qui marquent la progression du capital savant au cours de la lutte à travers l'acquisition de connaissances diverses et multiscalaires.

Le capital patrimonial, quant à lui, est défini par Léa Sébastien comme "l'ensemble des attachements au territoire dans l'espace (la nature) et dans le temps (la tradition)"¹³⁴. Les opposant.e.s, avant lutte, ont pour la majorité d'entre eux, un attachement affectif au territoire défendu. Ils.elles chérissent un territoire, partie prenante de leur quotidien et qu'ils pensent donc bien connaître. Cette notion "d'attachement au lieu" ou du territoire comme "un objet d'attachement" est intimement liée aux diverses théories déjà proposées notamment par Altman and Low¹³⁵, Mathilde Caro¹³⁶ ou encore Léa Sébastien¹³⁷. Les opposant.e.s venu.e.s d'autres régions, départements, plus minoritaires, quant à eux, n'ont pas d'attachement particulier avant lutte. Au cours de l'engagement, les opposant.e.s vont développer des attachements nouveaux au territoire. Les opposant.e.s venu.e.s d'ailleurs vont développer progressivement un attachement affectif au territoire. Cette constatation assoit la théorie de la "solidarité élargie" de Mathilde Caro¹³⁸. Pour Mathilde Caro, les personnes se mobilisant contre des projets d'aménagement acquièrent progressivement un attachement affectif au lieu en question à travers la solidarité dont ils font part avec les habitant.e.s concerné.e.s par le projet. A travers les rencontres qu'ils feront, leurs connaissances du territoire, leurs souvenirs, les opposant.e.s vont créer un lien affectif avec le territoire sur lequel la lutte est engagée.

Au-delà de l'attachement affectif, les opposant.e.s en général développent un attachement plus précis et savant au territoire en question. En effet, les opposant.e.s, à travers l'acquisition de connaissances, renforcent leur attachement en lui donnant une dimension plus scientifique, écologique, politique, judiciaire ou administrative en fonction des connaissances acquises. C'est la connaissance du territoire sous un nouveau prisme qui propulse de nouvelles formes d'attachement. Par exemple, en ayant une meilleure connaissance de l'histoire et du fonctionnement d'une forêt présente au sein du territoire, on s'y sent plus fortement attaché.

Ainsi, l'on peut dire que de manière générale, l'engagement contre un projet d'aménagement est vecteur d'engagement.

Il convient de noter une interrelation dans l'acquisition des différents capitaux. En effet, chaque capital semble être co-dépendant des autres dans son évolution. Les capitaux se nourrissent des expériences vécues et des savoirs acquis par l'opposant.e. On parle ainsi d'une co-évolution et une co-dépendance dans l'acquisition des différents capitaux par les

¹³⁴ Sébastien, L., Milanese, J., Pelenc, J. 2019. Résister aux projets d'aménagement, politiser les territoires, *Vertigo*., Vol.19, n°1.

https://catalogue-archipel.univ-toulouse.fr/permalink/f/hhill/TN_cdi_hal_shs_oai_HAL_hal_02512922v1

¹³⁵ Low, S. et Altman, J. 1992. Place attachment : A conceptual inquiry, *Human Behavior & Environment : Advances in Theory & Research*, 12, pp. 1-12

¹³⁶ Caro, M. 2019. Epruver l'attachement au lieu : l'épreuve d'un conflit de proximité, *L'espace politique*, vol.38, n°2 [Épruver l'attachement au lieu : l'épreuve d'un conflit de proximité \(openedition.org\)](#)

¹³⁷ Sébastien, L. 2016. L'attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ?, *Noroi*, 238-239, pp 23-41. [L'attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ? \(openedition.org\)](#)

¹³⁸ Caro, M. 2019. Epruver l'attachement au lieu : l'épreuve d'un conflit de proximité, *L'espace politique*, vol.38, n°2 [Épruver l'attachement au lieu : l'épreuve d'un conflit de proximité \(openedition.org\)](#)

opposant.e.s. L'acquisition d'un capital savant permet notamment aux opposant.e.s de développer un capital patrimonial nouveau, plus facilement centré sur une nouvelle vision plus scientifique d'un territoire et qui transcende l'attachement affectif à un territoire, très présent chez les opposant.e.s à des projets d'aménagement. L'acquisition d'un capital savant individuel permet également de mettre en commun, par la suite, les connaissances et ainsi de renforcer le capital social collectif d'un organisme.

Le capital patrimonial, quant à lui, est également interlié aux autres capitaux. Tout d'abord, les attachements individuels des opposant.e.s sont mis en commun au travers des actions collectives et renforcent ainsi le capital social. De plus, l'attachement collectif et individuel à un lieu de vie donnent envie aux opposant.e.s de mieux connaître le territoire sous différents prismes et renforce ainsi le capital savant dans un second temps.

Bien que les résultats ne permettent pas d'affirmer qu'un des capitaux prévaut dans ce phénomène, le capital social joue cependant un rôle majeur. En effet, il alimente le capital savant à travers des rencontres et des discussions multiples réunissant une grande variété de personnes. De plus, il permet également l'acquisition d'un capital patrimonial plus élevé à travers des rencontres qui façonnent la vision qu'ont les habitant.e.s et les opposant.e.s venu.e.s d'ailleurs, d'un territoire en particulier.

A travers l'acquisition de ces différents capitaux, les opposant.e.s acquièrent progressivement une compréhension et une vision multiscalaires de la situation politique et environnementale.

4.2.2 Vers une meilleure compréhension de la situation politique et environnementale actuelle

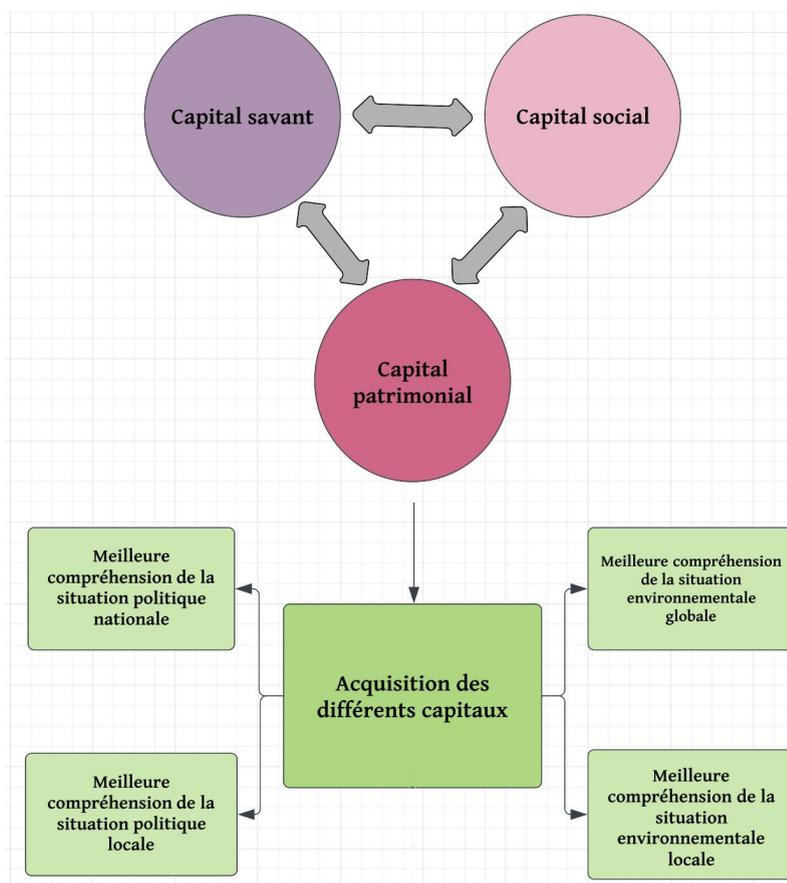


Figure n°19 : Schéma de l'acquisition progressive de différents capitaux par les opposant.e.s
Source : Juliette Tomasini

Grâce à l'acquisition des différents capitaux, les opposant.e.s, au cours de la lutte, développent progressivement une vision et une compréhension à la fois à l'échelle globale nationale ainsi que locale, de la situation politique et écologique actuelle. On parle alors de l'acquisition par les opposant.e.s d'une **compréhension multiscale** de la situation actuelle. On distingue quatre dimensions reliées entre elles : la situation politique nationale, la situation environnementale globale, la situation politique locale et la situation environnementale locale. La connaissance de ces quatre dimensions fluctue selon les expériences, les rencontres et les connaissances acquises au cours de la lutte. Par ailleurs, il convient de noter que l'engagement et les activités avant-lutte sont à prendre en compte dans l'acquisition de cette compréhension et vision multiscale. En effet, les opposant.e.s déjà engagé.e.s sur ces sujets-là auront déjà acquis une compréhension plus approfondie de la situation mais celle-ci peut alors être renforcée.

Tout d'abord, les opposant.e.s acquièrent une compréhension plus vaste et approfondie de la situation et du fonctionnement du système politique à l'échelle nationale. Plusieurs dimensions doivent être soulignées. En premier lieu, les opposant.e.s à des projets d'aménagement acquièrent une meilleure connaissance du fonctionnement étatique et de la manière dont les prises de décision sont réalisées : quelles décisions sont prises ? Par qui ? et Comment ? De plus, l'engagement contre un projet d'aménagement permet aux opposant.e.s d'avoir une meilleure vision de la situation politique : Quelle tendance politique dirige le pays ? Quelle politique mènent-ils.elles ? Qui sont les acteurs ? Quelles sont les problématiques précises actuelles ?

Enfin, à travers les recours en justice déposés par les associations, les opposant.e.s ont une meilleure connaissance du système judiciaire et des liens qu'il entretient avec le système politique.

On peut affirmer également qu'une meilleure connaissance du système politique à l'échelle locale au sein de ces associations et collectifs est à souligner. En effet, cet engagement leur permet de mieux connaître non seulement les instances administratives mais également les instances de prise de décision et les élus des alentours à différentes échelles hiérarchiques : les élus municipaux, les communautés de communes, les DREAL, les préfectures... Les opposant.e.s au cours de la lutte acquièrent une nouvelle vision du territoire dans lequel ils.elles vivent. C'est un nouveau prisme territorial politique et journalistique qui s'offre à eux.elles.

Au-delà du système politique, c'est une meilleure compréhension de la situation environnementale actuelle à l'échelle globale et locale qui forge les opposant.e.s au cours de ces luttes.

A l'échelle globale, les opposant.e.s s'informent sur les thématiques écologiques et les problématiques globales actuelles centrées sur le réchauffement climatique.

A l'échelle locale, on note une meilleure connaissance du vivant à proximité et de son fonctionnement. De plus, les opposant.e.s sont plus informés sur les problématiques écologiques locales qui touchent leur territoire. On pense notamment à la problématique de la pollution industrielle qui touche de grands bassins de vie en France.

Ces deux dimensions sont intimement liées aux dimensions politiques évoquées auparavant. En effet, les opposant.e.s ont également une meilleure connaissance des politiques menées ou non pour lutter contre diverses problématiques environnementales à différentes échelles.

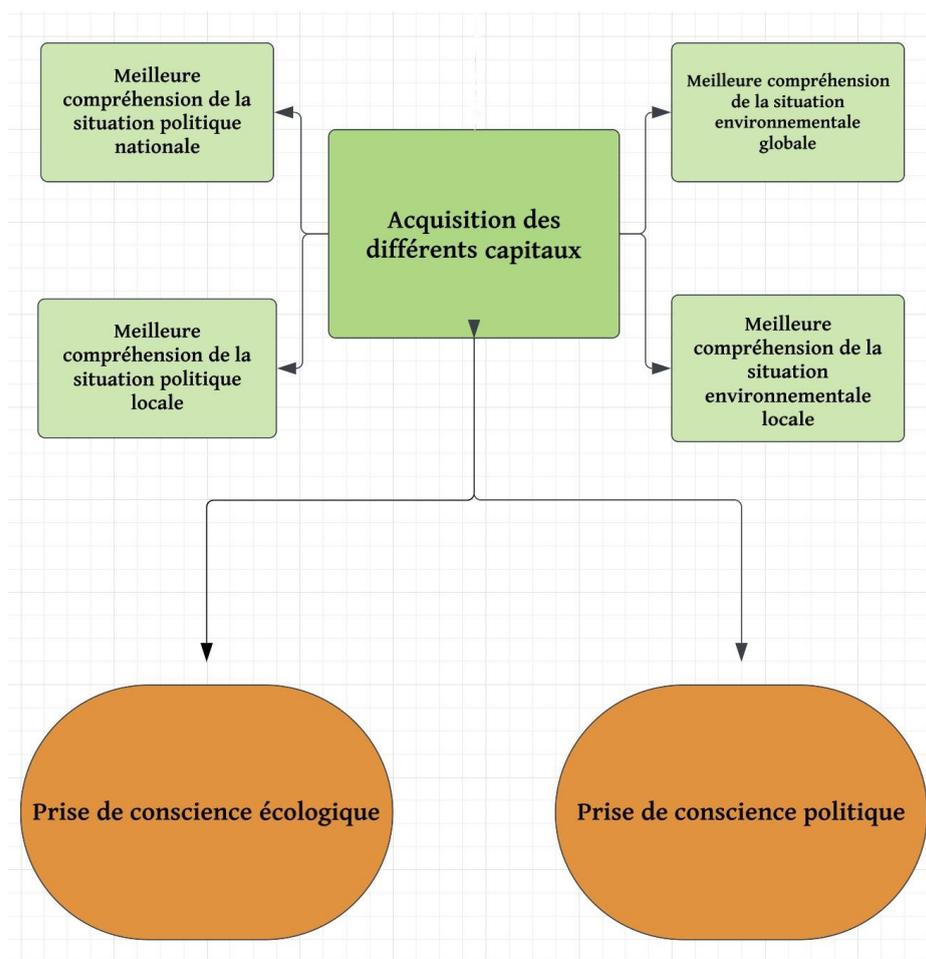
Cette meilleure compréhension globale tant sur le plan politique qu'environnemental conduit les opposant.e.s à une prise de conscience à la fois politique et environnementale.

4.2.3 L'émergence d'une prise de conscience politique et environnementale et ses conséquences multiples dans l'après-lutte.

Les notions de "prise de conscience" et "d'éveil des consciences" sont omniprésentes dans l'évolution individuelle et collective des opposant.e.s. En effet, à travers l'acquisition de multiples connaissances et d'une vision plus globale sur la situation actuelle, les opposant.e.s tendent vers une prise de conscience à la fois politique et écologique. Pour les opposant.e.s déjà très engagé.e.s dans le conflit évoqué au cours des entretiens on peut parler alors d'un renforcement de cette prise de conscience.

On comprend ici le terme de "prise de conscience" comme le "fait de prendre connaissance, conscience de quelque chose, en particulier de l'existence d'un problème"¹³⁹. Ainsi s'agit-il ici d'une prise de conscience multiscalaire autour de problématiques à la fois politiques et environnementales. Bien que traitées en deux temps dans ce rapport, les deux dimensions de cette prise de conscience sont intimement liées.

Figure n°20 : Schéma traitant de l'acquisition progressive d'une prise de conscience politique et écologique
Source : Juliette Tomasini

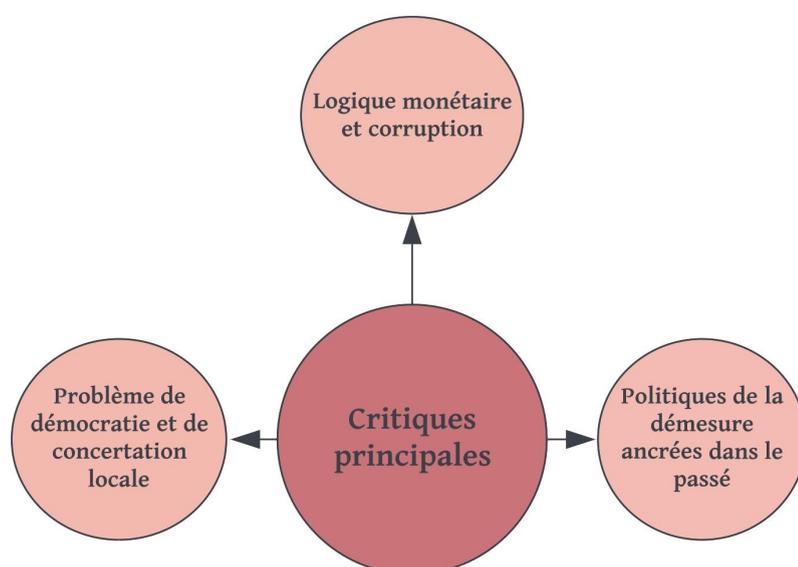


¹³⁹ CNRTL. (2022). Conscience. CNRTL. [CONSCIENCE : Définition de CONSCIENCE \(cnrtl.fr\)](https://www.cnrtl.fr/lexique-fr/conscience)

La prise de conscience politique

Les opposant.e.s, au cours du conflit, prennent conscience ou confortent en la renforçant une prise de conscience déjà acquise sur des problématiques politiques à l'échelle à la fois nationale et locale. Les principales critiques visent non seulement les politiques d'aménagement mais également le système et le fonctionnement politique français actuels.

Figure n°21: Schéma des critiques principales émises par les opposant.e.s
Source : Juliette Tomasini



La prise de conscience politique s'articule autour de trois problématiques centrales. Tout d'abord, les opposant.e.s à des projets d'aménagement alertent sur des problèmes démocratiques de représentativité locale. Les habitant.e.s ne sont pas assez consulté.e.s au sujet de futurs projets d'aménagement sur leur territoire. La participation et la concertation locale ne sont selon eux.elles pas suffisamment ancrées dans les démarches politiques

des territoires et les élu.e.s décident sans consulter la population.

Une autre problématique mise en avant à travers cette prise de conscience renvoie à la critique des politiques ancrées dans la démesure et dans le passé. En effet, les opposant.e.s dénoncent le fait que les politiques d'aménagement aujourd'hui et leur mise en place par les élus ne semblent pas en phase avec les problématiques sociales et économiques actuelles. Elles s'inscrivent, selon eux.elles, dans des besoins et perspectives des années 80 ou 90 dans une logique de démesure des projets d'aménagement.

Enfin, c'est la corruption et le rapport que les politiques entretiennent avec le monde de la finance qui sont mis en avant. A l'échelle locale et nationale, les élu.e.s sont enfermés dans une logique monétaire forte qui forge une grande majorité des politiques menées. De plus, la collusion du milieu politique avec le monde financier et les grandes entreprises joue également un rôle majeur dans les politiques publiques actuelles.

Il convient d'expliquer que bien que la prise de conscience politique s'articule autour de problématiques similaires, les opposant.e.s. qualifient de façon très diverse leur prise de conscience et leur engagement. En effet, la définition de la notion de "politique" semble

très diverse au sein du corpus militant et elle peut avoir des connotations tout autant positives que négatives. De plus, les opposant.e.s utilisent différentes notions pour qualifier leur engagement. Au-delà de la prise de conscience, c'est donc la grande diversité de points de vue et d'opinions qu'il s'agit ici d'expliquer. Pour qualifier leur engagement, les opposant.e.s ont recours à plusieurs termes notamment les termes « politique » et « citoyen ». Sur le plan collectif, on retrouve les mêmes termes ainsi que le mot « apolitique ». Bien que des nuances marquent ces différentes terminologies, ce qui rassemble la grande majorité des opposant.e.s c'est la crainte d'être assimilé.e.s à la « politique politicienne ».

Dans la grande diversité des opinions, ce qui divise les opposant.e.s c'est la question de l'anticapitalisme. Bien que collectivement aucune revendication anticapitaliste ne soit avancée en raison d'une part de désaccords idéologiques, et surtout par crainte de ne pas rassembler le plus largement possible des opposants prêts à s'engager d'autre part, au niveau individuel on constate des opinions diverses et affichées. La revendication anticapitaliste divise les opposant.e.s et diverge en fonction du passé, des expériences et des convictions politiques des opposant.e.s. Pour certain.e.s les problématiques énoncées s'inscrivent dans une critique plus globale du système capitaliste, tandis que pour d'autres, le système capitaliste n'est pas au cœur des critiques et des questionnements qui émergent.

Bien qu'on note l'utilisation de termes divers, c'est la critique de problématiques politiques similaires qui rassemble les opposant.e.s dans cette prise de conscience.

La prise de conscience environnementale

La prise de conscience est également de nature environnementale. A travers l'acquisition des différents capitaux, les opposant.e.s prennent conscience des problématiques liées à l'environnement, leurs tenants et aboutissants, à l'échelle à la fois globale et locale. Cela conduit à une prise de conscience sur le rôle et l'impact majeurs que l'Humain joue dans les problématiques environnementales. C'est ainsi que se forge et se renforce l'esprit critique de l'opposant.e au long de la lutte.

Il convient de noter que cette prise de conscience n'est pas exprimée de façon uniforme au sein du corps militant. En effet, trois discours différents témoignent de la prise de conscience de l'impact néfaste des Humain.e.s sur le reste du Vivant.

Différents types de discours analysés et classés dans l'ordre décroissant	Expressions et notions centrales dans les données et résultats traitées
Conception naturaliste	Attachement fort à la Nature - Protection de la Nature - Défense de la Nature - Défense de la biodiversité - Préservation de la Nature - Défense du Territoire - Respect de l'environnement
Dualité des discours entre les deux conceptions	Nous sommes la Nature qui se défend - Changer de modèle de développement - Surexploitation des ressources - Protection du vivant - Défense du vivant
Vers un nouveau rapport au vivant avec une relation fraternelle entre humains et non-humains	Penser aux générations futures - Nous sommes le vivant qui se défend - Reconnaissance des droits des espèces non-humaines - Représentation des espèces non-humaines

Figure n°22 : Schéma traitant des différents aspects de la prise de conscience environnementale acquise par les opposant.e.s
Source : Juliette Tomasini

C'est une conception naturaliste qui régit la prise de conscience pour une majorité d'opposant.e.s. Elle s'articule autour des notions de protection et défense de la nature liées à la dichotomie entre Nature et Culture. On peut faire référence ici aux travaux de Philippe Descola qui a défini le système des quatre ontologies¹⁴⁰ évoqué dans l'État de l'Art. Les sociétés occidentales sont ancrées dans une conception naturaliste du vivant avec une opposition entre les Humains et la Nature. Des rapports hiérarchiques d'exploitation régissent les rapports Homme/Nature. En effet, les sociétés occidentales considèrent « la Nature » comme une ressource multiple qui leur permet de subvenir à leurs besoins. La prise de conscience, dans cette conception naturaliste, s'articule autour des notions de protection et défense telles que définies dans l'État de l'Art. La protection et La défense de la Nature sont des notions omniprésentes dans les discours militants. Témoignant d'une prise de conscience du caractère néfaste des Humains sur la biodiversité, ces discours s'inscrivent dans une perspective de supériorité de l' Humain sur « la Nature » qui ne peut "se défendre " ou vivre sans empreinte humaine. Ainsi, comme l'a expliqué Philippe Descola, ces discours sont intimement liés à une logique d'exploitation des espèces non-humaines. On trouve là à la fois une aspiration et une démarche de la part des opposant.e.s pour mettre un terme à cette logique tout en continuant à inscrire le discours dans un mode de pensée et un raisonnement hiérarchique d'exploitation.

Un deuxième discours tend à s'affranchir de cette logique afin de penser un nouveau rapport au vivant qui tend vers une relation fraternelle entre espèces humaines et non-humaines. Le vocabulaire utilisé et le mode de pensée diffèrent nettement . Ainsi parle-t-on de « vivant » pour inclure ensemble les espèces humaines et les espèces non-humaines. Les opposant.e.s réfutent donc le rapport hiérarchique d'exploitation Nature / Culture et c'est l'inclusion des acteur.ice.s faibles et absent.e.s dans les négociations environnementales qui est au cœur de cette nouvelle vision du vivant. On re mobilise ici les

¹⁴⁰ Descola, P., Pignocchi, A. 2022. Ethnographies des mondes à venir, *Anthropocène Seuil*.

théories de Philippe Descola¹⁴¹ et Léa Sébastien¹⁴². Les acteur.ice.s faibles “représentent les humains contemporains sous-représentés ; autrement dit, l’acteur ordinaire, le profane, celui qui n’est pas convié au processus de négociation”¹⁴³. Les acteur.ice.s absent.e.s s’apparentent aux générations futures impactées par les décisions prises et souvent oubliées dans les négociations environnementales. Cette notion englobe également les espèces non-humaines souvent oubliées au cours des prises de décisions. On remarque que progressivement, les opposant.e.s font appel à ces acteur.ice.s au sein de leurs engagements ainsi qu’au sein de leurs actions. On remarque notamment des appels à la reconnaissance des droits des espèces non-humaines mais également la représentation de ces espèces non-humaines au cours de manifestations avec l’utilisation de masques d’animaux portés par les opposant.e.s par exemple. Bien que minoritaire, il convient de noter une progression de ces discours dans les collectifs et associations contre des projets d’aménagements. Enfin, on note un dernier discours qui se situe entre les deux discours précédents. Moins récurrent que les discours ancrés dans une conception naturaliste et plus facilement observable que les discours prônant un nouveau rapport centré sur la notion de « vivant », il est un mélange des deux types de discours évoqués précédemment. Il garde les fondements du discours naturaliste en utilisant les notions de « protection » et de « défense » tout en prônant un nouveau modèle de pensée qui met en avant la notion de « vivant ». On remarque notamment dans ce type de discours que l’utilisation des notions de « nature », de « défense » ou encore de « protection » n’est pas connotée négativement pour les opposant.e.s s’y référant. Au contraire, ces notions ont une connotation positive et ne semblent pas être comprises telles qu’elles sont analysées par Philippe Descola notamment. Ainsi dans ces différents discours, note-t-on différents degrés de prise de conscience qui, d’une démarche de changement du comportement humain tendent à une remise en question du système de pensée occidental.



Figure n°23 : Photo d’une déambulation des acteur.ice.s absent.e.s initiée par un collectif de lutte
Source : apasdeloutre.org

¹⁴¹ Ibid

¹⁴² Sébastien, L. 2017. Quand les acteurs faibles et absents s’immiscent dans la négociation environnementale, *Revue de Géographie et d’Aménagement, Territoire en mouvement n°11*, pp 61-81. [Quand les acteurs faibles et absents s’immiscent dans la négociation environnementale - Université Toulouse - Jean Jaurès \(archives-ouvertes.fr\)](#)

¹⁴³ Ibid



Figure n°24 : Photo d'une déambulation des acteur.ice.s absent.e.s initiée par un collectif de lutte (2)
Source : apasdeloultre.org

Les conséquences multiples de cette prise de conscience dans l'après-lutte

Nouveau regard après lutte entre envies et freins liés à l'expérience de lutte mais également à des biais personnels propres à chacun.e

- Doute
- Sentiment de fatigue
- Sentiment de pessimisme face au futur

- Capacité à réinvestir les connaissances acquises dans de nouvelles formes de lutte
- Capacité à réinvestir un esprit critique au sein de nouvelles luttes
- Envie et capacité d'aider

Figure n°25 : Schéma de l'évolution après-lutte des opposant.e.s
Source : Juliette Tomasini

L'impact de la lutte sur les trajectoires individuelles des opposant.e.s est multiple. L'après-lutte se caractérise par une dichotomie entre envies et freins liés à l'expérience de lutte mais également à des biais personnels propres à chacun.e.

Au-delà de l'acquisition des différents capitaux et d'une prise de conscience diverse et multiscale, c'est le développement ou le renforcement d'un sentiment d'inquiétude et de pessimisme qui marque les trajectoires individuelles après-lutte. Trois quarts des

opposant.e.s font part d'une lassitude à l'idée de continuer le combat et se montrent pessimistes et inquiet.e.s quant à l'avenir. La conscience qu'ils.elles se sont forgé.e.s des problématiques multiscalaires à la fois environnementales et politiques ainsi que l'engagement fort qu'ils ont vécu conduisent les opposant.e.s à envisager le futur tant sur le plan individuel que collectif en des termes à connotation négative. Cependant, malgré un certain pessimisme, les militants s'accordent sur le fait que la lutte leur a permis de se rendre compte ou de renforcer l'idée de la nécessité d'un engagement sur le temps long face à ces problématiques majeures.

La continuité de l'engagement ou non après-lutte prend des formes diverses. A l'échelle collective, les collectifs et associations s'engagent contre de nouveaux projets d'aménagement sur le territoire ou pour le moins apportent leur aide à d'autres collectifs et associations locales. Cependant, il convient de noter que le pessimisme et la lassitude prennent le pas sur le sentiment de la nécessité de lutter dans bon nombre de groupes. On constate une aspiration à prolonger l'engagement dans des luttes locales ce qui vient contrebalancer les sentiments décrits auparavant. Les opposant.e.s choisissent majoritairement de poursuivre leur engagement dans le cadre d'autres projets locaux avec les mêmes moyens d'actions et de décisions ou de prolonger leur engagement autrement à travers la sphère associative.

Il convient de noter que les opposant.e.s déjà engagé.e.s dans des luttes avant le conflit en question poursuivent leur engagement politique. La nature de l'engagement s'étend et se diversifie après-lutte. L'engagement ne s'articule plus uniquement autour des moyens d'actions utilisés par les collectifs et associations en question mais concerne également l'éducation à l'environnement, l'engagement associatif, le partage de connaissances à travers des conférences ou bien encore l'aide à d'autres collectifs et associations toujours en lutte.

L'après-lutte, à l'instar de l'engagement lui-même, se caractérise donc par une diversité de trajectoires dont le point commun est la portée marquante de l'acte militant tant à l'échelle individuelle que collective. Cependant, il convient de souligner que ce sont des biais personnels propres à chaque opposant.e qui déterminent également l'après-lutte.

→ Comme nous l'avons expliqué auparavant, des problématiques propres aux zones de montagne semblent au cœur des conflits d'aménagement dans ces zones précises. On parle ici des problématiques autour du "réensauvagement", du pastoralisme et du tourisme. Cependant, à travers l'analyse réalisée au cours de ce stage il n'est pas possible de démontrer que d'autres spécificités dans les conflits en zone de montagne existent. Ainsi, l'unique spécificité se situe au sein du contexte et paysage sociétal montagnard cependant elle ne semble pas influencer sur le phénomène analysé. En effet, le processus décrit et commenté auparavant se déroule également dans les associations et collectifs contre des projets d'aménagement dans les zones de montagne.

Nous avons tenté par ailleurs de réaliser une analyse spatiale en essayant de déceler des spécificités qui s'étendent plus largement aux zones dites rurales. Cependant, les recherches réalisées au cours du stage ne permettent pas d'affirmer que des spécificités spatiales propres à la ruralité s'opèrent au cours des conflits d'aménagement.

V. Discussion

5.1 Discussion autour de l'analyse proposée.

Les résultats et l'analyse proposés à travers ce mémoire s'inscrivent bien en parallèle des écrits universitaires consultés au cours de la phase de recherche bibliographique. Cependant, on note quelques variantes sur certaines des thématiques abordées. Il s'agit ici de discuter de ces divergences.

C'est l'hypothèse sur la gouvernance interne des collectifs et les résultats obtenus qui nous conduit à nous interroger : "Les collectifs de lutte et les associations sont des organismes dans lesquels on repense l'organisation sociale et le rapport utilitariste aux non humains qu'entretiennent les Hommes. Il s'agit, au sein du collectif de "détricoté méticuleusement, de façon réflexive ou non, la distinction entre Nature et Culture" (P. Descola). Une nouvelle façon d'habiter le territoire est mise en place / prônée."

Tout d'abord, l'hypothèse quant à l'organisation sociale n'a pu être confirmée au cours des entretiens. Comme nous l'avons expliqué auparavant, les associations et collectifs de lutte s'inscrivent dans des démarches de concertation et de décision ancrées dans des schémas administratifs normatifs.

De plus, sur la question de la construction de l'opposition Nature et Culture, on note progressivement une remise en question des codes occidentaux. Cependant, celle-ci ne peut être considérée comme majoritaire au sein des associations et collectifs de lutte avec lesquels nous nous sommes entretenue.

On explique ces divergences entre les hypothèses et les résultats obtenus selon deux aspects qui sont liés . Il s'agit d'expliquer, en premier lieu, que les écrits universitaires actuels traitent majoritairement d'exemples de collectifs de contestation et non de cogestion. Les entretiens réalisés quant à eux, ont été réalisés avec des associations et collectifs qui s'inscrivent dans une logique de cogestion. Cette opposition analysée par Aurélien Berlan¹⁴⁴ semble majeure pour bien comprendre le fonctionnement de ces organisations. Les groupes de contestation s'inscrivent dans des formes d'organisation différentes de celles des organismes de cogestion. Par exemple, un groupe militant dit de "contestatation" s'apparente plus majoritairement à une ZAD alors qu'un organisme de cogestion se présente souvent comme une association avec un cadre légal normatif fort. Ainsi, le conflit d'aménagement et la façon de militer seront-ils appréhendés différemment . On retrouve dans cette dichotomie, l'opposition entre réforme et révolution. La réflexion sur l'organisation sociale y est différente puisque l'adhésion au système ou non y est différente : dans la cogestion l'Etat est un adversaire mais on adhère au système dans lequel il s'inscrit alors que dans la notion de contestation il convient de noter un rejet clair de l'Etat et du système dans lequel il s'inscrit. Les schémas et modes de pensées sont ainsi différents. Les idées développées et partagées à la fois sur le plan social et environnemental divergent en fonction de schémas de pensées et d'actions divers. Cela pourrait ainsi nous permettre d'expliquer en partie cette différence entre les recherches bibliographiques et les résultats obtenus au cours du stage.

Par ailleurs, il s'agit également de montrer qu'au-delà de cette différence sur les sujets d'études choisis, c'est la prépondérance des écrits centrés sur la ZAD de

¹⁴⁴ Berlan, A. 2016. Entre contestation et cogestion, les luttes territoriales face à l'Etat : le cas de la lutte contre le barrage du Testet à Sivens, *Ecologie et Politique*, vol. 53. <https://www-cairn-info.gorgone.univ-toulouse.fr/revue-ecologie-et-politique-2016-2-page-105.htm>

Notre-Dame-des-Landes qui pourraient expliquer certaines divergences. C'est la ZAD de Notre-Dame-des-Landes qui popularise et médiatise la notion de "zone à défendre". Au-delà de l'opposition entre cogestion et contestation que l'on retrouve également, cette ZAD est l'épicentre de la convergence des luttes d'ultra-gauche à l'échelle nationale mais également européenne. Ce conflit très médiatisé a rassemblé un grand nombre de opposant.e.s européen.ne.s avec des profils sociologiques et des schémas de pensée très différents de ceux constatés au sein des collectifs et des associations avec lesquels nous nous sommes entretenue. On note notamment les travaux de Philippe Subra à ce sujet : " Comme les autres opposants, les zadistes cherchent à obtenir l'abandon du projet d'aménagement ; mais ils poursuivent en même temps un autre objectif, moins immédiat et plus général : dénoncer et combattre la mondialisation libérale".¹⁴⁵ Ainsi, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes semble-t-elle être un catalyseur des mouvements altermondialistes qui proposent un nouveau schéma de pensée et d'actions. Ce stage a permis de mettre en avant les divergences des opposants dans les modes de pensée et de lutte , attestant ainsi de la grande diversité des profils des personnes qui aujourd'hui s'engagent contre des projets d'aménagement.

5.2 Limites et perspectives du stage réalisé

Dans le cadre de mon master, ce stage a été particulièrement formateur. En effet, il m'a permis tout d'abord d'approfondir mes connaissances et de renforcer mes capacités à utiliser les outils et méthodes universitaires en sciences sociales. Par ailleurs, j'ai trouvé là une occasion de m'initier à la recherche et m'ouvrir à un monde qui ne m'est pas familier. Cela m'a permis de réfléchir et de questionner des problématiques sociétales actuelles sous l'angle de la géographie. J'ai ainsi pu acquérir de multiples connaissances sur des thématiques d'actualité tout en questionnant et en analysant une grande multiplicité de discours très divers. Par ailleurs, ce stage de recherche m'a paru très pertinent dans la perspective de mon avenir professionnel. En effet, travailler dans le développement territorial demande une compréhension précise de la complexité des territoires étudiés. Ce stage m'a permis notamment de mieux comprendre le fonctionnement multi acteur.ice.s d'un territoire et de ses spécificités locales. Il m'a amené à questionner la notion de territoire et à comprendre la nécessité d'inclure la population dans les décisions et projets locaux. Quelle que soit la mission qui me sera confiée dans le cadre professionnel, ce sont des aspects auxquels je serai particulièrement attachée. Enfin, me destinant à travailler en zone de montagne, j'ai pu grâce à ce stage réfléchir sur des problématiques propres à ces environnements en les relisant à la question écologique à travers un nouveau prisme que je connaissais peu à l'échelle universitaire.

Le travail réalisé et l'analyse proposée sont une première étape de recherche qui pourrait être complétée dans plusieurs perspectives pour un travail futur. Tout d'abord, il s'agirait de continuer le travail de recherche en se centrant spécifiquement sur les conflits d'aménagement en zone de montagne afin d'obtenir des informations en complément à celles obtenues sur les dynamiques territoriales à ce propos dans ce milieu précis. Par ailleurs, une des limites majeures du stage s'articule autour de la prise de contact avec les différents collectifs et associations. En effet, comme expliqué auparavant, l'analyse réalisée se concentre sur des associations et collectifs dit de cogestion. Bien qu'il soit plus difficile de contacter et de rencontrer des opposant.e.s présent.e.s dans les ZAD, il s'agirait sur un

¹⁴⁵ Subra, P. 2016. Zones à défendre. De Sivens à Notre-Dame-des-Landes, *Éditions de l'Aube*.

temps plus long de réaliser un travail de recherche à la fois avec des organismes de contestation afin de comparer et d'analyser les résultats obtenus. Enfin, on note au cœur des dynamiques décrites au cours de l'analyse, une interaction forte entre les différentes échelles. On note ces interactions tout au long du processus décrit. Les opposant.e.s développent des discours dans lesquels on retrouve une diversité d'échelles décrites. Afin d'approfondir l'analyse spatiale réalisée, il semble intéressant de continuer le travail en se concentrant sur cet aspect.

Conclusion

L'engagement au sein d'un collectif ou d'une association contre un projet d'aménagement mène ainsi les opposant.e.s à un positionnement "politique" axé sur un nouveau rapport à l'environnement et au territoire. En effet, ce positionnement "politique", qualifié de diverses manières, est intimement lié à une prise de conscience et au développement d'un esprit critique sur les thématiques politiques et environnementales. Ce nouveau rapport à l'environnement s'affine à différents degrés selon les opposant.e.s. On parle alors d'un nouveau rapport à la "Nature", à "l'environnement", au "vivant" en fonction des militances. Cependant, c'est bien un nouveau rapport ou son renforcement qui s'affirme au cours de la lutte. Le territoire, quant à lui, est perçu différemment. Qu'il soit perçu comme "un espace socialisé"¹⁴⁶ ou comme "une délimitation administrative"¹⁴⁷, il est compris et connu plus largement. S'initie ainsi un nouveau rapport au territoire dans sa globalité avec une pluralité d'acteur.ice.s, de conflits, de soutiens et de problématiques. Le territoire est également perçu différemment puisque les opposant.e.s relient les échelles de gouvernance entre elles et incluent l'échelle locale dans un tout démocratique composé de diverses problématiques multiscalaires. Ainsi parle-t-on d'un positionnement "politique" axé sur un nouveau rapport au vivant et au territoire.

¹⁴⁶ Bougeat, S., Baud, P., Bras, C. (2022). Dictionnaire de géographie. *Hatier*.

¹⁴⁷ *Ibid*

Bibliographie / Sitographie

Références universitaires :

Ouvrages universitaires

Ambroise-Rendu, A.C, Hagimont, S., Mathis, C.F., Vrignon, A. 2021. Une histoire des luttes pour l'environnement : XVIIIème-XXème siècle de débats et de combats, *Editions Textuel*.

Bonnemaison, J. 2001. La géographie culturelle. *Editions du C.T.H.S*

Bougeat, S., Baud,P., Bras,C. 2022. Dictionnaire de géographie. *Hatier*.

Descola, P., Pignocchi, A. 2022. Ethnographies des mondes à venir, *Anthropocène Seuil*.

Morizot, B. 2020. Raviver les braises du vivant, *Actes Sud*.

Negt, O. 2007. L'espace public oppositionnel, *Payot*.

Subra, P. 2016. Géopolitique locale : territoire, acteurs, conflits, *Armand Colin*.

Subra, P. 2016. Zones à défendre. De Sivens à Notre-Dame-des-Landes, *Éditions de l'Aube*.

Vacher, K. 2021. Les David s'organisent contre les Goliath : État des lieux des mobilisations locales contre les projets inutiles, imposés et polluants en France, *Terres de lutttes*.

Verdier, M. 2021. Le commun de l'autonomie : une sociologie anarchiste de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, *Editions du croquant*.

Articles universitaires

Barbe, F. 2016. La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique, *Norois*, 238-239, pp. 109-130.

https://catalogue-archipel.univ-toulouse.fr/permalink/f/hhilll/TN_cdi_crossref_primary_10_4000_norois_5898

Beauguitte, L. 2019. Le Bois Lejuc occupé : éléments sur le fonctionnement d'une petite ZAD en Meuse (2016-2018), *L'espace politique*, vol.37, n°1. [Le Bois Lejuc occupé : éléments sur le fonctionnement d'une petite zad en Meuse \(2016-2018\) \(openedition.org\)](#)

Beauguitte, L., Severo, M. 2019. Lutttes de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales, *L'espace politique*, vol.37, n°1. [Lutttes de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales \(openedition.org\)](#)

Berlan, A. 2016. Entre contestation et cogestion, les luttes territoriales face à l'Etat : le cas de la lutte contre le barrage du Testet à Sivens, *Ecologie et Politique*, vol. 53.

<https://www-cairn-info.gorgone.univ-toulouse.fr/revue-ecologie-et-politique-2016-2-page-105.htm>

- Caro, M. 2019. Éprouver l'attachement au lieu : l'épreuve d'un conflit de proximité, *L'espace politique*, vol.38, n°2 [Éprouver l'attachement au lieu : l'épreuve d'un conflit de proximité \(openedition.org\)](#)
- Corroyer, P. 2019. "Faune Sauvage" en politique. Tisser et mettre en scène un territoire contestataire : de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à Bure, *L'espace politique*, vol.37, n°1. [« Faunes sauvages » en politique. Tisser et mettre en scène un territoire contestataire : de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à Bure \(openedition.org\)](#)
- Dechézelles, S., et Olive, M. 2016. Lieux familiers, lieux disputés - dynamiques des mobilisations localisées, *Norois*, 238-239, pp.7 - 21. [Introduction \(openedition.org\)](#)
- Dziedzicki, J-M. 2004. Au delà du Nimby : le conflit d'aménagement, expression de multiples revendications, *Conflits et territoires, Perspectives villes et territoires.*, pp.35-64. [Conflits et territoires - Presses universitaires François-Rabelais \(openedition.org\)](#)
- Laslaz, L. 2015. Le conflit environnemental, *Hypergéô*, [Conflit environnemental - HyperGeo](#)
- Low, S. et Altman, I. 1992. Place attachment : A conceptual inquiry, *Human Behavior & Environment : Advances in Theory & Research*, 12, pp. 1-12
- Melé, P. 2009. Identifier un régime de territorialité réflexive, *Presses universitaires de Rennes, Espaces et Territoires*, pp. 45-55. <https://shs.hal.science/halshs-00189874v2/document>
- Monod, J., De Castelbajac, P. 2016. L'aménagement du territoire, *Presses Universitaires de France*. https://catalogue-archipel.univ-toulouse.fr/permalink/f/hhilll/TN_cdi_cairn_booktitles_PUF_MONO_D_2016_01
- Pistre, P. 2010. Mobilisation dans les campagnes toulousaines : conflit d'aménagement et tensions locales, *Espaces et sociétés*, vol. 153, pp 151-169. [Mobilisation dans les campagnes toulousaines : conflit d'aménagement et tensions locales | Cairn.info](#)
- Rialland-Juin, C. 2016. Le conflit de Notre-Dame-des-Landes : les terres agricoles, entre réalités agraires et utopies foncières, *Norois*, 238-239, pp 133-145. [Le conflit de Notre-Dame-des-Landes: les terres agricoles, entre réalités agraires et utopies foncières \(openedition.org\)](#)
- Sébastien, L. 2017. Quand les acteurs faibles et absents s'immiscent dans la négociation environnementale, *Revue de Géographie et d'Aménagement, Territoire en mouvement n°11*, pp 61-81. [Quand les acteurs faibles et absents s'immiscent dans la négociation environnementale - Université Toulouse - Jean Jaurès \(archives-ouvertes.fr\)](#)
- Sébastien, L. 2016. L'attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ?, *Norois*, 238-239, pp 23-41. [L'attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ? \(openedition.org\)](#)
- Sébastien, L., Milanese, J., Pelenc, J. 2019. Résister aux projets d'aménagement, politiser les territoires, *VertigO.*, Vol.19, n°1. https://catalogue-archipel.univ-toulouse.fr/permalink/f/hhilll/TN_cdi_hal_shs_oai_HAL_hal_025129_22v1

Cholez, L-A. (26 Mai 2023). La carte des luttes contre les grands projets inutiles, *Reporterre*. [La carte des luttes contre les grands projets inutiles \(reporterre.net\)](https://reporterre.net/la-carte-des-luttes-contre-les-grands-projets-inutiles)

Coorevitz, E. (17 Septembre 2021). Ariège : un projet de cabanes écotouristiques autour du lac de Montbel toujours controversé, *France 3 Occitanie*. [Ariège : un projet de cabanes touristiques autour du lac de Montbel toujours controversé \(francetvinfo.fr\)](https://francetvinfo.fr/occitanie/ariège-un-projet-de-cabanes-touristiques-autour-du-lac-de-montbel-toujours-controversé)

Coulon, P. (25 Juin 2019). Qui sont ces nouveaux activistes écologistes à Chambéry, *Le Dauphiné*. <https://www.ledauphine.com/savoie/2019/06/25/chambery-actu-collectif-extinction-rebellion-collectif-ravet-activistes-ecologistes-a-chambery>

Duchamp, S. (29 Juin 2019). La justice annule le permis de recherche de la Mine de Salau sur fond d'opposition minière en Occitanie, *France 3 Occitanie*. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/justice-annule-permis-recherche-mine-salau-fond-opposition-miniere-occitanie-1692572.html>

Duchamp, S. (30 Mai 2022). Toulouse : nouvelle victoire judiciaire pour les opposants au projet de centre commercial Val Tolosa, *France 3 Occitanie*. [Toulouse : nouvelle victoire judiciaire pour les opposants au projet de centre commercial Val Tolosa \(francetvinfo.fr\)](https://francetvinfo.fr/occitanie/toulouse-nouvelle-victoire-judiciaire-pour-les-opposants-au-projet-de-centre-commercial-val-tolosa)

Durand, G. (28 mai 2020). Nord : Des craintes autour d'un projet d'usine de fabrication de frites, *Vingt minutes*. [Nord : Des craintes autour d'un projet d'usine de fabrication de frites \(20minutes.fr\)](https://www.20minutes.fr/nord/1111111-2020-05-28-des-craintes-autour-d-un-projet-d-usine-de-fabrication-de-frites)

Forbotaux, I. (25 Novembre 2018). Marne, Puisieulx et Bourgogne-Fresne, réunis contre des projets de méthanisation, *France 3 Grand-Est*. [Marne, Puisieulx et Bourgogne-Fresne, réunis pour protester contre des projets de méthanisation \(francetvinfo.fr\)](https://francetvinfo.fr/grand-est/marne-puisieux-et-bourgogne-fresne-reunis-pour-protester-contre-des-projets-de-methanisation)

Fricot, P. (09 Août 2021). En Corse, des droits octroyés au fleuve Tavignanu par des associations, *Novethic*. [En Corse, des droits octroyés au fleuve Tavignanu par des associations \(novethic.fr\)](https://www.novethic.fr/corse/en-corse-des-droits-octroyés-au-fleuve-tavignanu-par-des-associations)

Gollard, S. (16 Août 2021). Charente-Maritime : les opposants à un projet de parc conchylicole ne baissent pas les bras, *Sud-Ouest*. [Charente-Maritime : les opposants à un projet de parc conchylicole ne baissent pas les bras \(sudouest.fr\)](https://www.sudouest.fr/charente-maritime/les-opposants-a-un-projet-de-parc-conchylicole-ne-baissent-pas-les-bras)

Henry, A. (06 Novembre 2021). Lutte du Larzac : 5 photos symboliques de 50 années de mobilisation collective, *France 3 Occitanie*. [Lutte du Larzac : 5 photos symboliques de 50 années d'une mobilisation historique \(francetvinfo.fr\)](https://francetvinfo.fr/occitanie/lutte-du-larzac-5-photos-symboliques-de-50-années-d-une-mobilisation-historique)

JD. (13 Décembre 2019). Puisieulx résiste toujours à l'unité de méthanisation, *L'hebdo du vendredi*. [Reims - Energies - Puisieulx résiste toujours à l'unité de méthanisation \(lhebdo.com\)](https://www.lhebdo.com/Reims-Energies-Puisieux-résiste-toujours-a-l-unité-de-méthanisation)

Martin, D. (7 Octobre 2020). Yonne : la centrale biomasse ne verra finalement pas le jour dans le Tonnerrois, *France Bleu Auxerre*. [Yonne : la centrale biomasse ne verra finalement pas le jour dans le Tonnerrois \(francebleu.fr\)](https://www.francebleu.fr/yonne/la-centrale-biomasse-ne-verra-finalement-pas-le-jour-dans-le-tonnerrois)

Mayer, C. (16 Février 2020). Au Taillan-Médoc, en Gironde, un projet de déviation qui divise la population, *Le Monde*. [Au Taillan-Médoc, en Gironde, un projet de déviation qui divise la population \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/gironde/taillan-medoc-en-gironde-un-projet-de-deviation-qui-divise-la-population)

Annexes

Annexe n°1 : Tableau des entretiens réalisés

Code de l'entretien	Typologie du projet
E1	Association contre un projet d'une centrale de biomasse
E2	Association contre un projet du centre commercial
E3	Association contre un projet d'une usine conchylicole
E4	Association contre un projet d'une usine d'embouteillage de bouteilles
E5	Association contre un projet de gratte-ciel
E6	Association contre un projet aéroportuaire de jets privés
E7	Association contre un projet de centre de stockage de déchets ménagers et d'amiante
E8	Association contre un projet d'entrepôt Amazon
E9	Collectif contre un projet de parking
E10	Association contre un projet d'usine de laine de Roche
E11	Collectif contre un projet écotouristique sur un lac
E12	Association contre un projet de déviation de route
E13	Association contre un projet d'une usine de méthanisation
E14	Association contre un projet aéroportuaire
E15	Association contre un projet d'extension d'un camp militaire

Annexe n°2 : Retranscription de l'entretien E11

Juliette: [00:00:01] Est ce que tu peux te présenter et me parler de ton engagement au sein du collectif?

X: [00:00:09] Moi c'est X. Mon engagement? J'ai été un des fondateurs du collectif quand j'ai appris le projet. On a commencé par une pétition et puis on a rassemblé du monde autour rapidement. Et puis un mois plus tard, on s'est retrouvés à 20, on se connaissait pas, quelques-uns on se connaissait, d'autres pas du tout. Et donc voilà. Et mon engagement. J'ai créé le site internet. Alors je ne connaissais rien. Les sites internet, c'était pas mon fort. Enfin bref, c'était un site web. Mais c'était un site pas forcément pour la communication du collectif, mais c'était aussi pour que les gens participent. Mais ça ne marchait pas. On voulait mettre plein de photos du lac, pour que les gens écrivent des choses sur ce qu'ils ont vécu au lac. Et puis finalement, ça ne s'est pas fait. Nous, on l'a fait avec les gens du collectif, un peu mais même les gens du collectif, c'était compliqué, il fallait y aller, il fallait écrire un truc et tout. On voulait que les gens participent en fait, qu'il y est vraiment un truc, que les gens ne soient pas spectateurs des luttes, parce que j'ai l'impression que dès fois il y a un peu trop ça quoi. Rien que d'écrire quelque chose et que ce soit mis sur le site du collectif, déjà c'est des ressentis qui ont un côté humain dans cette lutte quoi. Là, on a bien un côté administratif finalement. Au final, voilà, il y a l'environnement, voilà les lois et puis c'est tout quoi finalement.

Juliette: [00:01:44] Et pourquoi t'as décidé de t'engager contre ce projet?

X: [00:01:48] Parce que je suis de X, qu'il y a plein de choses qui me saoulent partout, qui se font et je m'y engage pas parce que j'ai ma vie quoi. Et puis là, ça se passe chez moi. Je connais très bien la mairie. J'ai beaucoup participé au comité des fêtes et j'ai été président du comité des fêtes. Il y a des choses qui ne se disent pas au sein de la mairie. On n'était pas au courant. On l'a appris au moment de l'enquête publique et donc ça aurait pu se passer peut-être autrement si on avait été au courant en fait, si on avait participé et, voilà, il n'y a plus que ça à faire en fait. Le projet est ficelé, ben y'a plus qu'à taper dedans en fait. C'est con mais c'est comme si on t'offre des légos et qui sont déjà construits quoi. Bon bah je vais les démonter alors.

Juliette: [00:02:53] Comment s'est passée l'enquête publique ?

X: [00:02:56] Eh bien pareil, personne n'était au courant. En fait, une enquête publique pour qu'elle soit validée, pour qu'elle soit dans les normes, il faut qu'il y ait un article dans La Dépêche du 12 h par exemple. Tu as un petit carré Enquête publique montbel. Et puis il y a aussi la Gazette ariégeoise et puis voilà. Et puis ça c'est bon et c'est fait quoi. Et du coup, c'est légal. Et cette enquête publique, quelqu'un nous a envoyé un mail et quand on a lu ça, on a regardé le dossier, on a vu des trucs, et on s'est dit mais c'est pas possible quoi. Et du coup, l'enquête publique, elle s'est passée comme ça et à partir de là, on a fait cette pétition justement pour informer les gens. C'est plus pour ça quoi. Parce qu'au début on a envoyé des mails à nos sympathisants, nos contacts en fait en disant il y a ces enquêtes publiques, il y a un dossier, il fait 150 pages. Mais les gens, ils ne veulent pas le lire quoi. Du coup, on a fait cette pétition, c'était plus un résumé du projet et de notre avis en fait. Et du coup on a fait cette pétition sur change.org. Comme on savait que les pétitions marchaient à fond. Maintenant les gens cliquent, ils passent et tac tac tac. Donc on s'est dit bon, on fait comme ça, ça va aller vite. Les gens, ils ont un texte à lire vite fait et puis ils s'impliquent ou s'impliquent pas, mais voilà, au moins ils sont au courant plus facilement quoi. Et donc ça a bien marché quoi. Il y a eu 160 contributions. Le commissaire enquêteur, il disait Putain,

c'est rare pour Montbel 160 contributions. Et puis il y avait 60 % d'opposition, à ce moment-là, parce que c'est nous qui avons balancé l'info. Donc après, au bout d'un moment, t'as tous les élus qui ont fait passer l'info de leur côté et il y a eu plein de contributions et d'oppositions d'élus. Et donc ça, c'était la première enquête publique. Déjà un an auparavant, il y avait eu une consultation préalable à l'enquête publique, ça se passait à la mairie de Montbel et à la Communauté des communes. Et ça, on l'a appris lors de l'enquête publique. Quand le commissaire enquêteur a fait sa conclusion, on a vu dans sa conclusion : Bon en janvier 2019 zéro contribution à la consultation préalable. Donc on a un peu fouillé à La Dépêche, à la Gazette et voir si ça avait été annoncé, du coup c'est légal, mais en fait personne n'était au courant et on avait l'adjoint au maire quand même, qui est avec nous, hein, qu'on connaît très bien, qui est au comité des fêtes. Ça fait un an qu'on fréquente, on se fréquente tous en fait, c'est le maire qui a une fois de plus gardé ça. Il savait que ça allait sûrement pas le faire quoi.

Juliette: [00:06:01] Avant ton engagement, qu'est ce qui t'attachait à ce territoire là?

X: [00:06:06] Ben moi j'habite ici, mais après moi je suis quelqu'un de la terre quand même. Je viens du milieu agricole. La terre, ma famille, ne l'a pas bien traité quoi. C'est l'agriculture quoi! Enfin, pas bien traité, ce n'est pas non plus les agriculteurs comme maintenant. C'était polyculture. Mais ils ne la connaissait pas en fait, c'est surtout ça. Il ne la connaissait pas. C'était beaucoup de mauvaises herbes ou de nuisibles, d'animaux nuisibles, mais il ne la connaissait pas. C'est des propriétaires les agriculteurs, faut pas se leurrer quoi, c'est pas la nature toute seule. Donc ce qu'on défend c'est quand même créer par des gens qu'on pourrait croire qu'on va détester parce qu'ils ont un mode agricole qui ne nous convient pas quoi. Et c'est eux qui ont créé ça, il ne faut pas se leurrer quoi. Et donc moi je viens de ça, donc de la Terre, je pense que j'ai quand même un attachement quoi. J'ai pas été agriculteur parce que parce qu'on m'a poussé à ne pas le faire dans ma famille. J'avais un père militaire quand même. Et donc ma mère, elle, elle a pas fait d'études, elle a fait ça toute sa vie : servir les hommes à la maison. Elle m'a dit fait des études et à mon frère aussi fait des études et part de la ferme. Et du coup, cet attachement, oui voilà, rapidement je me suis retrouvé un peu écolo quoi. Enfin écolo, pas écolo, pas vert ou quoi que ce soit, quoi mais y' a un truc, un ressenti avec les animaux, avec les plantes, un ressenti quoi. Sentir qu'il y a quelque chose, qu'on n'est pas les maîtres du monde. On n'est pas les maîtres du jeu. On fait partie du jeu, mais on n'est pas mieux ou moins. On est tous ensemble, quoi. Un arbre, un humain, c'est la même chose en fait.

Juliette: [00:08:14] Est ce que tu considères que cet engagement t'a permis de développer un attachement plus fort à ce territoire là?

X: [00:08:22] Hmm Hum. Je ne sais pas. Honnêtement, je ne sais pas. Je ne sais pas. Avant j'habitais à cinq kilomètres. J'étais très attaché à là où j'habitais. Là, il y a un projet d'éoliennes maintenant là bas et je ne m'en mêle pas parce qu'on est assez chargé ici. Mais je pense que je l'ai arpenté dans tous les coins. Moi, je pense que je pense que là où on est, c'est chez nous quoi. En fait, à partir du moment où on arrive quelque part, c'est chez nous qu'on soit né ici ou pas. En fait le principal, c'est ce qu'on en fait et comment lui faire du bien?

Juliette: [00:09:06] Est ce que cet engagement t'a permis de tisser des liens?

X: [00:09:09] Ouais, grave. Comme je te disais, au début, on connaissait pas plein de gens du collectif. On est du coin, hein, mais on se connaissait pas. Donc voilà, des bonnes rencontres et des moins bonnes. Après oui parce que là, bon, il y a les gens du collectif, mais après du coup, il y a toutes les associations aussi locales, notamment le Chabot donc on a rencontré

des naturalistes et découvert des gens du coin qu'on croisait, et ben tiens, on pense les mêmes choses ou on peut ne pas penser les mêmes choses, mais on a des points communs en fait.

Juliette: [00:09:50] Ces associations dont tu as parlé, comment elles vous ont soutenues dans cette lutte ?

X: [00:09:56] Ben déjà juridiquement parce que sans elle, on ne pourrait pas être au niveau juridique. On est un collectif. Et puis on ne connaissait rien en fait, on ne connaissait rien à tout ça. Nous, on a monté ça, on a eu l'énergie, mais après il a fallu chercher tout ce qui est administration, tout ces trucs, comment ça marche, comment ça fonctionne. Et ces associations, c'est vrai qu'il y en a plusieurs, notamment le X, il y a X. C'est un homme extraordinaire en fait en X et qui fait un travail de fou.

Juliette: [00:10:32] On m'a déjà parlé de lui.

X: [00:10:33] Oui, c'est ce tout petit bonhomme, mais il synthétise des choses. Il a lui aussi appris sur le tas. Donc oui, il y a d'énormes rencontres.

Juliette: [00:10:47] Et tu as parlé de connaissances? Quel type de connaissances as-tu acquis?

X: [00:10:52] Des connaissances avec les naturalistes, déjà d'avoir déjà par exemple quand je vais couper les arbres dans ma forêt, enfin dans ma forêt, pas dans ma forêt (rigole), la forêt qu'on me prête pour faire mon bois, je fais quand même un peu plus gaffe. (Aparté) Et du coup là, avec certains naturalistes m'ont montré et m'ont expliqué comment et pourquoi ne pas couper n'importe quel arbre. Il y a toujours quelqu'un qui habite dans un arbre. Donc des choses c'est pas grave, d'autres c'est quand même plus important de leur laisser. Au niveau juridique aussi, je ne savais pas ce que c'était, un recours, un référé suspensif. Donc tout ça, je ne connaissais absolument rien. C'était loin de moi le juridique, les gendarmes... Tu vois si j'avais eu un problème j'aurais jamais pensé à aller porter plainte quelque part, tu vois? Et puis administrativement aussi, comment fonctionne la DREAL, les décisions des élus, comment ils font, etc

Juliette: [00:12:13] C'est quoi les modes de prise de décision au sein du collectif? Comment vous vous organisez?

X: [00:12:20] Ben au début on voulait un truc collégial quoi. C'est ça qu'on voulait, rester un collectif. On a pas voulu faire d'asso nos débuts. On a bien dit surtout X, ma compagne qui est très active, elle va à fond quoi : par contre nous on ne veut pas tout faire et tout. Les autres on dit non, non, non, non, pas de soucis, on fait tout ensemble. Aux réunions c'est vrai qu'on est beaucoup, on essaye de faire des tours de parole. Des fois ça le fait, des fois on se laisse aller et des fois c'est la réunion de base où tout le monde parle en même temps. Et là, ça fait 4 h de réunion, il n'y a rien ne dit quoi. Puis des fois quand même, on s'y tient avec quelqu'un qui fait le maître du temps, quelqu'un qui fait passer la parole et quelqu'un qui prend les notes et essaye de voter à main levée voilà quoi. Mais petit à petit, ça devient compliqué. Parce que finalement, comme on dit, c'est l'implication de chacun quoi. Les gens, ils sont là, oui, ils sont là, mais pas là quoi. Oui, ils passent un temps, ils viennent faire une auberge espagnole et puis voilà. A la dernière réunion, j'ai dit que peut être, il faudrait arrêter les grosses réunions, on se fait des trucs à cinq. Bah ils ont un peu tiqué. C'est pas pour rejeter les autres, mais c'est pour ne pas perdre de l'énergie. Parce qu'on a déjà perdu une locomotive, on va en perdre d'autres. Du coup, ils n'ont pas voulu parce qu'ils avaient peur que ça leur prenne trop de temps. Du coup, c'est cette peur de se trouver porteur. Mais en même temps, je pense que le collégial, si si, c'est pas des gens vraiment impliqués je ne pense pas que ça, ça marche bien en fait.

Juliette: [00:14:05] Quel lien tu entretiens avec le vivant aujourd'hui?

X: [00:14:12] Le vivant, c'est lui qui entretient un lien avec moi. Bah j'ai 45 ans, ça fait 25 ans que le vivant enfin j'ai eu une période où Babylone me gonflait, alors je me suis autodétruit on va dire. Du coup, il y a des moments où j'ai eu des prises de conscience, notamment pas mal avec les teufs avant les années 2000 où on allait dans des endroits magnifiques. On sortait de là, tout était propre. Alors c'est sûr que le vivant à ce moment-là, on le voyait pas, c'était boum boum boum. Mais le matin, c'était l'époque aussi où c'était pas du hardcore toute la nuit ou du hardtek, c'était autre chose quoi. Et le matin, c'était petit reggae et tout et c'est avec la nature. Et petit à petit, voilà, moi je me suis mis là dedans. Je me suis retrouvé au Somport aussi. Donc voilà la goutte d'eau. Et voilà, c'était la montagne, les grands espaces quoi. Je suis parti des landes de vers chez moi parce qu'il y a trop de maïs et trop d'agriculture comme ça, qui rime à rien en fait, par rapport à la ferme où j'ai habité par exemple. Mais mes parents, les jeunes voisins qui faisaient de l'agriculture après, maintenant ils sont deux dans le village. Avant on était dix ou quinze agriculteurs, maintenant ils sont deux ou trois et encore. C'est un truc de dingue. Il y a des tracteurs énormes, il n'y a plus de petits champs. C'est une catastrophe. Donc le vivant, il est là et tous les jours, c'est sacré. Ça a un côté comme ça.

Juliette: [00:16:38] Et de manière globale, qu'est ce que tu penses des politiques d'aménagement actuelles?

X: [00:16:50] Ben je pense qu'il faut se calmer, hein. Je pense que justement je parlais de l'agriculture, ce que je me suis vu dans mon village. Moi les méga bassines c'est exactement si on continue, on continue un système parce que tu vois, il y a ce côté du vivant comme tu dis. Moi j'ai commencé quand même avec un côté plutôt anti-social entre guillemets anti-social, mais je vais rien dire, mais un petit côté réfractaire au niveau social et. Et du coup après je suis venu à l'écologie quoi. Et du coup, ce qu' on voit bien, ce qui détruit l'écologie, c'est ce système social, ce système politique, ce système capitaliste quoi. Et les racines, c'est ça. Et l'autoroute A69, c'est ça. Ouais, pareil, quoi. C'est un vieux projet de je sais plus qui. Et maintenant on sait que c'est bon, Faut arrêter quoi, Il faut arrêter, il faut passer à autre chose. Et tu vois, le Somport, c'est un bel exemple. Ils ont fait cette route, ce tunnel en un an, ils ont 400 camions qui passent, puis maintenant ils sont en train de prospecter la voie ferrée pour la remettre en route. Alors que cette voie ferrée, elle a existé. C'était beaucoup d'argent pour la remettre en route, mais c'est ce qui était humidité à la base de pas faire une route et un tunnel de fer à la voie ferrée, réaménager la voie ferrée et voilà, Il a été ouvert en 2002, 2005 je crois, ou 2095 ans, quinze 20 ans plus tard, ils sont en train de prospecter la voie ferrée parce que y' a trop de camions sur la route.

Juliette: [00:18:32] Et j'ai rencontré plusieurs collectifs qui disent que leur lutte s'inscrit dans une critique un peu plus globale du système capitaliste. Comment tu te positionnes face à cela?

X: [00:18:42] Moi j'ai commencé à la base dans un milieu un peu punk anar. C'était le capitalisme quoi, l'écologie venait après quoi. Et c'est clair parce que ça a tué l'humain déjà, en fait, ça a tué l'humain. On se rendait pas forcément compte à l'époque que maintenant on commence à tuer la planète quoi. On le savait, mais on savait surtout que les trois quarts des gens sont des esclaves pour nous faire bouffer à nous à travers le monde. Il y a des esclaves partout et nous, on est contents de rouler en bagnole et de bouffer des trucs ou d'avoir du béton ou quoi que ce soit quoi. Et ça, déjà, à la base, elle était là quoi. C'était déjà défendre l'humain en fait. Maintenant c'est ça qu'on peut reprocher des fois à l'écologie, c'est ce côté pas humain en fait de protéger d'abord le vivant comme tu dis, et de dissocier

un peu et de dire le vivant, la nature et tout, et d'oublier que là, lui, il est en train de galérer en fait. C'est ça qu'on a vécu au collectif aussi. Nous par exemple, socialement, on est les deux plus inférieurs entre guillemets quoi. Et c'est nous qui nous donnons le plus, qui mettons le plus d'énergie alors qu'on galère quoi. Et à côté de ça, il y a des gens qui sont tranquilles et putain bougez vous quoi. Et c'est ça des fois dans l'écologie putain, il y a certains vieux écolos là, c'est un peu rageant quoi. Alors les jeunes, je peux pas dire, je fréquente plus trop les milieux comme ça quoi. Nous sommes plus isolés, on fait notre truc et tout. D'ailleurs on était là pour se planquer et puis finalement ça nous tombe sur le coin de la gueule quoi (rire). Mais voilà quoi. J'espère que la jeunesse, bon on l'entend, on parle d'écologie sociale et tout. Mais des fois il y a des mots comme ça qui sont vidés de sens assez rapidement quoi. Même chez les militants, faut pas se leurrer. C'est ça, il faut faire attention en fait, il faut y faire attention. Je peux pas dire que ça me manque parce que je ne fais pas partie du milieu et tout, mais je pense qu'il faut y faire très attention parce que des fois on emploie des mots et on les répète, on les répète et puis après on ne sait plus vraiment ce que ça veut dire quoi.

Juliette: [00:21:06] On voit plusieurs mots être utilisés pour qualifier un engagement citoyen, un engagement politique par exemple. Comment tu qualifies ton engagement aujourd'hui ?

X: [00:21:10] C'est ce qu'on appelle politique. Oui. Un engagement citoyen, c'est un engagement politique. De toute façon c'est la politique. Après il y a la politique qui est politicienne, tu vois, ça c'est autre chose. Tout ce qu'on fait dans la vie, en fait, dans une société, ça devient politique en fait. Nos idées, comment on les met en place, est ce qu'on les garde pour soi et est ce qu'on les partage. Tout devient politique pour moi.

Juliette: [00:21:48] Est ce que tu t'es déjà engagé politiquement avant ?

X: [00:21:53] Dans la politique politicienne ? (rire)

Juliette: [00:21:58] Engagé dans des luttes je veux dire ?

X: [00:22:01] Oui comme je te disais au Somport. J'étais resté quelque temps là bas, mais c'était la lutte était plus ou moins finie parce que c'est pareil le Somport, il y avait une personne qui tenait ça, qui s'appelait Eric Petetin. Et cette personne, elle a tenu 20 ans, je pense, et puis, elle a pétié les plombs. Après, elle a fait des conneries dans le village d'à côté. Du coup ils l'ont foutu à l'HP et à partir de là, on est arrivés un peu après et là il y a eu toute une bande de Paris qui est arrivée. C'est un peu des squatteurs, un milieu squat. Voilà. Et c'était plus la fête que la lutte quoi. Il y avait un peu de lutte, mais c'était quand même beaucoup la fête. Et ça nous a un peu dégoûtés quand même parce qu'il y avait beaucoup de choses à faire. Mais c'est comme ça. Et c'est pour ça qu'on s'est barré en fait et qu'on a dit le militantisme en fait. Parce que dans le militantisme, il y a la lutte des classes, il ne faut pas l'oublier, et elle existe. Et il y a des gens qu'on va suivre facilement et il y a des gens qu'on va mettre de côté, il y a des gens qui vont bien parler parce qu'ils ont une certaine éducation et quand même qu'on va mettre de côté parce qu'ils ne parlent pas aussi bien, parce que parce qu'ils n'ont pas le même humour, parce qu'ils ont des choses aussi profondes, des souffrances qui fait que c'est dérangeant. Et ça, ça nous avait un peu fait partir du côté militant parce qu'on s'est dit regarde, on est en train de reconstruire un système en fait, on fait un lieu collectif soi disant nanana et en fait on reconstruit la même chose que le système, même si on essaye de faire du collégial du machin, c'est pareil en fait. Et je vois que sur Toulouse ils réfléchissent pas mal là dessus aussi, ils ont rencontré des gens là, qui font des réunions, là, sur ce comment se dépatouiller de tous ces trucs, quoi. Alors maintenant,

on va parler aussi beaucoup du patriarcat. Ce patriarcat, ça va être tout de suite homme femme, alors que c'est pas forcément ça non plus.

Juliette: [00:24:39] Est ce que tu considères que la participation à cette lutte a eu un impact fort dans ta vie ?

X: [00:24:50] Bien, dans deux sens, ça a été très fort dans la douleur et dans, comme tu dis, les rencontres, tout ça quoi. Il y a aussi de la douleur parce que quand on a deux locomotives sous un toit, ça n'est pas forcément évident. Et puis, et aussi à voir comment ça a pris quand on voit 1000 personnes à X, c'est génial quoi. Tu vois, on s'attendait pas à ça. (Aparté)

Juliette: [00:25:50] Et comment vous avez fait en comment vous avez partagé les informations?

X: [00:25:56] Beaucoup de marchés. C'est une équipe de marché, il y a une équipe de marché et ils ont envoyé du steak. On a fait beaucoup de flyers. Alors, après on avait les radios, il y a aussi les réseaux Internet et tout, hein, d'autres gens qui se passent l'info. Mais je pense que les marchés ont fait énormément. C'est le contact avec les gens, je pense qu'il n'y a pas mieux quoi. C'était les marchés dans toute X et un peu X. Ça demande beaucoup de temps. Il y en a, ils ont fait des bornes. Justement, il y a des gens, comme je disais, qui ne sont pas un moteur ou un truc, mais c'est des petites mains qui sont hyper importantes. Ils ont fait jusqu'à Saint-Girons bien sûr, et tout le coin là-bas X, X, X, X et toutes les semaines, pendant un mois. C'est énorme. C'est ça les marchés. C'est de toute façon, vous misez là dessus. On le sait depuis le début. Tous les stands qu'on a faits au marché parce qu'en fait, on touche les gens. C'est différent d'Internet. Internet, on reçoit des infos de partout. Bon, on est au courant de la lutte, c'est bien, mais on ne va pas forcément bouger. Mais quand on rencontre les gens, on s'identifie plus à l'autre aussi. Tu vois, il y a moi par exemple, là tu me vois, mais au collectif, on a un panel de gens complètement différents, quoi. Il y a un Monsieur à la retraite et l'autre hippie musicien. (Aparté) Le contact humain est super important en fait. Internet est un outil, un très bon outil, mais le contact humain est irremplaçable.

Juliette: [00:28:01] Et j'avais une dernière question un peu plus globale En géo, la notion de territoire est définie comme un espace qui est approprié par ses habitants. En quoi cette notion, selon toi, peut-elle faire écho dans cette lutte là?

X: [00:28:16] Et tu vois, ce que je te disais tout à l'heure, c'est que je pense que là où on habite, c'est un peu chez nous. Peu importe si on y est depuis un an ou quinze ans. Après, à condition de respecter le lieu et les êtres qui y sont, qu'ils soient humains ou pas. Après quoi? J'aime pas trop le mot.

Juliette: [00:28:40] D'accord, pourquoi ?

X: [00:28:41] Appropriation, je sais pas, j'ai l'impression que c'est un truc qu'on prend, qu'on se l'approprié. Je joue sur les mots mais faudrait savoir le mot appropriation. J'aime mieux regarder la généalogie. Tu sais, j'ai un vieux dictionnaire de 1820 chez moi. Je kiffe quoi. Je l'avais trouvé dans un squatt, justement. Et il y a des mots qui ont changé complètement de sens quoi. Et donc ouais, appropriation je n'aime pas trop mais en tout cas, le lieu, oui, il faut l'habiter, il faut le respecter et c'est normal quand on habite quelque part. Après les aménagements, ce n'est pas évident. Moi je crache pas à la gueule aux politiques comme on pourrait nous faire croire. Enfin, on pourrait faire croire aux gens que nous les collectifs, on est contre tous les machins.. Les politiques qu'on a, peut-être qu'on les applaudit pas assez. Je ne sais pas à quoi mais certains font des choses bien quoi. C'est on va toujours mettre en avant là où ça ne va pas quoi. Oui, mais moi je n'aimerais pas être à leur place, c'est sûr. Des

fois, il y a des choix à faire pour faire vivre le truc quoi. Là c'est ça dans leur idée, c'est qu'avec coucou, ils vont faire vivre la moitié des communes, ils vont faire un nouveau truc, mais en même temps, nous on pense qu'ils passent à côté de quelque chose quoi, qui passe à côté d'un autre tourisme que ça. C'était il y a 20 ans ça, il y a 25 ans, là, les trucs des cabanes. Moi j'avais des potes dans les années 2000 qui faisaient des formations de grimpeurs, qui étaient des charpentiers pour aller faire des cabanes dans les arbres. Maintenant, je pense qu'ils en reviennent. En fait, 20 ans plus tard, on a compris. Les cabanes dans les arbres, c'est pas chez nous les arbres. Donc là, maintenant ils arrivent avec ça, ils ont l'impression que tout est bien et malheureusement on a des politiques des fois qui ont un peu de retard.

Juliette: [00:30:52] Tu parles de problèmes démocratiques ?

X: [00:31:00] Ah ouais, c'est complètement antidémocratique. On a appris ce projet, on est quand même un village de 100 habitants à peine, on est impliqué dans un comité des fêtes, et personne n'est au courant. On est courant seulement qu'une fois que tout est ficelé, tout est fait, tout est prêt et on te fait ça comme si c'était un cadeau quoi. Mais non, c'est non, non, ça ne marche pas comme ça. En fait, c'est la démocratie. Donc oui, il y a un problème démocratique derrière. Après, je ne sais pas s'il y a des pots de vin. Tu ne vas pas voir le mal non plus partout. La corruption. Mais c'est sûr que rien que l'information au citoyen et créer les choses, rien que le fait d'avoir payé, je sais pas combien ça a coûté à Montbel, ça a dû payer 40 000 € à peu près l'ABC. (Aparté). C'est l'argent public quoi. Et il y a rien de pire que de faire une étude comme ça si importante, de donner autant d'argent et finalement de ne pas attendre les résultats et de venir s'installer là. Parce que nous, le collectif avec les naturalistes, ils ont écrit des lettres à la communauté de communes en disant vous le voulez ou vous ne voulez pas en fait, parce que on a fait un travail, est ce que vous voulez la conclusion? Et la conclusion ils l'ont même pas présentée au public, ils l'ont présentée entre élus et bon, nous on a quand même le fascicule on l'a diffusé direct à tout le monde quoi, dès qu'il a été publié. Et Mais ça c'est anti-démocratique en fait de dire qu'on fait des études pour pas faire n'importe quoi avec l'aménagement touristique, pour voir où sont les enjeux environnementaux autour du lac et que les trois quarts des enjeux sont ici et que c'est là qu'on veut aménager le gros projet. Tu vois là bas? Là bas, il y a un petit tas d'arbres avec une petite barque. Là, il y aurait des cabanes. A partir de là, jusque presque là bas. (Aparté) Et en fait, tout le long, il y aura des cabanes aussi. C'est une cabane tous les 100 mètres, à peu près. C'est 25 cabanes, mais elles prennent la moitié du lac, et donc il y a plein de gens qui vont venir se balader en fait. Et la tranquillité? Parce que là, il y a des gens qui viennent, tu vois, le petit sentier d'herbe et tout. Mais dès que ça sera propre, des beaux chemins, ils vont se pointer en petits souliers. Il y aura du monde en fait. Et ça, c'est pas bon quoi. Leur projet n'est pas écotouristique en fait. Il y a des petits éléments éco touristiques dedans. Voilà, c'est des cabanes en bois. On a mis de l'assainissement, on met des lumières basse tension, on fait le tri des déchets, les trucs à la con quoi.

Juliette: [00:34:35] C'est pour mieux passer auprès du public ?

X : [00:34:38] Je pense qu'ils y croient quand même. Ils sont dans un truc où je pense qu'ils y croient. C'est un peu ce que j'ai marqué en donnant mon avis dans la consultation publique il n'y a pas longtemps. Je disais je comprends aussi qu'il y a des gens qui peuvent croire que c'est écologique parce que c'est des gens qui n'ont jamais pensé à ce que c'était l'écologie finalement. Donc tu leur file une cabane en pleine nature, c'est pas 100 chalets ou 150, c'est 25 donc ça va.

Juliette: [00:35:51] J'avais une dernière question pourquoi vous avez décidé de vous appeler à pas de loutre?

X : [00:35:55] A Pas de loutre? Bonne question. Euh ben en fait c'est parce que justement, dans leur truc écologique là, ils n'ont pas le choix, ils sont obligés, Ils ont fait une étude environnementale pour s'implanter et du coup ils ont vachement misé sur la loutre. Maintenant ils sont en train de nous prouver qu'elle existe pas et que de toute façon elle ne sera jamais là. Tu vois. Mais pour s'installer par contre, ils ont bien appuyé là dessus. Du coup ils font des catiches dans leurs projets. Entre chaque cabane, ils font des zones naturelles protégées dans lesquelles ils vont installer des catiches pour les loutres en fait. Donc nous on avait fait plein de propositions, on avait une dizaine de propositions de noms de collectifs et puis il y a une fille du collectif qui avait proposé à Pas de loutre et voilà, moi ça m'avait plu. (Aparté) J'aimais bien le côté à pas de loutre, à pas de loup, à pas de loutre. La loutre est en train de se réintroduire en X et ici, on ne sait pas si elle va s'installer. En tout cas, elle est de passage quoi. Va savoir quoi, C'est assez. C'est compliqué tout ça quoi

Juliette: [00:37:18] Merci d'avoir pris le temps de répondre à mes questions

Annexe n°3 : Grille d'entretien

- Pouvez-vous vous présenter et nous parler de votre engagement au sein du collectif XXXX de manière générale ?

Evolution des capitaux

Capital social

- Considérez-vous que votre engagement vous a permis de tisser des liens ? Pouvez-vous m'en dire plus ?
- Considérez-vous qu'au sein du collectif un réseau social s'est construit ? Pouvez-vous m'en dire plus ?

Capital patrimonial

- Avant la lutte, qu'est ce qui vous attachez à votre territoire, à votre lieu de vie ?
- Considérez-vous que votre engagement vous a permis à titre individuel de développer un attachement fort à votre territoire ? Pouvez-vous m'en dire plus ?

Capital savant

- Considérez-vous que votre engagement vous a permis à titre individuel d'acquérir des connaissances ? De quels types ?
- Estimez-vous qu'un partage de connaissance a eu lieu pendant la lutte au sein du collectif ? Pouvez-vous m'en dire plus ?
- Considérez-vous que l'engagement dans cette lutte vous a permis d'avoir une meilleure connaissance de votre territoire ? Sous quels aspects ?

Gouvernance interne des collectifs de lutte

Conflit en cours

- Quels sont les modes de prise de décisions au sein du collectif ?
- Quel rapport entretenez-vous avec le vivant ?
- Avez-vous l'impression que ce lien a changé après votre engagement ?

Conflit terminé

- Quels étaient les modes de prise de décisions au sein du collectif ?
- Quel rapport entretenez-vous avec le vivant ?
- Avez-vous l'impression que ce lien a changé après votre engagement ?

Propositions en matière d'aménagement

- De manière globale, que pensez-vous des politiques d'aménagement actuelles ?
- En matière d'aménagement à l'échelle nationale, qu'est-ce que vous dénoncez ?

Après lutte

Conflit en cours

- Comment envisagez-vous votre engagement politique après la fin du conflit ? Pensez-vous poursuivre votre engagement à l'échelle locale après la fin du conflit ?
- Considérez-vous que la participation à cette lutte a eu et a un impact fort dans votre vie ? Le(s)quel(s) ? (identité, réseau social, engagement politique)
- Pensez-vous continuer à côtoyer dans le futur vos camarades de lutte actuels ? Si oui : Dans quel cadre ? Si non : Pourquoi ?

Conflit terminé

- Etes-vous toujours en contact avec vos camarades du collectif XXX ?
- Comment qualifieriez-vous votre engagement politique aujourd'hui ? A l'échelle locale ?
- Considérez-vous que la participation à cette lutte a eu un impact fort dans votre vie après le conflit? Le(s)quel(s) ? (identité, réseau social, engagement politique)

Liste des figures

Figure n°1	Une méthodologie articulée autour de cinq étapes	p.20
Figure n°2	Les différentes catégories de conflits	p.22
Figure n°3	Carte des luttes locales	p.22
Figure n°4	Les différents types de conflits dans l'échantillon des entretiens	p.23
Figure n°5	Représentativité des différents milieux dans l'échantillon	p.24
Figure n°6	Représentativité des milieux littoraux et montagnards dans l'échantillon	p.24
Figure n°7	Collectifs et associations contre des projets d'aménagement contactés à l'échelle nationale	p.25
Figure n°8	Grille d'analyse	p.27
Figure n°9	Carte des entretiens réalisés avec des collectifs ou associations contre des projets d'aménagement	p.28
Figure n°10	Représentativité des conflits terminés et en cours au sein des entretiens réalisés	p.29
Figure n°11	Différents types de conflits au sein des entretiens réalisés	p.29
Figure n°12	Représentativité des milieux montagnards et littoraux au sein des entretiens réalisés	p.30
Figure n°13	Représentativité des différents milieux au sein des entretiens réalisés	p.30
Figure n°14	Affiche pour un rassemblement au sujet de la mise en place de projets alternatifs	p.43
Figure n°15	Schéma global de l'analyse proposée	p.50
Figure n°16	Schéma traitant de l'inter-relation des capitaux	p.51
Figure n°17	Schéma de l'acquisition progressive d'un capital social	p.52
Figure n°18	Schéma de l'acquisition progressive d'un capital savant	p.52
Figure n°19	Schéma de l'acquisition progressive de différents capitaux par les opposant.e.s	p.54
Figure n°20	Schéma traitant de l'acquisition progressive d'une prise de conscience politique et écologique	p.56
Figure n°21	Schéma des critiques principales émises par les opposant.e.s	p.57
Figure n°22	Schéma traitant des différents aspects de la prise de conscience environnementale acquise par les opposant.e.s	p.58

Figure n°23	Photo d'une déambulation des acteur.ice.s absent.e.s initiée par un collectif de lutte (1)	p.60
Figure n°24	Photo d'une déambulation des acteur.ice.s absent.e.s initiée par un collectif de lutte (2)	p.60
Figure n°25	Schéma de l'évolution après-lutte des opposant.e.s	p.61

Liste des annexes

Annexe n°1 : Tableau des entretiens réalisés

Annexe n°2 : Retranscription de l'entretien E11

Annexe n°3 : Grille d'entretien

Table des matières

Résumé.....	1
Abstract.....	2
Remerciements.....	3
Sommaire.....	4
Introduction.....	5
I. Contexte du stage.....	7
1.1 Le laboratoire GEODE, structure encadrante du stage.....	7
1.2 Les missions du stage.....	7
1.3 Contextualisation du stage.....	8
II. Cadre théorique.....	9
2.1. Espace et Territoire : l'importance de la sémantique utilisée dans le sujet d'étude....	9
2.2.1 Le territoire comme "objet d'attachement", vecteur d'une mobilisation collective.....	10
2.2.2 La théorie de la "Résistance Éclairée", essentielle dans l'analyse du développement et de l'organisation des collectifs de lutte.....	12
2.2.3. Le territoire comme un "instrument des luttes"	14
2.2.4 Les collectifs de lutte comme "espaces d'expérimentation" qui repensent les rapports sociaux occidentaux marqués par la logique capitaliste.....	15
2.3. Mise en perspective du sujet de mémoire face aux recherches bibliographiques effectuées.....	18
III. Cadre méthodologique.....	20
3.1 La recherche documentaire et le cadrage du sujet : une première étape majeure pour le bon déroulé du stage.....	20
3.1.1 La recherche documentaire.....	20
3.1.2 Cadrage du sujet étudié.....	21
3.2 La préparation des entretiens : une étape minutieuse en vue d'acquérir une base de données fiables.....	21
3.2.1 La réalisation d'un échantillon de collectifs et d'associations qui luttent contre des projets d'aménagement.....	21
3.2.2 La réalisation d'une grille d'entretien et d'une grille d'analyse.....	25
3.3 La réalisation des entretiens et la proposition d'une analyse, troisième et quatrième étapes clés dans la réalisation d'un stage de recherche.....	27
3.3.1 La réalisation des entretiens, une troisième étape décisive qui met en lumière la parole militante.....	27
3.3.2 L'analyse individuelle de chaque entretien.....	30
3.3.3 L'analyse globale, une étape clé pour corrélérer et analyser l'ensemble des données reçues.....	30
IV. Résultats et analyse.....	31
4.1 Présentation des résultats.....	31

4.1.1 Les différents capitaux au sein des collectifs et associations.....	31
4.1.2 L'organisation sociale interne et le rapport au vivant.....	37
4.1.3 Les visions de l'aménagement et les engagements politiques.....	39
4.1.4 L'après-lutte.....	44
4.2.1 L'évolution progressive des différents capitaux.....	48
4.2.2 Vers une meilleure compréhension de la situation politique et environnementale actuelle.....	51
4.2.3 L'émergence d'une prise de conscience politique et environnementale et ses conséquences multiples dans l'après-lutte.....	53
V. Discussion.....	60
5.1 Discussion autour de l'analyse proposée.....	60
5.2 Limites et perspectives du stage réalisé.....	61
Conclusion.....	62
Bibliographie / Sitographie.....	63
Annexes.....	68
Liste des annexes.....	81
Table des matières.....	82
Document de communication.....	83

STAGE DE RECHERCHE

Ce mémoire est le fruit d'un stage de recherche sur la thématique des conflits d'aménagement. Les conflits d'aménagement, bien que peu abordés au sein de la recherche universitaire, sont régulièrement au cœur de l'actualité à l'échelle nationale. Inscrits au cœur de multiples problématiques sociales et environnementales, il semble intéressant de s'y intéresser sous le prisme d'un travail de recherche en sciences sociales.

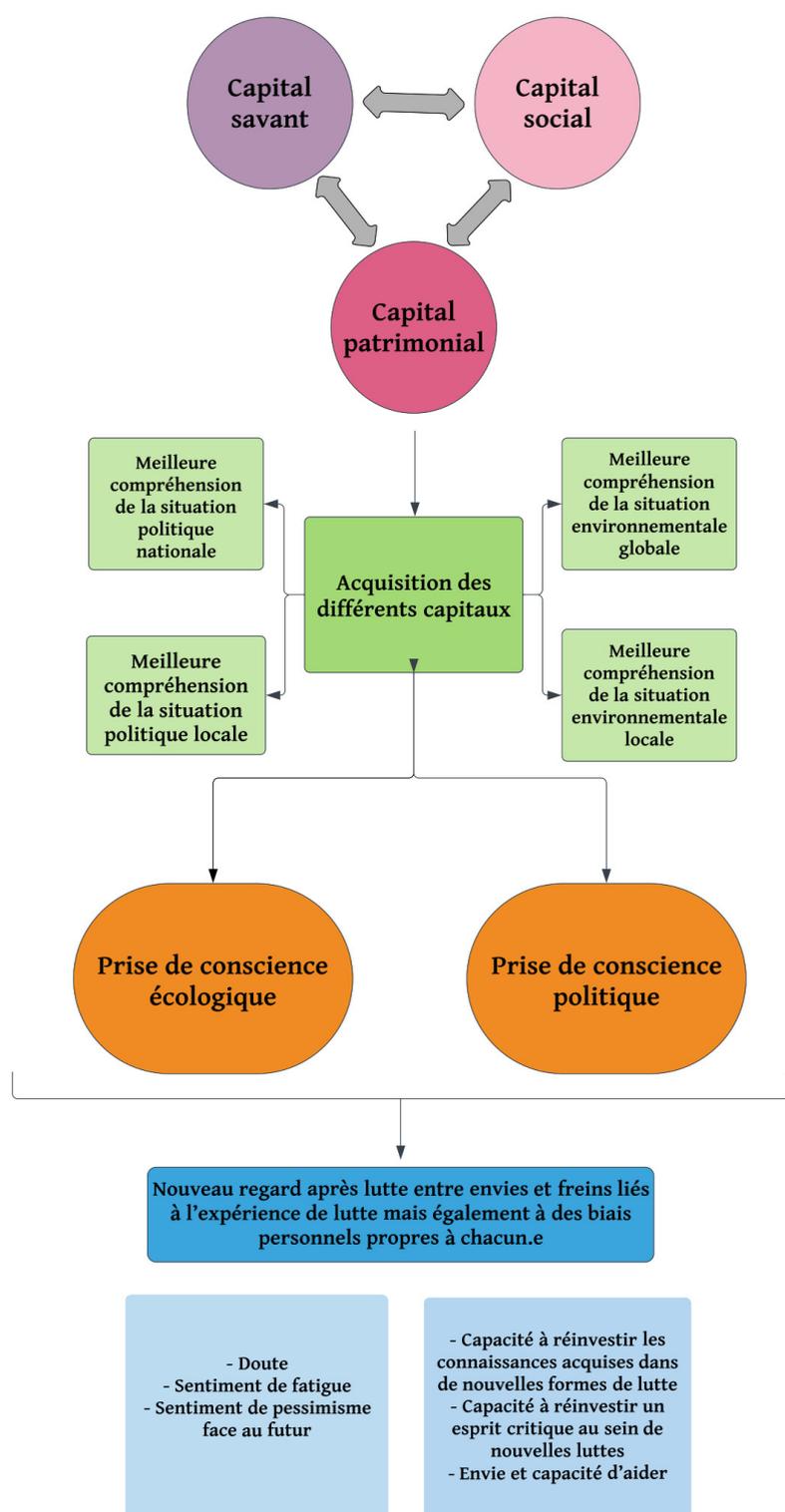
Le stage réalisé s'articule tout particulièrement autour des collectifs et associations qui s'opposent à des projets d'aménagement sur le territoire. Il s'agit de comprendre les dynamiques actives au cœur de ces organismes locaux à une échelle collective mais également individuelle. Nous avons centré notre travail sur quatre thématiques principales qui abordent à la fois des questions sociales et environnementales afin d'inscrire le stage au cœur de problématiques sociétales actuelles.

Par ailleurs, la thématique des conflits d'aménagement est traitée sous le prisme de notions centrales en Géographie tel que celle du "territoire" ou encore de celle du "vivant". Au-delà de la mobilisation de ces notions, il s'agit également de proposer une analyse à la fois spatiale et temporelle des dynamiques au sein des collectifs et associations contre des projets d'aménagement. De cette façon, la notion de mouvement est centrale dans notre stage de recherche puisque nous avons tenté d'analyser les dynamiques actives à la fois avant-lutte, pendant la lutte et également après-lutte.

EN QUOI LES DYNAMIQUES ET ÉVOLUTIONS SOCIALES, COGNITIVES ET AFFECTIVES DES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE À DES AMÉNAGEMENTS ENGENDRENT-ELLES UN POSITIONNEMENT POLITIQUE AXÉ SUR UN NOUVEAU RAPPORT AU TERRITOIRE ET AU VIVANT ?

Méthodologie adoptée :

- Analyse qualitative
- Recherches bibliographiques
- Analyse de sites internet
- Réalisation de quinze entretiens semi-directifs avec des opposant.e.s à des projets



Conflits d'aménagement

Evolution des associations et collectifs de lutte : Mise en perspective des trajectoires individuelles et collectives des opposant.e.s

Ce mémoire est le fruit d'un stage de recherche sur la thématique des conflits d'aménagement. Les conflits d'aménagement, bien que peu abordés au sein de la recherche universitaire, sont régulièrement au cœur de l'actualité à l'échelle nationale. Inscrits au cœur de multiples problématiques sociales et environnementales, il semble intéressant de s'y intéresser sous le prisme d'un travail de recherche en sciences sociales.

Le stage réalisé s'articule tout particulièrement autour des collectifs et associations qui s'opposent à des projets d'aménagement sur le territoire. Il s'agit de comprendre les dynamiques actives au cœur de ces organismes locaux à une échelle collective mais également individuelle. Nous avons centré notre travail sur quatre thématiques principales qui abordent à la fois des questions sociales et environnementales afin d'inscrire le stage au cœur de problématiques sociétales actuelles.

Par ailleurs, la thématique des conflits d'aménagement est traitée sous le prisme de notions centrales en Géographie tel que celle du "territoire" ou encore de celle du "vivant". Au-delà de la mobilisation de ces notions, il s'agit également de proposer une analyse à la fois spatiale et temporelle des dynamiques au sein des collectifs et associations contre des projets d'aménagement. De cette façon, la notion de mouvement est centrale dans notre stage de recherche puisque nous avons tenté d'analyser les dynamiques actives à la fois avant-lutte, pendant la lutte et également après-lutte.

Ainsi la problématique centrale de ce stage de recherche est la suivante : **En quoi les dynamiques et évolutions sociales, cognitives et affectives des mouvements de résistance à des aménagements engendrent-elles un positionnement politique axé sur un nouveau rapport au territoire et au vivant ?**

Etudiante en Géographie des Environnements Montagnards, il s'agit, outre la problématique principale, de proposer également une analyse des spécificités ou non des conflits d'aménagement dans les zones de montagne.

La méthodologie adoptée au cours de ce stage est une analyse qualitative fondée sur des recherches bibliographiques, l'analyse de sites internet d'opposant.e.s à des projets et également les résultats de quinze entretiens semi-directifs réalisés au cours du stage.

Mots clés : Conflits d'aménagement, Territoire, Opposition Nature / Culture, Dynamiques, Prise de conscience

